

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202855]

20 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la production et à la commercialisation des plants de pommes de terre

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, l'article 3, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 9^o;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification de la production des plants de pommes de terre;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 modifiant l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification de la production des plants de pommes de terre;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale du 23 octobre 2013, approuvée le 20 novembre 2013;

Vu l'avis 54.786/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 février 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Objet, champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté a notamment pour objet de transposer la Directive 2002/56/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des plants de pommes de terre.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à la production en vue de la commercialisation ainsi qu'à la commercialisation des plants de pommes de terre sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Le présent arrêté n'est pas applicable aux plants destinés à l'exportation vers des Etats non membres de l'Union européenne, pour autant que la destination puisse être prouvée par le producteur, le préparateur ou le détenteur et que, si les plants de pommes de terre se trouvent dans des ateliers de préparation, des magasins, des entrepôts, il soit placé auprès d'eux un écriteau bien apparent portant l'indication « Plants destinés à l'exportation hors Union européenne ».

Art. 3. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des compétences fédérales en matière :

1^o phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

2^o de protection de la propriété industrielle ou commerciale.

Art. 4. Au sens et en vue de l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « Ministre » : le Ministre de l'Agriculture;

2^o « Service » : la Direction de la Qualité du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, qui est l'autorité compétente pour la certification;

3^o « Plants de base » : les tubercules de pommes de terre :

a) qui ont été produits selon les règles de sélection variétale conservatrice en ce qui concerne la variété et l'état sanitaire;

b) qui sont prévus surtout pour la production de plants certifiés;

c) qui répondent aux conditions minimales prévues à l'annexe 1^{re} du présent arrêté pour les plants de base, et

d) pour lesquels il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions aux points a, b et c ont été respectées;

4^o « Plants certifiés » : les tubercules de pommes de terre :

a) qui proviennent directement de plants de base ou de plants certifiés, ou de plants d'un stade antérieur aux plants de base qui, lors d'un examen officiel, ont répondu aux conditions prévues pour les plants de base;

b) qui sont prévus surtout pour une production autre que celle de plants de pommes de terre;

c) qui répondent aux conditions minimales prévues à l'annexe 1^{re} du présent arrêté pour les plants certifiés, et

d) pour lesquels il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions aux points a, b et c ont été respectées;

5^o « Commercialisation » : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de plants de pommes de terre à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non.

Ne relèvent pas de la commercialisation les échanges de plants de pommes de terre qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telle que la fourniture de plants de pommes de terre à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection, et la fourniture de plants de pommes de terre à des prestataires de services, en vue de la transformation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur le plant ainsi fourni.

La fourniture de plants de pommes de terre, sous certaines conditions, à des prestataires de services, en vue de la production de certaines matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation de plants de pommes de terre à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur les plants de pommes de terre ainsi fournis ni sur le produit de la récolte.

Le fournisseur de plants de pommes de terre fournira à l'autorité responsable pour la certification une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services. Le contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplis par les plants de pommes de terre fournis;

6^o Dispositions officielles : les dispositions qui émanent ou sont prises :

a) par les autorités d'un Etat membre,

b) par des personnes morales de droit public ou privé agissant sous la responsabilité d'un Etat membre,

c) pour des activités auxiliaires, par des personnes physiques assermentées agissant sous contrôle d'un Etat membre, à condition que les personnes mentionnées aux points b) et c) ne recueillent pas un profit particulier du résultat de ces dispositions.

Les modalités d'application des présentes dispositions sont fixées par le Ministre conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

CHAPITRE II. — *Certification et commercialisation*

Section 1^{re}. — Dispositions relatives à la qualité

Art. 5. Les plants de pommes de terre ne peuvent être commercialisés que s'ils satisfont aux conditions suivantes :

1° être officiellement certifiés « plants de base » ou « plants certifiés » et répondre aux conditions minimales prévues à l'annexe 1; toutefois des plants de pommes de terre qui ne répondent pas, au cours de la commercialisation, aux conditions minimales de qualité des lots des plants de pommes de terre prévues à l'annexe 1^{re}, point 10.2 peuvent faire l'objet d'un tri sous contrôle officiel; Les plants non éliminés sont ensuite soumis à un nouvel examen officiel;

2° appartenir à une variété figurant dans un catalogue national des variétés des espèces agricoles d'un Etat membre ou au catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles visé à la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

3° être calibrés conformément aux dispositions reprises à l'annexe 1^{re} point 10.2.3.

Art. 6. § 1^{er}. Nonobstant les dispositions de l'article 5, les plants de sélection de générations antérieures aux plants de base peuvent être commercialisés. Ils sont certifiés dans la catégorie « Plants de pommes de terre prébase ».

§ 2. Les conditions dans lesquelles des plants de prébase peuvent être commercialisés conformément au paragraphe 1^{er} sont les suivantes :

1° ils ont été produits selon les règles de sélection variétale conservatrice en ce qui concerne la variété et l'état sanitaire;

2° ils sont prévus surtout pour la production de plants de base;

3° ils répondent, lors des examens officiels, aux conditions minimales fixées à l'annexe 1^{re} pour cette catégorie;

4° ils se trouvent dans des emballages ou récipients conformes aux dispositions du présent arrêté, et

5° les emballages ou récipients les contenant sont pourvus d'une étiquette officielle portant au moins les indications reprises au point 10.3 de l'annexe 1^{re} ainsi que la mention « Plants de prébase ».

§ 3. Il ne peut être certifié qu'une génération de plants de prébase.

Art. 7. Les conditions de calibrage des plants de pommes de terre produits par les techniques de micro-propagation et les exigences particulières et désignations de ces plants sont fixées à l'annexe 1^{re}.

Art. 8. Il est interdit de commercialiser des plants de pommes de terre qui ont été traités au moyen de produits inhibant la faculté de germination.

Art. 9. Les plants de prébase, les plants de base et les plants certifiés provenant des Etats membres de l'Union européenne, de la Région flamande ou de la Région Bruxelles-Capitale ne sont soumis à aucune restriction de commercialisation pour autant qu'ils aient été certifiés officiellement dans leur pays ou région de provenance et que l'emballage ou le récipient ait été marqué et fermé officiellement ou sous contrôle officiel, conformément aux dispositions de la Directive 2002/56/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des plants de pommes de terre.

Art. 10. Il est interdit de commercialiser des plants de pommes de terre, récoltés dans un pays non membre de l'Union européenne, s'ils n'offrent pas les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen, leur identité, leur marquage, leur contrôle, et s'ils ne sont pas à cet égard reconnus par l'Union européenne équivalents aux plants de base ou aux plants certifiés récoltés à l'intérieur de l'Union européenne.

Cette interdiction est applicable également à tout nouvel Etat membre de l'Union européenne, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer aux dispositions de la Directive 2002/56/CE.

Art. 11. § 1^{er}. Outre les conditions minimales auxquelles doivent satisfaire les plants de pommes de terre et les conditions minimales de qualité des lots de plants de pommes de terre, des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses pour la certification de la production wallonne sont fixées à l'annexe 1^{re}.

§ 2. Le Ministre peut, après y avoir été autorisé par la Commission européenne, prendre des dispositions plus rigoureuses que celles prévues à l'annexe 1^{re} pour la commercialisation de plants de pommes de terre sur tout ou partie du territoire wallon contre des organismes nuisibles n'existant pas dans les régions visées ou qui paraissent particulièrement nuisibles pour les cultures dans ces mêmes régions.

En cas de menace imminente d'introduction ou de propagation de tels organismes nuisibles, il peut prendre les dispositions dès le dépôt de sa demande jusqu'à la prise de position définitive de la Commission européenne à ce sujet.

Art. 12. La subdivision des catégories des plants de pommes de terre prévues à l'article 4, en classes répondant à des conditions différentes est fixée à l'annexe 1^{re}.

Art. 13. Pour des raisons de qualité sanitaire les plants de pommes de terre produits sur le territoire de la Région wallonne doivent être séparés des autres pommes de terre au cours de leur production, calibrage, stockage, transport et traitement.

Art. 14. Par dérogation aux dispositions de l'article 5, les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne sont autorisés à commercialiser :

1° de petites quantités de plants de pommes de terre, dans des buts scientifiques ou pour des travaux de sélection selon les conditions fixées par le Ministre ou le fonctionnaire dirigeant du Service, désigné comme délégué du Ministre,

2° des quantités appropriées de plants de pommes de terre destinés à d'autres fins, essai ou expérimentation, dans la mesure où ils appartiennent à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription au catalogue national des variétés a été déposée en Belgique, selon les conditions fixées à l'annexe 2.

Art. 15. § 1^{er}. Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en plants de base ou plants certifiés dans l'Union européenne, ne pouvant être résolue autrement, le Ministre ou son délégué désigné à l'article 14, 1° peut, après en avoir été autorisé par les institutions de l'Union européenne, pour une période déterminée, autoriser la commercialisation, dans les quantités requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement, de plants d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des plants de pommes de terre de variétés ne figurant pas au catalogue national des variétés des espèces agricoles, visé à l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés d'espèces agricoles et de légumes, ou au catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles visé à la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles.

§ 2. Pour une catégorie de plants de pommes de terre d'une variété déterminée, l'étiquette officielle est celle prévue pour la catégorie correspondante; pour les plants de pommes de terre de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnés au paragraphe 1^{er}, l'étiquette officielle est de couleur marron. L'étiquette indique dans tous les cas que les plants en question sont d'une catégorie satisfaisant à des exigences moins strictes.

Section 2. — Dispositions relatives à l'étiquetage et à l'emballage

Art. 16. § 1^{er}. Les plants de prébase, les plants de base et les plants certifiés ne peuvent être commercialisés qu'en lots suffisamment homogènes, dans des emballages ou récipients fermés et munis, conformément aux dispositions des articles 17 et 18, d'un système de fermeture et d'un étiquetage. Les emballages doivent être neufs, les récipients doivent être propres.

§ 2. Des dérogations aux dispositions du paragraphe 1^{er} en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture ainsi que le marquage, pour la commercialisation de petites quantités au dernier utilisateur sont prévues à l'annexe 1^{re}.

Art. 17. § 1^{er}. Les emballages et récipients de plants de prébase, de plants de base et de plants certifiés sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans détériorer le système de fermeture ou sans que l'étiquette officielle prévue à l'article 18, § 1^{er}, ni l'emballage ni le récipient ne montrent de traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette susvisée, soit l'apposition d'un scellé officiel.

Toutefois, ces mesures ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable.

§ 2. Il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas, il est également fait mention sur l'étiquette prévue à l'article 18, § 1^{er}, de la dernière nouvelle fermeture, de sa date et du service qui l'a effectuée.

§ 3. Des dérogations au paragraphe 1^{er} pour les petits emballages de plants certifiés fermés sur le territoire wallon sont prévues à l'annexe 1^{re}.

Art. 18. § 1^{er}. Les emballages et récipients de plants de prébase, de plants de base et de plants certifiés sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées au point 10.3. de l'annexe 1^{re} et dont les indications sont rédigées en langue française et, le cas échéant, dans une ou plusieurs autres langues officielles de l'Union européenne.

§ 2. Les emballages et récipients de plants de prébase, de plants de base et de plants certifiés contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette reproduisant au moins les indications suivantes:

- 1° le numéro d'identification du producteur ou le numéro de référence du lot;
- 2° mois et année de la fermeture;
- 3° pays de production.

La notice est constituée de façon qu'elle ne puisse être confondue avec l'étiquette officielle visée au paragraphe 1^{er}.

La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément au paragraphe 1^{er} une étiquette adhésive ou une étiquette d'un matériel indéchirable est utilisée.

§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1^{er} et 2 pour les petits emballages de plants certifiés fermés sur le territoire wallon sont prévues à l'annexe 1^{re}.

Art. 19. Dans le cas de plants de pommes de terre d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de plants ou tout document officiel ou non qui l'accompagne, en vertu des dispositions du présent arrêté, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée, sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant.

Art. 20. Tout traitement chimique plants de base ou des plants certifiés doit être mentionné par le producteur sous sa responsabilité, soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur, ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci ou sur le récipient.

CHAPITRE III. — Inspection

Art. 21. Le Service est chargé de l'exécution des inspections de la production de plants indigènes.

Ceci comprend :

- l'examen de la recevabilité des demandes d'inscription au processus de certification pour les cultures de production de plants;
- des inspections des cultures sur pied;
- des inspections des produits récoltés pendant leur transport, lors de leur réception et leur entreposage, et durant leur préparation et leur conditionnement;
- l'examen en laboratoires des produits récoltés;
- le prélèvement d'échantillons en culture et sur les produits récoltés, selon des méthodes appropriées, au cours du processus de certification;
- des inspections de l'exécution des fermetures officielles et de l'apposition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles de la section 2 du chapitre 2.

Art. 22. Sont fixées dans les annexes :

1° les modalités, les définitions et les normes concernant les inspections visées à l'article 21;

2° les conditions auxquelles les personnes physiques ou morales doivent satisfaire pour être habilitées à introduire une demande d'inspection pour des cultures destinées à la production de plants, et à soumettre les produits récoltés aux inspections visés à l'article 21.

Art. 23. Le Service vérifie, par sondages, la conformité des plants de pommes de terre au cours de la commercialisation avec les exigences et conditions de la Directive 2002/56/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des plants de pommes de terre.

Pour les plants de pommes de terre produits et certifiés en Région wallonne, la conformité des plants est vérifiée sur base des exigences et conditions du présent arrêté.

Art. 24. Sans préjudice de la libre circulation des plants à l'intérieur de l'Union européenne, toute personne commercialisant des plants de pommes de terre importés de pays tiers en quantités supérieures à 2 kg fournit au Service les indications suivantes :

- 1° l'espèce;
- 2° la variété;
- 3° la catégorie;
- 4° le pays de production et le service de contrôle officiel;
- 5° le pays d'expédition;
- 6° l'importateur;
- 7° les quantités de plants de pommes de terre concernés.

Art. 25. Le Ministre peut adopter les décisions nécessaires à l'exécution des décisions prises par les institutions européennes en ce qui concerne les conditions dans lesquelles:

- 1° les plants traités chimiquement peuvent être commercialisés;
- 2° les plants peuvent être commercialisés en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;
- 3° les plants adaptés à la culture biologique peuvent être commercialisés.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 26. Les factures, contrats, catalogues, offres de vente et autres documents analogues doivent porter les indications prescrites à l'annexe 1^{re} point 10.3.2. sous 2, 6, 7, 8 et 9.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, l'indication prescrite dans l'annexe 1^{re} au point 10.3.2 sous 2 sur les factures, n'est pas obligatoire.

Art. 27. Les préparateurs, importateurs et vendeurs doivent conserver la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans, à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant la date du document, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents du Service.

Art. 28. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions du chapitre VIII du décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture.

Art. 29. Le Ministre peut abroger, modifier ou remplacer tout ou partie des annexes :

- pour tenir compte d'une décision de l'Union européenne;
- pour des raisons scientifiques, techniques, de simplification administrative ou;
- pour améliorer le système de contrôle.

Art. 30. Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre;
- 2° l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification de la production des plants de pommes de terre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005.

Art. 31. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re} : Processus d'inspections et de certification des plants de pommes de terre

1. Introduction

Le contrôle s'exerce à tous les stades de la production à l'utilisation. Tout manquement aux présentes dispositions peut entraîner le déclassement ou le refus d'un champ de production ou d'un lot de plants et le retrait, des étiquettes officielles de certification ou des vignettes, ainsi que le retrait des étiquettes officielles de certification des emballages de plants déjà certifiés.

La présence d'étiquettes officielles de certification, de vignettes ou de scellés sur les emballages contenant des plants n'entraîne aucune modification des règles générales de responsabilité découlant du droit commun. Elle implique seulement que les opérations de contrôle ont été effectuées selon les prescriptions du présent arrêté.

2. Définitions et généralités

2.1. Laboratoire habilité

Laboratoire indépendant reconnu par le Service pour réaliser des analyses phytosanitaires sur les plants de pommes de terre selon des méthodes internationales en vigueur.

2.2. Opérateurs

2.2.1. Responsables de variétés

a) Obtenteur

- 1) pour une variété protégée : toute personne physique ou morale qui détient les droits d'obtention de la variété;
- 2) pour une variété non protégée : toute personne physique ou morale dont une variété est admise aux contrôles (voir point 2.5).

Une « variété protégée » est une variété protégée conformément :

- à la loi du 10 janvier 2011 sur la protection des obtentions végétales, ou
- au Règlement (CE) N° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales

b) Mainteneur

Toute personne physique ou morale responsable de la sélection conservatrice d'une variété. Elle doit être mandatée par l'obteneur pour les variétés protégées. La preuve du mandat doit être fournie au Service, en cas de contrôle.

c) Mandataire

Toute personne physique ou morale désignée par l'obteneur pour agir en son nom et pour son compte sur le territoire belge. La preuve du mandat doit être fournie au Service, en cas de contrôle.

2.2.2. Responsables de la production et du commerce

a) Preneur d'inscription

Toute personne physique ou morale qui présente au contrôle une ou plusieurs parcelle(s) destinée(s) à la production de plants de pommes de terre. Le preneur d'inscription est reconnu, par le Service, comme l'unique personne responsable pour la production et la certification des plants de pommes de terre issus de sa (ses) parcelle(s).

b) Multiplicateur

Le preneur d'inscription ou toute personne physique ou morale désignée par lui pour la conduite des cultures inscrites au contrôle.

c) Préparateur de plants de pommes de terre

Le preneur d'inscription ou toute personne physique ou morale agréée par le Service pour entreposer, nettoyer, ventiler, préparer, désinfecter et conditionner des plants de pommes de terre. Le préparateur de plants de pommes de terre est agréé selon les modalités reprises au point 2.4.

d) Conditionneur en petits emballages de plants de pommes de terre

Toute personne physique ou morale agréée par le Service et disposant des installations nécessaires pour mettre sous petits emballages des plants de pommes de terre certifiés en vue de leur commercialisation et non destinés à la production de plants de pommes de terre. Le conditionneur en petits emballages de plants de pommes de terre est agréé selon les modalités reprises au point 2.4.

2.3. Enregistrement

Toutes les personnes citées sous 2.2, à l'exception des obteneurs ayant désigné un mandataire sont enregistrées par le Service sous un numéro unique dès que leurs activités ont été constatées.

Lors de leur enregistrement, les personnes concernées s'engagent par écrit, chacune pour ce qui a trait à ses propres activités à :

- 1) respecter la réglementation en vigueur ainsi que les instructions fournies par le Service;
- 2) informer le Service du début et de la fin des activités;
- 3) permettre au Service de visiter leur(s) entreprise(s) et de contrôler leur(s) production(s) à tout stade;
- 4) communiquer au Service tout renseignement nécessaire;
- 5) communiquer l'emplacement et la superficie des parcelles de multiplication;
- 6) présenter les plants de pommes de terre à la certification en conformité aux normes requises;
- 7) pendant trois ans à dater du 1^{er} janvier qui suit la date du document, tenir et garder à la disposition du Service une comptabilité matière des plants de pommes de terre entrants et sortants;
- 8) conserver les documents de contrôle utilisés selon les instructions du Service;
- 9) laisser prélever en temps utile les échantillons nécessaires au Service pour l'analyse en laboratoire, l'établissement des champs de contrôle et la certification.

2.4. Agréments

2.4.1. Modalités

a) Les préparateurs et les conditionneurs en petits emballages de plants de pommes de terre doivent être agréés par le Service.

Pour pouvoir être agréées, les personnes intéressées doivent :

- 1) pendant ou après leur enregistrement, en faire la demande écrite auprès du Service;
- 2) faire l'objet d'un contrôle sur place par le Service, durant lequel un inventaire des locaux et des installations utilisés dans le cadre de l'activité est établi, un constat de conformité de ces locaux et installations pour l'activité considérée est dressé et les conditions d'agrément reprises sous le point 2.4.2 ou le point 2.4.3 sont rencontrées;
- 3) désigner, lors du contrôle repris sous 2), la personne responsable de l'activité ou son délégué.

b) L'agrément est valable du 1^{er} juillet de l'année de référence au 30 juin de l'année suivante. Il est renouvelé tacitement d'année en année aussi longtemps que les conditions de son obtention sont remplies et que les engagements mentionnés sont respectés.

c) Le Service doit être immédiatement averti de tout changement d'identité de la personne responsable et de toute modification importante apportée aux installations.

d) En cas d'interruption volontaire des activités signalée par la personne responsable reprise sous *a)*, l'agrément est suspendu. Une visite de contrôle telle que prévue au point 2.4.1. *a)* est effectuée au moment de la reprise des activités.

e) L'agrément est retiré par le Service quand les conditions imposées ne sont plus remplies au regard des points 2.4.2 et 2.4.3.

2.4.2. Conditions d'agrément des préparateurs de plants de pommes de terre

Les préparateurs de plants de pommes de terre sont agréés s'ils:

1) disposent de locaux propres, secs, bien aérés et éclairés, réservés exclusivement aux plants de pommes de terre durant la période de travail et de stockage. Ces locaux sont isolés du gel et munis d'un système de ventilation. La superficie des installations de stockage et de travail doit être en rapport avec l'importance de la production;

2) disposent des installations, des équipements et des appareillages nécessaires aux activités pour lesquelles l'agrément est demandé. Au moment du triage, au moins un trieur-calibreux et une table de visite doivent être présents. Au moment de l'emballage, une balance doit être présente. Le système d'apposition des étiquettes doit être conforme aux dispositions du présent arrêté;

3) mettent à la disposition du Service un local approprié à la bonne réalisation des activités de contrôle pendant la durée des activités de triage. Le local doit être bien aéré, éclairé, équipé, chauffé et entretenu;

4) mettent à la disposition du Service une table de visite éclairée;

5) disposent d'un système de traçabilité permettant à tout moment de connaître l'origine des plants qui composent le lot présenté à la certification qui font l'objet d'un (re) conditionnement.

2.4.3. Conditions d'agrément des conditionneurs de plants de pommes de terre en petits emballages

Les conditionneurs de plants de pommes de terre en petits emballages sont agréés s'ils s'engagent à:

1) tenir pendant deux ans à la disposition du Service les documents de contrôle qui couvraient les emballages de plants de pommes de terre à subdiviser;

2) respecter strictement les dispositions du point 11.2 ci-dessous.

2.5. Variétés admises au contrôle

Sont admises au contrôle :

1) les variétés figurant soit à un catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles d'un Etat membre, soit au catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

2) les variétés qui sont en procédure d'inscription au catalogue national ou, au catalogue national d'un autre Etat membre.

Pour une variété reprise sous 2), la preuve que celle-ci est en procédure d'inscription doit être fournie au Service, et la certification officielle des lots de cette variété ne peut se faire qu'après son inscription effective à l'un des catalogues cité sous 1). La preuve de cette inscription doit être fournie au Service.

Toutefois, il peut y avoir commercialisation de plants de pommes de terre d'une variété reprise sous 2) selon les conditions fixées à l'annexe 2.

2.6. Catégories et classes

La production de plants de pommes de terre résulte de la sélection généalogique par multiplication végétative (conformément aux schémas 1 et 2 ci-dessous).

La génération initiale appelée F0 est obtenue par sélection massale ou par culture in vitro.

Les générations suivant la F0 sont réalisées sous la responsabilité de l'opérateur et sont appelées « familles » (F).

Lorsque la F0 est issue de sélection massale, le nombre de générations de familles produites est de maximum 7 et dans le cas d'une F0 issue de culture in vitro, le nombre de générations de familles produites est de maximum 5.

Les générations succédant aux familles sont produites sous contrôle du Service et peuvent être certifiées selon la génération et l'état sanitaire dans les catégories « plants de prébase », « plants de base » et « plants certifiés ».

Lorsque les plants de prébase ont été obtenus à partir d'une F0 issue de culture in vitro, la catégorie est désignée comme « plants de prébase-CT » (CT signifiant culture de tissu).

Les plants de la catégorie « plants de base » sont subdivisés, selon leurs générations et l'état sanitaire en classes Super (S), Super-Elite (SE) et Elite (E); ceux de la catégorie « plants certifiés » sont subdivisés, selon leur état sanitaire en classes A et B.

Pour les plants de la catégorie « plants de base », les classes communautaires « CEE1 », « CEE2 » ou « CEE3 » peuvent être également attribuées, si les exigences de la Directive 93/17/CEE de la Commission, du 30 mars 1993, portant définition des classes communautaires de plants de base de pommes de terre, ainsi que les conditions et dénominations applicables à ces classes sont remplies.

Schéma 1 : générations au départ d'un matériel initial issu de la sélection massale

Catégories de plants	Multiplication classique
Génération initiale	F0 ↓
Familles	F1 ↓ F2 ↓
Plants de Prébase ou familles (le cas échéant : à partir de la F3 jusqu'à la F7)	F3/PB® F4/PB® F5/PB® F6/PB® F7=PB ↓ ↓ ↓ ↓ ↓
Plants de Base	S ↓ SE ↓ E ↓
Plants certifiés	A ↓ B
	Classes Communautaires CEE1, CEE2, CEE3

Schéma 2 : générations au départ d'un matériel initial issu de culture in vitro

Catégories de plants	Multiplication in vitro
Génération initiale	F0 = vitro-tubercule ou vitro-plantule ou plantule acclimatée ↓
Familles	F1 = mini-tubercule ↓ F2 ↓
Plants Prébase –CT ou familles (le cas échéant : à partir de la F3 jusqu'à le F5)	F3/PB-CT® F4/PB-CT® F5=PB-CT ↓ ↓ ↓
Plants de Base	S ↓ SE ↓ E ↓
Plants certifiés	A ↓ B
	Classes Communautaires CEE1, CEE2, CEE3

3. Maintenance d'une variété

Chaque année, le mainteneur d'une variété en Région wallonne déclare au Service, par écrit et pour chacune des variétés concernées, le programme de sélection conservatrice en précisant la méthode appliquée et le matériel utilisé (emplacement de la parcelle, superficie, quantités produites, références d'échantillonnage et résultats d'analyses, ...). Il permet au Service d'effectuer des contrôles sur place et de prélever des échantillons du matériel maintenu; et tient un registre dans lequel chaque génération de chaque famille est identifiée et inscrite.

Le matériel initial (F0) doit être reconnu exempt par un laboratoire habilité de viroses transmissibles et préjudiciables à la culture du plant : dont en particulier les virus PLRV, X, Y, A, M, et S.

Le matériel produit « in vitro » est du matériel de mainteneur faisant partie de la sélection généalogique.

Sont considérés comme F0 les vitro-tubercules, les vitro-plantules ou les plantules acclimatées et comme F1 les mini-tubercules. Ces matériels doivent répondre aux exigences phytosanitaires prévues pour la catégorie de plants de prébase.

L'identité variétale doit être garantie par le producteur.

Pour pouvoir commercialiser des plants issus de la sélection conservatrice, ceux-ci doivent avoir été cultivés au moins deux années en plein champ et la culture doit être présentée au contrôle par le mainteneur.

Après au moins deux années de culture en plein champ, les plants de différentes familles peuvent être mélangés. Dans ce cas, le mélange ne peut être présenté au contrôle que pour la production de plants de prébase, de base ou de plants certifiés.

Si la sélection a lieu hors du territoire de la Région wallonne, le matériel appartenant à une génération antérieure aux plants de prébase présenté pour la multiplication en Région wallonne doit être accompagné d'une déclaration du mainteneur reprenant :

- 1) la quantité de matériel fourni;
- 2) le numéro de référence du lot;
- 3) la description de l'étiquette attachée aux emballages (ou un spécimen de cette étiquette);
- 4) la catégorie et la classe des plants pouvant être produits à partir de ce matériel;
- 5) la preuve que les prescriptions phytosanitaires sont respectées.

Toutes ces informations doivent être fournies au Service avant l'inscription des cultures.

Sans préjudice des dispositions relatives à la production de plants de prébase officiellement certifiés (voir points 4 à 10), le Service peut, à la demande du mainteneur ou de son mandataire, délivrer un document attestant que le matériel provient de multiplications réalisées par une personne responsable enregistrée auprès du Service et que les cultures ont été suivies par celui-ci. Les résultats des tests phytosanitaires doivent être fournis.

En vue de la production de plants de base de classes communautaires, la preuve doit être fournie au Service que les matériels de départ (F0) sont indemnes:

- 1) de *Erwinia ssp.*;
- 2) de *Dickeya dianthicola* et *Dickeya solani*;
- 3) du virus de l'enroulement PLRV;
- 4) des virus A, M, S, X et Y.

4. Inscription au contrôle

4.1. Personne habilitée - preneur d'inscription

Seul le preneur d'inscription est habilité à déposer auprès du Service une demande d'inscription de parcelle de multiplication de plants de pommes de terre.

4.2. Conditions d'inscription

4.2.1. Exigences phytosanitaires concernant les plants et la parcelle à établir

Le preneur d'inscription fournit au Service la preuve que la parcelle et que le matériel de départ sont conformes aux dispositions mentionnées dans l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

Le champ de production n'est pas contaminé par *Globodera rostochiensis* (Wollenweber) Behrens et *Globodera pallida* (Stone) Behrens.

4.2.2. Origine des plants utilisés (matériel de départ)

Les plants employés doivent provenir de culture en plein champ.

Le multiplicateur qui a mis en place la culture doit pouvoir prouver l'identité du matériel de départ utilisé (plants) :

- 1) soit via une sélection généalogique effectuée en Région wallonne et déclarée préalablement au Service;
- 2) soit par une déclaration du responsable d'une autre région ou du responsable étranger, indiquant la quantité de matériel envoyé et destiné à produire des plants de prébase en Région wallonne. Dans ce cas, le matériel de départ doit être couvert par une attestation officielle du service de contrôle de la région ou du pays d'origine. Ces renseignements doivent figurer sur le document qui accompagne le matériel introduit. Un spécimen de l'étiquette couvrant le matériel sera joint à ce document.

Les documents visés aux points 1) et 2) sont remis au Service par le preneur d'inscription lors de l'inscription de la culture au contrôle.

4.2.3. Description variétale

Lorsqu'une variété non inscrite au catalogue national est multipliée pour la première fois en Région wallonne, le preneur d'inscription fournit au Service la description botanique officielle de cette variété, ainsi que toute modification éventuelle de cette description.

4.2.4. Emplacement de la culture

Les cultures à contrôler en vue de la certification des plants sont établies en plein champ, en Région wallonne. Si la culture est traversée par la frontière avec une autre région ou un autre pays, elle sera contrôlée par l'autorité compétente de la région ou du pays où la parcelle a été inscrite au contrôle par le preneur d'inscription.

Le preneur d'inscription fournit avec sa (ses) demande(s) d'inscription, un plan avec indication de la localisation de la (des) parcelle(s).

4.2.5. Précédents culturaux

La parcelle ne peut avoir porté de pommes de terre pendant les 3 années précédant la culture soumise au contrôle. Un plan de rotation de culture concernant la parcelle, pour les trois années précédentes doit être présenté lors de l'inscription.

4.2.6. Catégories et classes utilisées et produites

Chaque parcelle ne peut être emblavée qu'au moyen d'une seule variété, et en vue de produire des plants de pommes de terre d'une catégorie ou d'une classe déterminée.

Les parcelles sont établies avec des plants appartenant à l'une des classes suivantes :

CATEGORIE ET CLASSE MINIMALE DU MATERIEL UTILISE	POUR LA PRODUCTION DE LA CATEGORIE OU DE LA CLASSE
Plants de prébase (1)	Plants de base S
Plants de base S	Plants de base SE
Plants de base SE	Plants de base E1
Plants de base E1	Plants de base E2
Plants de base E2 (2)	Plants de base E3
Plants de base E3 (2)	Plants certifiés A (3) ou B

(1) sous réserve de justification de l'origine (comme prévu au point 4.2.2.)

(2) pour la production de plants de base de classe E2 ou de plants de base de classe E3 :

- le matériel de départ de la classe E1 initiale doit provenir directement de plants de la classe SE ou d'une classe supérieure. Cette origine doit être prouvée;

- les plants utilisés ainsi que la culture productrice de ceux-ci doivent avoir répondu, lors du dernier contrôle sur pied et lors des tests virologiques aux exigences de la classe SE.

(3) En cas de pénurie avérée de matériel de multiplication suite à des conditions exceptionnelles, le Service peut autoriser un multiplicateur à multiplier ses propres plants une année supplémentaire. Cette autorisation est accordée sur base d'une demande écrite et motivée adressée au Service laquelle devra être envoyée au plus tard le 31 mars de l'année de la multiplication envisagée. Dans ce cas, les plants utilisés ainsi que la culture productrice de ceux-ci doivent avoir répondu, lors du dernier contrôle sur pied et lors des tests virologiques aux exigences de la classe E3.

L'équivalence des classes de plants provenant d'autres pays de l'Union européenne est déterminée par le Service.

En cas de mélange de classes à la plantation, la classe la plus basse sera prise en considération.

4.3. Procédure d'inscription

Au plus tard le 15 mai, les preneurs d'inscription communiquent au Service, au moyen de bulletins d'inscription, toutes les données nécessaires pour lui permettre d'organiser et d'exécuter l'inspection des cultures.

Lorsque le retard est justifié en raison de circonstances climatiques ou dans le cas de plantation hors saison, les inscriptions peuvent être acceptées au plus tard trois jours ouvrables après la plantation.

Les informations suivantes doivent être communiquées :

1) l'identifiant des échantillons prélevés sur la terre et sur les plants mères pour la détection des organismes nuisibles mentionnés dans l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, et le résultats des analyses réalisées sur ces échantillons;

2) l'identité du preneur d'inscription : nom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'opérateur attribué par le Service, numéro d'opérateur donné par l'AFSCA, numéro de producteur actif attribué dans le cadre du régime de paiement unique;

3) l'identité du multiplicateur : nom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'opérateur attribué par le Service, numéro d'opérateur donné par l'AFSCA, numéro de producteur actif attribué dans le cadre du régime de paiement unique;

4) dans la mesure où elle est connue au moment de l'inscription, l'identité de la personne chez qui sera stockée la récolte : nom, adresse, numéro d'opérateur attribué par le Service;

5) toutes les indications (village, lieu-dit, etc.) permettant d'identifier l'endroit précis où est située la parcelle;

6) s'il est connu, le numéro de parcelle attribué dans le cadre du régime de paiement unique;

7) la superficie de la parcelle;

8) les précédents culturels des trois dernières années;

9) l'identité des plants utilisés : variété, catégorie et classe (telle qu'indiquée sur les étiquettes officielles de certification), numéro de lot, instance qui a délivré les étiquettes officielles de certification, et le nombre d'étiquettes délivrées et le poids couvert par chacune des étiquettes officielles;

10) la catégorie et la classe des plants à produire.

Le Service peut, s'il le juge nécessaire, exiger des informations ou documents supplémentaires prouvant qu'il n'existe pas d'autres contraintes sur la terre et le matériel de départ.

Un seul bulletin d'inscription est établi par parcelle de multiplication. Par parcelle de multiplication, on entend une terre d'un seul tenant emblavée avec une culture destinée à la production de plants d'une variété, d'une catégorie ou d'une classe bien déterminée, séparée de toute culture avoisinante conformément aux dispositions du présent arrêté.

S'il est constaté au contrôle sur pied que l'inscription a trait à plus d'une parcelle, l'inscription est retirée du contrôle et remplacée par autant de nouvelles inscriptions qu'il y a de parcelles concernées.

Sont à joindre au bulletin d'inscription :

1) un orthophotoplan situant la terre échantillonnée dans le cadre des mesures d'application reprises à l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

2) un plan descriptif des parcelles inscrites au contrôle;

3) les étiquettes officielles de certification couvrant le matériel de départ utilisé.

Les bulletins d'inscription doivent être accompagnés d'une liste récapitulative des parcelles, établie selon les instructions du Service.

Par l'inscription, pour les variétés protégées, le preneur d'inscription autorise le Service à communiquer aux obtenteurs et aux mandataires, par variété, à leur demande, les données suivantes :

1) l'identité du preneur d'inscription;

2) les superficies présentées au contrôle;

3) les superficies acceptées lors du contrôle sur pied;

4) les quantités de plants certifiées dans chaque catégorie et classe.

Le transfert de cultures ou de leur production, non retirées du contrôle, vers une autre personne physique ou morale qui devient le nouveau preneur d'inscription, entraîne le transfert de cette autorisation.

Les parcelles inscrites au contrôle qui ne peuvent plus entrer en ligne de compte pour le contrôle sur pied ou pour lesquelles le contrôle sur pied n'est plus souhaité doivent être signalées au Service, par écrit par le preneur d'inscription, en communiquant la destination de la récolte qui pourrait encore en provenir.

5. Contrôle sur pied

Les contrôles sur pied sont effectués par le Service. Celui-ci avertit, au moins 48 heures à l'avance, le multiplicateur de sa visite.

A tout moment, le preneur d'inscription doit être à même de montrer la parcelle à contrôler.

Le multiplicateur informe le Service des pesticides utilisés dans le traitement des cultures à contrôler.

Un contrôle sur pied comprend au moins deux visites à une époque déterminée par le Service pour s'assurer de:

1) la séparation entre les cultures;

2) l'état de la culture;

3) l'identité et de la pureté variétale;

4) l'état sanitaire de la culture;

5) la bonne conduite de la parcelle en vue de la production de plants de pommes de terre de la catégorie et de la classe envisagée.

Au moment du contrôle sur pied, la parcelle doit être dans un état tel que les vérifications précisées aux points 1) à 5) puissent s'effectuer correctement.

A la demande du preneur d'inscription, une parcelle peut pour des raisons techniques, être subdivisée en deux ou plusieurs parcelles. Dans ce cas, l'inscription originale est annulée et remplacée par deux ou plusieurs inscriptions tardives.

5.1. Séparation

Au moment de l'inscription, toute parcelle de multiplication de plants de pommes de terre doit être séparée de toute autre culture de pommes de terre de consommation d'au moins 10 mètres. Pour un même multiplicateur, une séparation d'1,5 m doit être faite entre ses parcelles de multiplication de plants de pommes de terre.

Pour la production de plants de base de classes communautaires, les cultures contiguës de plants de pommes de terre doivent répondre au moins aux normes de la même classe que celle de la parcelle concernée. Le respect de cette norme doit être constaté par un contrôle sur pied officiel.

Le non-respect de la norme entraîne le déclassement ou le refus de la parcelle, selon les normes observées.

5.2. Pureté variétale et état sanitaire

Sont considérées comme des impuretés variétales :

- 1) toute repousse de pommes de terre provenant d'une culture précédente;
- 2) toute plante présentant un aspect anormal suite à un traitement chimique ou à une autre cause.

Toutes les plantes malades ou déviantes (y compris les tubercules) doivent être complètement retirées du sol et mises à l'écart de la butte de telle sorte qu'elle ne constitue plus une source d'infection.

Une épuration insuffisante entraîne le déclassement ou le refus de la parcelle.

Une parcelle peut être refusée si le contrôle est rendu impossible du fait notamment :

- 1) de présence de mauvaises herbes;
- 2) de présence de maladies;
- 3) d'un développement exagéré des fanes;
- 4) de la faiblesse de la végétation;
- 5) d'une modification de l'aspect des plantes due à un traitement chimique ou à une autre cause.

En cas de destruction du feuillage par le gel, la grêle, la tempête ou les insectes, il est permis d'attendre la reprise de la végétation avant de prendre une décision définitive.

5.3. Normes

a) Les tolérances suivantes (% du nombre de plants) seront appliquées lors du dernier contrôle sur pied :

	Plants de prébase	Plants de base			Plants certifiés	
		S	SE	E1, E2 et E3	A	B
Impuretés variétales	0,00	0,00	0,01	0,02	0,05	0,05
Pieds chétifs	0,00	1,00	2,00	3,00	5,00	10,00
Maladies						
Maladies à virus (1) (2) (X, Y, enrroulement...)	0,00	0,10	0,20	0,40	1,00	3,00
Flétrissements d'origine bactérienne (Erwinia spp., Dickeya spp)	0,00	0,00	0,10	0,20	0,50	1,00
- Rhizoctone	0,00	0,50	1,00	3,00	5,00	5,00
- Flétrissement causé par des maladies fongiques	0,00	0,30	0,50	1,00	2,00	2,00

(1) Dans l'appréciation de la descendance d'une variété atteinte d'une virose chronique, il n'est pas tenu compte des symptômes légers causés par le virus considéré.

(2) Les tolérances relatives aux maladies à virus reprises pour les plants de base et les plants certifiés ne sont applicables qu'aux viroses qui sont causées par des virus répandus en Europe

b) La culture sera exempte de *Synchytrium endobioticum* (Schilb) Perc, et *Clavibacter michiganensis* subsp *sepedonicus*.

5.4. Méthode de comptage

Les comptages sont effectués sur 100 plantes successives dans une ligne. Ils sont au minimum de :

- 4 par 25 ares pour les parcelles d'un hectare et moins;
- 10 par hectare ou partie d'hectare, pour les parcelles de plus d'un hectare.

Le pourcentage est ensuite calculé suivant la formule ci-après :

$$\frac{\text{Nombre total de plantes anormales}}{\text{Nombre de comptages}} = X \%$$

5.5. Classification

Après chaque visite, les constatations sont communiquées au preneur d'inscription.

La classification de la culture est faite par le Service après le dernier contrôle sur pied sur la base des constatations faites sur le champ de multiplication. Si la classification au dernier contrôle sur pied ne correspond pas avec la classe de récolte prévue par le preneur d'inscription, ou si la culture a été refusée, le Service en informe le preneur d'inscription et le multiplicateur dans les deux jours ouvrables qui suivent la visite de contrôle sur pied, au moyen d'une copie du rapport de contrôle sur pied. La raison du refus ou du déclassement est indiquée sur le rapport de contrôle sur pied.

Dans le cas exceptionnel où le preneur d'inscription peut invoquer suffisamment de motifs techniques pour demander un examen complémentaire, un nouveau contrôle sur pied peut être accordé. La demande, dûment justifiée, doit être faite par écrit au Service dans les trois jours ouvrables suivant la communication du résultat. Un contrôle sur pied complémentaire doit être réalisable dans des conditions normales d'exécution après que les interventions nécessaires aient été exécutées par le preneur d'inscription ou le multiplicateur.

Si le preneur d'inscription et/ou le multiplicateur conteste les observations faites lors du contrôle sur pied et/ou du contrôle sur pied complémentaire, il peut demander une contre-expertise. La demande doit être adressée par écrit au Service dans les trois jours ouvrables suivant la communication du résultat, en mentionnant les observations contestées. En pareil cas, il est interdit d'apporter des modifications à la parcelle ou à la culture (épuration ou autre intervention physique...). La contre-expertise sera effectuée par un inspecteur officiel désigné par le Service, accompagné de l'inspecteur qui a fait les premières constatations, et de préférence en présence d'un délégué du preneur d'inscription. S'il est constaté qu'une épuration ou une autre intervention physique a eu lieu, les constatations faites lors de la visite précédente sont validées et irrévocables.

Les rétributions liées à la contre-expertise sont à charge du demandeur sauf si le résultat lui est favorable.

En cas de refus de la parcelle de multiplication, la destination de la récolte de la parcelle doit être fournie au Service par le preneur d'inscription.

Au terme du contrôle sur pied, une classe provisoire des plants est attribuée qui ne peut être revue à la hausse dans la suite du processus de contrôle et de certification.

5.6. Défanage

En concertation avec les milieux professionnels et le Centre wallon de Recherches agronomiques, le Service fixe une date de défanage.

5.7. Arrachage

Le preneur d'inscription avertit le Service, au moins 48 heures à l'avance, de la date à laquelle il prévoit d'arracher. L'arrachage des tubercules doit avoir lieu au plus tard le 1^{er} octobre, sauf report accordé par le Service, sur demande motivée du preneur d'inscription. Dans ce cas, cette date ne pourra être postérieure au 31 décembre.

6. Echantillonnage

6.1. Echantillonnage

Selon un protocole défini par le Service, des échantillons sont prélevés dans chaque parcelle de multiplication (sur culture défanée) en vue de la réalisation d'analyses virologiques.

6.2. Echantillonnage lors de repousses

Si des repousses sont constatées sur plus de 0,5 % des touffes au moment de l'arrachage, de nouveaux échantillons sont prélevés dans le champ comme prévu au point 6.1. Ils remplacent les premiers échantillons prélevés.

6.3. Echantillonnage divers

Le preneur d'inscription peut solliciter le Service pour un prélèvement d'échantillons officiels sur une parcelle.

7. Analyses virologiques

7.1. Matériel soumis au test virologique

Sur base de la classe provisoire attribuée au contrôle sur pied, et de la demande du preneur d'inscription, les analyses suivantes sont effectuées sur les échantillons prélevés selon les modalités des points 6.1 ou 6.2. :

Virus à examiner	Catégorie ou classe provisoire attribuée							
	Plants de prébase	Plants de base					Plants certifiés	
		S	SE	E			A	B
			E1	E2	E3	A1		
	Nature du test							
Enroulement (PLRV)	T	T	t	t	t	t	t	t
Virus A (PVA)	T	t	t	t	t	t	t	-
Virus M (PVM)	T	t	t	t	t	t	t	-
Virus S (PVS)	T	T	T	T	-	-	-	-
Virus X (PVX)	T	T	T	T	T	T	t	-
Virus Y (PVY)	T	T	T	T	T	T	T	T

T : test obligatoire, t : test facultatif (à la demande du preneur d'inscription ou du multiplicateur ou si le Service le juge nécessaire), - : pas de test

Le Service peut décider de soumettre aux examens qu'il juge nécessaires, les échantillons provenant de parcelles douteuses.

Le virus de l'enroulement (PLRV) est systématiquement testé sur les plants issus de parcelles ayant présenté une infection par l'enroulement au contrôle sur pied.

7.2. Normes

Lors des tests virologiques, effectués selon une technique d'analyse déterminée par le Service, les pourcentages maxima d'infection acceptée dans les échantillons prélevés, sont :

VIROSES Catégorie/Classes	PLRV %	PVA %	PVM %	PVS %	PVX %	PVY %	TOTAL %
Plants de prébase	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Plants de base S	0,5	1,0	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0
Plants de base SE	1,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	2,0
Plants de base E1	1,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	2,0
Plants de base E2	2,0	3,0	3,0	-	2,0	2,0	3,0
Plants de base E3	2,5	3,0	3,0	-	2,5	2,5	3,0
Plants certifiés A	4,0	6,0	6,0	-	6,0	6,0	6,0
Plants certifiés B	5,0	-	-	-	-	10,0	10,0

- : pas d'examen

Le classement est attribué en fonction de ces pourcentages.

Si lors de l'essai en préculture plus d'une impureté variétale ou plus d'une déformation foliaire sont constatées, le lot est refusé. En cas de contestation, une contre-expertise peut être demandée dont le résultat fait foi.

7.3. Possibilité d'appel

Si le preneur d'inscription conteste les résultats des tests, il peut demander une contre-expertise. Cette demande doit être adressée par écrit au Service dans les cinq jours ouvrables suivant la communication écrite du résultat, en mentionnant les observations contestées. Si une nouvelle analyse a lieu, elle peut être limitée au symptôme qui est à l'origine du résultat défavorable, pour autant qu'il n'existe pas d'interaction possible avec d'autres symptômes et à condition que l'analyse initiale ait démontré que les autres virus ne sont pas présents.

Pour effectuer la nouvelle analyse, on utilisera :

- 1) la même méthode d'analyse;
- 2) l'échantillon conservé pour le champ de post-contrôle, ou à défaut d'un nouvel échantillon prélevé sur le lot, si ce dernier est clairement identifié comme prescrit au point 8.

Les tests doivent être effectués dans un laboratoire habilité, tel que défini au point 2.1.

En pareil cas, il est strictement interdit d'apporter des modifications à la récolte.

Le résultat de la contre-expertise est définitif.

Les rétributions liées à la contre-expertise sont à charge du demandeur sauf si le résultat lui est favorable.

8. Contrôle des plants bruts

8.1. Généralités

Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour qu'à chaque moment :

- 1) le lot de plants de pommes de terre soit clairement identifié;
- 2) aucune possibilité de contamination ou de mélange non autorisé n'existe.

La récolte, le transport de lots bruts, la réception, le séchage, le lavage et le stockage sont toujours effectués sous la responsabilité du preneur d'inscription.

Le preneur d'inscription qui cède des lots bruts à une autre personne habilitée en donne confirmation au moyen d'une déclaration écrite qui est remise par cette personne habilitée au Service au moment de la réception des plants bruts.

Le preneur d'inscription informe le Service de certification de la Région où les plants sont réceptionnés et du début des activités de réception.

8.2. Récolte - Réception - Stockage et Transport

Chaque entrée ou sortie de lots bruts ou semi-conditionnés dans ou hors du lieu de stockage et/ou établissement du préparateur ou du stockiste agissant pour le compte du preneur d'inscription est notée par eux sur une fiche de stock. Cette fiche est à conserver à l'endroit où les plants se trouvent. Tout travail sur les plants, ainsi que chaque transport, est mentionné sur cette fiche.

Le multiplicateur ou le préparateur qui emmagasine la récolte doit établir un plan de stockage. A la demande du Service, il présente le plan de stockage mentionnant la localisation des différents lots.

Les lots de plants bruts issus de cultures situées dans une autre Région, un autre Etat membre ou un autre pays ayant un système d'équivalence, et dont le contrôle sur pied a été exécuté par l'autorité compétente de l'autre Région ou de l'autorité compétente étrangère, doivent être accompagnés du document prévu pour le transport international de plants de pommes de terre non encore certifiés définitivement, ou de documents de garantie adéquats délivrés par l'instance compétente pour la certification dans la Région ou le pays concerné. Après réception de ces lots, une fiche de stock est établie et maintenue à disposition du Service.

Le preneur d'inscription fait en sorte que des copies des rapports de contrôle sur pied, ainsi que, le cas échéant, des documents complémentaires soient mis à la disposition du Service à l'endroit de la réception et du stockage.

Pour le transport d'un lot de plants bruts à destination de tiers, une autorisation de transport doit être délivrée par le Service. Le lot de plants bruts est plombé et étiqueté avec des étiquettes officielles de couleur grise. En toute circonstance, le transport de plants bruts est conditionné par la délivrance pour le matériel concerné d'un passeport phytosanitaire délivré par l'autorité compétente. Des dérogations à ces mesures peuvent être établies moyennant un accord entre les services de certification concernés et l'autorité compétente pour la délivrance des passeports phytosanitaires.

8.3. Préparation

Seuls les lots de plants bruts réceptionnés conformément aux conditions des points 8.1. et 8.2. sont pris en considération pour la certification officielle. Ils sont préparés sous un numéro de production officiel.

8.4. Retrait

A l'exception des issues du triage et des tubercules hors calibre, les plants bruts ou conditionnés ne peuvent être retirés du contrôle que moyennant déclaration écrite adressée au préalable au Service. La nouvelle destination des plants retirés doit être indiquée.

9. Triage, échantillonnage et classification

Le préparateur ne peut présenter à la certification que des plants issus de cultures ayant subi avec succès les contrôles prescrits et qui répondent aux normes fixées pour la variété, la catégorie et la classe dans lesquelles ils sont à certifier.

Le préparateur doit avertir le Service deux jours avant le début des opérations de triage.

La classification provisoire d'un lot est faite sur base de la filiation généalogique, de la classification de la culture dont le lot est originaire et, le cas échéant, du souhait de l'obteneur, du mainteneur ou de leur mandataire.

Des échantillons peuvent être prélevés par le Service sur les lots présentés à la certification afin de vérifier leur conformité aux normes.

Un échantillon identifié d'au moins 120 tubercules par lot, destiné au champ de post-contrôle est prélevé par le Service lors de la certification.

10. Certification

10.1. Généralités

Un lot est une quantité de plants de pommes de terre homogènes (c'est-à-dire de composition et d'apparence uniformes) préparés pour la commercialisation, de même variété, catégorie, classe, l'origine, et portant le même numéro de référence (numéro officiel de production).

La classe définitive du lot est « au mieux » celle qui a été attribuée lors du contrôle sur pied ou s'il y a lieu, celle qui résulte des examens phytosanitaires visés au point 10.2. et de l'application des normes reprises au point 7.2.

L'inspecteur vérifie si le lot est conforme sur base d'un contrôle d'échantillons représentatifs prélevés sur le lot.

Le nombre d'échantillons représentatifs à contrôler par lot est fonction de la quantité de plants travaillés et du conditionnement de ceux-ci. Ainsi, dans le cas de lot certifié dans des conditionnements inférieurs ou égaux à 50 kg, on applique les normes d'échantillonnage reprises au tableau ci-dessous.

Tonnage travaillé	Nombre de sacs (25 kg) à inspecter	Nombre de sacs (50 kg) à inspecter
< 5 tonnes	Minimum 2	2
5-25 tonnes	Minimum 5	Minimum 3
26-75 tonnes	Minimum 6	Minimum 4
76-125 tonnes	Minimum 8	Minimum 5
> 125 tonnes	Minimum 10	Minimum 6

Dans le cas de lot certifié en conditionnement supérieur à 50 kg, le contrôle se fait lors du conditionnement, sur des unités fictives de 50 kg et les normes d'échantillonnage du tableau ci-dessus s'appliquent.

10.2. Normes

10.2.1. Pureté variétale

Le nombre de tubercules n'appartenant manifestement pas à la variété ne peut dépasser :

- 0,00 % pour les plants de prébase;
- 0,01 % pour les plants de base S;
- 0,05 % pour les plants de base SE et E1, E2 et E3;
- 0,10 % pour les plants certifiés A et B.

10.2.2. Etat sanitaire et défauts divers

- a) Présence de terre adhérente ou non et d'autres corps étrangers : 1 % du poids
- b) Pourriture sèche et pourriture humide : 0,5 % du poids dont un maximum dû à *Erwinia* spp et *Dickeya* spp de :
 - 0,00 % en plants de prébase et plants de base S,
 - 0,10 % en plants de base SE et E1, E2 et E3
 - 0,25 % en plants certifiés A et B.
- c) Défauts extérieurs (par exemple tubercules difformes ou blessés ou peuleux) : 3 % du poids
- d) Gale :

1) Gale commune (*Streptomyces* spec.) : pour toutes les classes la tolérance maximale est :

a. pour la gale profonde, au maximum 10 lésions couvrant au maximum 1/8 de la surface du tubercule, sur presque tous les tubercules.

b. pour la gale superficielle, couvrant au maximum 1/4 de la surface du tubercule, sur presque tous les tubercules.

Ces normes sont observées selon une procédure fixée par le Service.

Les tubercules pour lesquels les tolérances décrites aux points a et b sont dépassées, et qui sont atteints par la gale commune sur une surface supérieure à un tiers peuvent néanmoins être commercialisés sur le marché wallon, pour autant que leurs poids ne dépasse pas 5 % en poids du lot commercialisé et qu'il soit rédigé une déclaration commune d'où ressort que tant le fournisseur que l'acheteur sont informés du pourcentage de gale commune présente. Cette déclaration doit être rédigée par le préparateur.

2) Gale argentée (*Helminthosporium solani*) : Le lot présenté au contrôle ne peut contenir plus de 5 % (en poids) de tubercules atteints. Sont considérés comme atteints les tubercules qui ont perdu une partie de leur turgescence et qui ont au moins un œil atteint.

3) Gale poudreuse (*Spongospora subterranea*) :

Plants de prébase : 0,00 % du poids

Plants de base (S, SE, E1, E2, E3) : 0,20 % du poids

Plants certifiés (A et B) : 0,25 % du poids (tubercules dont 1/3 au moins de la surface est atteinte).

e) Tolérance totale pour les points précités b, c et d1 (dans le cas de la galle les tubercules devront être atteints sur plus d'1/3 de la surface) : 6 % du poids

f) Rhizoctone (*Rhizoctonia solani*) : la tolérance maximale pour infection légère (en pourcentage de tubercules) est de 10 % pour les plants de prébase et de base; et de 25 % pour les plants certifiés.

Les tubercules présentant une infection moyenne ou sévère par *Rhizoctonia solani* doivent être éliminés.

Ces normes sont observées selon une procédure fixée par le Service.

g) Virus YNTN : le pourcentage maximal en poids de tubercules présentant des symptômes de ce virus est de :

- 0,0 pour les plants de prébase;
- 0,1 pour les plants de base (S, SE, E1, E2 et E3);
- 0,5 pour les plants certifiés (A et B).

h) Les lots aux tubercules ratatinés, épuisés, desséchés ou germés prématurément sont refusés.

i) Les lots douteux sont mis en quarantaine par l'inspecteur du Service notamment :

1) les lots qui présentent des marques de compression, au delà des normes suivantes

a. Si $\text{Æ} > 1,5$ cm et profondeur < 3 mm : maximum 6 % en poids

b. Si $\text{Æ} < 1,5$ cm et profondeur > 3 mm : maximum 6 % en poids

c. Si $\text{Æ} > 1,5$ cm et profondeur > 3 mm : maximum 1 % en poids

2) les lots qui présentent des tubercules atteints des espèces de *Fusarium*;

3) les lots qui présentent des tubercules gelés;

4) les lots atteints légèrement de pourriture humide et, en règle générale, tout lot présentant des symptômes de pourriture.

Ces lots ne sont acceptés que s'ils satisfont aux normes à l'issue d'un nouveau contrôle réalisé au minimum 2 semaines après la mise en quarantaine.

j) Les plants de pommes de terre sont exempts de *Globodera rostochiensis*, de *Globodera pallida*, de *Synchytrium endobioticum*, de *Clavibacter michiganensis* subsp *sepedonicus* et *Ralstonia solanacearum*.

Tout lot ayant fait l'objet d'un traitement inhibant ou diminuant la faculté germinative est refusé. Une autorisation de traiter au moyen de produits agréés qui limitent temporairement le pouvoir germinatif peut être sollicitée auprès du Service.

10.2.3. Calibrage

a) Pour pouvoir être certifiés et commercialisés, les plants de pommes de terre doivent répondre aux exigences suivantes :

1) avoir un calibre minimal tel qu'ils ne puissent pas passer au travers d'un tamis à mailles carrées de 25 mm de côté;

2) l'écart maximum de calibre des tubercules d'un lot ne peut pas excéder 25 mm;

3) pour les plants de calibres supérieurs à 35 mm, les limites supérieure et inférieure du calibre sont exprimées en multiple de cinq;

4) un lot ne contient pas plus de 3 % en poids de tubercules d'un calibre inférieur au calibre minimum, ni plus de 3 % en poids de tubercules d'un calibre supérieur au calibre maximum indiqué. Et le total de tubercules hors calibre ne peut excéder 5 % en poids.

b) Sur demande écrite, d'autres calibres peuvent être admis par le Service, notamment en cas d'exportation.

c) Les exigences en matière de calibrage ne s'appliquent pas aux plants de prébase CT.

10.3. Etiquetage des lots officiellement certifiés

10.3.1. Généralités

Chaque emballage et récipient contenant des plants de pommes de terre doit être muni à l'extérieur d'une étiquette officielle délivrée par le Service. Celle-ci doit être fixée de telle façon que soit rendu impossible son remplacement par d'autres documents ou sa réutilisation.

Les étiquettes sont faites d'un matériel indéchirable.

Lorsque l'étiquette est pourvue d'un œillet, sa fixation doit être assurée dans tous les cas par un scellé officiel.

L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé.

Le Service ne délivre les étiquettes qu'à condition que les plants répondent à toutes les normes de certification.

10.3.2. Mentions obligatoires

Les emballages sont pourvus d'une étiquette officielle comprenant les indications suivantes :

1) la mention : « Règles et normes U.E. »;

2) le service de certification et Etat membre ou leur sigle;

3) la mention : « Solanum tuberosum »;

4) le numéro de référence du lot;

5) la date de fermeture officielle ou d'échantillonnage officiel (jour(facultatif)-mois-année) ;

6) la variété, indiquée au moins en caractères latins;

7) le pays de production (pays d'origine);

8) la catégorie et classe;

9) le calibre;

10) le poids net déclaré;

11) la mention : désinfecté ou non;

12) le numéro d'agrément du préparateur;

13) le « Passeport phytosanitaire E.U. » avec mention, le cas échéant, de la zone protégée pour laquelle les plants sont autorisés.

Le cas échéant, la désignation de la classe communautaire peut être ajoutée pour les plants de base : CEE1, CEE2 ou CEE3 selon le cas.

Pour les variétés qui sont en procédure d'inscription au catalogue national et pour lesquelles une autorisation de commercialiser des lots a été délivrée (voir point 2.5 et annexe 2), les indications suivantes doivent figurer sur l'étiquette :

1) pour la dénomination variétale : la référence de l'obtenteur, la dénomination proposée ou la dénomination approuvée et le cas échéant le numéro de la demande officielle d'inscription de la variété au catalogue national;

2) la mention « variété non encore officiellement inscrite à la liste officielle »;

3) la mention « uniquement pour essais »;

4) le calibre.

Des informations supplémentaires peuvent figurer sur l'étiquette du préparateur ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci.

Les étiquettes officielles de certification sont de dimensions minimales de 110 mm x 67 mm et de couleur :

1) blanche barrée d'une diagonale violette pour les plants de prébase

2) blanche pour les plants de base S, SE E1, E2 et E3

3) bleue pour les plants certifiés A et B

4) orange pour les variétés qui sont en procédure d'inscription au catalogue national et pour lesquelles une autorisation de commercialisation des lots existe (voir point 2.5 et annexe 2).

10.4. Fermeture officielle des lots certifiés

Les emballages sont neufs et scellés, les contenants sont scellés. Toutefois les scellés ne sont pas nécessaires sur les sacs munis d'une fermeture cousue. Dans ce cas, le document indéchirable, autocollant ou non, et ne montrant aucune trace de perforation préalable, est retenu par la couture qui ferme l'emballage. Tout document présentant la trace de plus d'une couture n'est pas conforme à la réglementation.

Après la certification et la fermeture définitive, le Service peut prendre des échantillons complémentaires.

10.5. Transport en vrac de plants certifiés

Le transport « en vrac » de plants certifiés, en camions ou contenants, à partir des installations d'un préparateur, est autorisée sous les conditions suivantes :

1) les contrôles au chargement et la réception doivent être demandés au Service au minimum un jour ouvrable à l'avance;

2) les camions ou remorques doivent être propres au moment du chargement;

3) lorsque la marchandise est transportée, soit des installations d'un préparateur vers celles d'un autre préparateur, soit vers l'utilisateur final, les camions ou remorques pourvus d'un système de fermeture susceptible d'être scellé afin qu'il n'y ait aucune possibilité de manipuler le contenu sans que les scellés ne montrent de traces de manipulation doivent être scellés. Les étiquettes sont attachées au plomb du camion ou de la remorque de manière à ne pouvoir être brisés.

Dans le cas où la marchandise est enlevée sur place par l'utilisateur final des plants ou une tierce personne agissant au nom de ce dernier, la présence d'un inspecteur du Service n'est pas obligatoire; les certificats sont fixés au bon de livraison, qui mentionne leurs numéros. Le poids exact ainsi que le nom du destinataire doivent être mentionnés sur le certificat.

La présence de l'inspecteur au moment du déchargement n'est pas nécessaire si le destinataire est l'utilisateur final des plants. Celui-ci ne peut pas céder les plants à autrui.

10.6. Lots refusés

Les lots de plants de pommes de terre qui ne répondent pas aux prescriptions du présent arrêté sont refusés. Le preneur d'inscription informe le Service de la destination des lots refusés.

Aucune manipulation ni aucun mouvement de ces lots ne sont autorisés sans que le Service en soit préalablement averti.

En cas de contestation des résultats du contrôle réalisé au triage et à la certification ayant entraîné un refus, le préparateur peut demander un contrôle complémentaire dans les trois jours ouvrables de la notification du refus. Le nouveau contrôle est effectué sur de nouveaux échantillons prélevés sur le lot conformément au point 10.1. et en présence du préparateur ou de son représentant.

Le résultat de ce nouveau contrôle est définitif.

11. Opérations sur lots de plants certifiés

11.1. Fractionnement et re-conditionnement de lot certifiés (à l'exception des petits emballages)

Sous la surveillance d'un inspecteur officiel, tout fractionnement et/ou re-conditionnement de lots de plants de pommes de terre peut être effectué à tous les stades précédant l'utilisation.

Les lots fractionnés et/ou re-conditionnés de plants de pommes de terre officiellement certifiés sont pourvus de nouvelles étiquettes qui portent les mêmes indications que les étiquettes initiales, complétées par :

- 1) la date de la nouvelle fermeture;
- 2) le nom du Service de certification qui a procédé à la fermeture précédente.

11.2. Conditionnement en petits emballages

11.2.1. Modalités

Est considéré comme petit emballage au sens du présent arrêté, tout emballage pourvu du document prévu au point 11.2.2. et contenant au maximum 5 kg de plants certifiés.

Seuls les plants de la catégorie « plants certifiés » contenus dans des emballages munis des documents officiels habituels, peuvent être conditionnés en petits emballages.

Le système de fermeture des petits emballages doit être tel que toute ouverture ou détérioration puisse être constatée.

La mise en petits emballages ne peut être faite que par des conditionneurs en petits emballages agréés par le Service.

11.2.2. Document établi par le conditionneur en petits emballages

Les petits emballages sont pourvus d'un document reprenant les indications ci-après :

- 1) le numéro d'agrément du conditionneur en petits emballages;
- 2) la mention « plants de pommes de terre »;
- 3) le nom de la variété;
- 4) la catégorie et la classe;
- 5) le poids net à l'emballage;
- 6) le cas échéant la mention « traité chimiquement ».

Lorsque les petits emballages sont transparents ou à mailles, le document ci-dessus peut être inclus dans le petit emballage.

11.2.3. Vignette de contrôle

En plus du document précité, les petits emballages sont pourvus de ou contiennent une vignette de contrôle. Les vignettes de contrôle sont délivrées par le Service à la demande du conditionneur en petits emballages ou établies par celui-ci sous supervision du Service.

Chaque vignette mentionne les indications suivantes :

- 1) le nom du Service - Belgique;
- 2) la mention « petit emballage »;
- 3) le pays de production;
- 4) le numéro d'ordre;
- 5) la mention « plants certifiés »;
- 6) la mention « passeport phytosanitaire U.E. (Rp) » (passeport phytosanitaire de remplacement).

Le couleur de la vignette est bleu.

11.2.4. Document combiné

Les vignettes peuvent être combinées avec les documents du conditionneur en petits emballages. Le conditionneur en petits emballages en fait la demande au Service et s'engage par écrit à n'utiliser que les documents qu'il a déclarés.

11.2.5. Comptabilité matière

La comptabilité-matière doit être tenue au fur et à mesure de la mise en petits emballages et doit être soumise au Service, à sa demande.

Elle doit comporter les éléments ci-après.

a) Pour les emballages à fractionner :

- 1) la variété;
 - 2) le numéro de référence du lot avec l'indication du pays dont le service de contrôle a procédé à la dernière certification;
 - 3) le poids net déclaré;
 - 4) les numéros des documents de contrôle qui couvrent les emballages à subdiviser;
 - 5) la catégorie et la classe des plants;
- b) Pour les petits emballages :
- 1) la date de mise en petits emballages;
 - 2) par catégorie de poids, le nombre de petits emballages;
 - 3) les numéros des vignettes de contrôle ou des documents combinés délivrés.

11.2.6. Re-conditionnement

Sans accord préalable du Service, des plants de pommes de terre déjà contenus dans des petits emballages ne peuvent être re-conditionnés en petits emballages.

Cette opération doit s'effectuer sous le contrôle du Service.

11.3. Déplombage de lots

Les préparateurs informent le Service du fait que des lots officiellement certifiés ne seront plus commercialisés comme plants de pommes de terre. La destination des lots doit être communiquée et les étiquettes utilisées doivent être mises à la disposition du Service.

12. Champ de post-contrôle

Le champ de post-contrôle est établi avec des échantillons prélevés au champ après le défanage (point 6), des échantillons prélevés lors de la certification (point 9) et des échantillons de lots mères importés, afin de vérifier la conformité des plants commercialisés avec les normes de certification européennes et wallonnes.

Les échantillons plantés sont soumis aux comptages suivants : nombre de plants non levés, nombre de plantes atteintes de viroses (enroulement, mosaïque grave, mosaïque légère), nombre de plantes atteintes de flétrissements (bactérien *Erwinia* spp; *Dickeya* spp ou fongique, etc.), nombre de contamination par *Rhizoctonia solani* et nombres de plantes non-conformes au phénotype.

13. Introductions et importations

13.1. Plants introduits à partir d'un Etat membre

13.1.1. Lots bruts ou semi-conditionnés

L'introduction de lots bruts ou semi-conditionnés en vue de leur conditionnement en Région wallonne est autorisée moyennant des garanties fournies par l'autorité étrangère compétente pour le contrôle et la certification.

Après d'éventuels tests virologiques complémentaires, les plants sont traités comme décrit au point 10.

Pour le matériel de reproduction appartenant à une variété qui ne figure ni au catalogue commun, ni au catalogue national, la preuve doit être apportée que les plants sont, suivant le cas, après multiplication ou triage, destinés à l'exportation vers un pays tiers.

13.1.2. Plants certifiés

Le contrôle à l'introduction n'est pas obligatoire pour les produits en libre circulation à l'intérieur de l'Union européenne.

13.2. Plants importés à partir d'un pays tiers

Les formalités relatives à l'importation de plants sont fixées par l'arrêté royal du 22 septembre 1993 réglementant l'importation et l'introduction de semences et de plants de certaines espèces de plantes et de matériel forestier de reproduction.

L'Administration des douanes ne peut laisser importer des plants de pommes de terre que sur production d'un certificat de contrôle à délivrer par le Service, attestant que les plants répondent aux conditions prévues par les décisions de l'Union européenne. A défaut d'équivalence, le Service doit être consulté.

L'importation peut être autorisée :

- 1) si les plants appartiennent à une variété qui participe à des essais officiels en vue d'être inscrite au catalogue national et sont destinés aux essais précités;
- 2) s'ils sont destinés à des objectifs de sélection ou scientifiques;
- 3) s'ils sont destinés à la multiplication par le mandataire sous contrôle du Service;
- 4) s'ils sont destinés à la ré-exportation vers des pays tiers.

Dans les cas précités, la preuve doit être fournie et jointe au document d'importation.

Les prescriptions phytosanitaires doivent être respectées.

14. Certification de plants de pommes de terre destinés à l'exportation

La certification de ces produits s'effectue suivant les règles applicables aux plants wallons et uniquement dans des installations d'un préparateur agréé.

Pour les plants appartenant à une variété qui ne figure ni au catalogue commun, ni au catalogue national, et qui sont destinés à l'exportation vers un pays tiers, le preneur d'inscription doit prendre l'engagement de ne pas commercialiser les plants certifiés à l'intérieur de l'Union européenne.

Néanmoins, la certification peut, à la demande de l'exportateur, s'effectuer suivant d'autres critères afin de se conformer, soit à des prescriptions commerciales fixées de commun accord, soit à la réglementation en vigueur dans le pays importateur. Dans ces derniers cas, d'autres documents sont éventuellement utilisés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 relatif à la production et à la commercialisation des plants de pommes de terre.

Namur, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 2

Conditions régissant la commercialisation de plants de pommes de terre appartenant à une variété pour laquelle une demande d'inscription au catalogue national a été déposée

1. Demande

L'autorisation doit être demandée au Service par la personne qui a dûment soumis une demande d'inscription de la variété concernée au catalogue national ou par son mandataire. Les documents suivants doivent être fournis :

- a) les essais et des analyses prévus;
- b) le nom de l'Etat membre ou des Etats membres où ces tests et essais doivent être réalisés;
- c) une description de la variété;
- d) la sélection conservatrice de la variété.

2. Conditions

L'autorisation est accordée uniquement pour les essais et analyses effectués dans des entreprises agricoles, afin de recueillir des informations sur la culture ou l'utilisation de la variété.

Les plants de pommes de terre en champ répondent aux conditions minimales suivantes :

a) Lors de l'inspection officielle sur pied, le pourcentage en nombre de plantes atteintes de jambe noire ne dépasse pas 4;

b) Dans la descendance directe, le pourcentage en nombre de plantes non conformes à la variété ne dépasse pas 0,5 et celui de plantes de variétés étrangères ne dépasse pas 0,2;

c) dans la descendance directe, le pourcentage en nombre de plantes présentant des symptômes de viroses graves ne dépasse pas 10. il n'est pas tenu compte des mosaïques légères, c'est-à-dire des simples décolorations sans déformations du feuillage;

d) dans l'appréciation de la descendance d'une variété atteinte d'une virose chronique, il n'est pas tenu compte de symptômes légers causés par le virus considéré;

e) Les tolérances prévues au point c) et au point d) ne sont applicables qu'aux viroses qui sont causées par des virus répandus en Europe;

f) Le champ de production n'est pas contaminé par *Globodera pallida* et *Globodera rostochiensis*;

g) La culture est exempte de :

1) *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc.;

2) *Corynebacterium sepedonicum* (Spieck. Et Kotth.) Skapt et Burkh.

Les lots de plants de pommes de terre récoltés répondent aux conditions minimales suivantes :

a) Respecter les tolérances en ce qui concerne les impuretés, défauts et maladies suivants des plants de pommes de terre :

i. Présence de corps étrangers : 2 % du poids

ii. Pourriture sèche et pourriture humide, dans la mesure où elles ne sont pas causées par les *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* ou *Pseudomonas solanacearum* : 1 % du poids

iii. Défauts extérieurs (par exemple : tubercules difformes ou blessés) : 3 % du poids

iv. Gale commune : tubercules atteints sur une surface supérieure à un tiers : 5 % du poids

v. Les tolérances du point ii au point iv : 6 % du poids

b) Les plants de pommes de terre sont exempts de *Globodera pallida* et *Globodera rostochiensis*, *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* et *Pseudomonas solanacearum*

3. Examen

Le respect de conditions reprises au point 2 est évalué par un examen officiel.

Le respect des conditions relatives à l'identité variétale et à la pureté variétale est jugé sur la base de la description de la variété fournie par le demandeur ou, le cas échéant, de la description provisoire de la variété qui repose sur les résultats de l'examen officiel de la distinction, de la stabilité et de l'homogénéité de la variété, conformément à l'article 7 de l'arrêté royal 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles.

L'examen est effectué selon les méthodes internationales en usage, dans la mesure où de telles méthodes existent. En vue de l'examen, des échantillons sont prélevés officiellement selon des méthodes appropriées, sur des lots homogènes.

4. Quantités

Les quantités autorisées pour chaque variété ne dépassent pas 0,1 % des quantités de pommes de terre utilisées dans le ou les Etats membres auxquels les plants sont destinés. Si ces quantités ne suffisent pas pour emblaver 10 hectares par Etat membre de destination, le Service peut autoriser la quantité nécessaire pour emblaver 10 ha.

5. Conditionnement et fermeture

Les plants de pommes de terre ne peuvent être commercialisés que dans des emballages ou des récipients munis d'un dispositif de fermeture. Les emballages et récipients sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue au point 6 ou l'emballage ne présentent des traces de manipulation. Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'étiquette officielle, soit un scellé officiel.

Les emballages sont neufs et les récipients sont propres.

6. Etiquetage

Les emballages de semences portent une étiquette officielle de couleur orange rédigée en langue française et, le cas échéant, dans une ou plusieurs autres langues officielles de l'Union européenne. Cette étiquette comporte les informations suivantes :

a) le service de certification et l'Etat membre, ou leur sigle distinctif;

b) le numéro de référence du lot;

c) le mois et l'année de la fermeture;

d) l'espèce;

e) la dénomination de la variété sous laquelle la semence doit être commercialisée (la référence de l'obteneur, la dénomination proposée ou la dénomination approuvée) et le numéro de la demande officielle d'inscription de la variété, le cas échéant;

f) l'indication « variété non encore officiellement inscrite »;

g) l'indication « uniquement pour essais et analyses »;

h) le cas échéant, les termes « variété génétiquement modifiée »;

i) le calibre;

j) le poids net ou brut déclaré;

j) en cas d'indication du poids et d'utilisation de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

7. Traitement chimique

Tout traitement chimique est indiqué soit sur l'étiquette officielle, prévue au point 6, soit sur une étiquette du fournisseur, et sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci, ou sur le récipient.

8. Période de validité et renouvellement

Sans préjudice d'une interdiction prononcée par un Etat membre en application de l'article 14 de la Décision 2004/842/CE du 1^{er} décembre 2004 précitée, l'autorisation accordée conformément aux présentes dispositions est valable pour une période n'excédant pas un an à compter à partir de la date de sa délivrance. L'autorisation est renouvelable pour des périodes n'excédant pas une année chacune. La demande de renouvellement est accompagnée des documents suivants :

a) une référence à l'autorisation originale;

b) toute information disponible qui complète les informations déjà fournies sur la description, la sélection conservatrice et/ou la culture ou l'utilisation de la variété faisant l'objet de l'autorisation originale;

c) des preuves attestant que l'évaluation en vue de l'inscription au catalogue national de la variété concernée est toujours en cours, si le Service n'a pas accès à cette information par d'autres moyens.

L'autorisation cesse d'être valable si la demande d'inscription au catalogue national est retirée ou rejetée, ou si la variété est inscrite au catalogue.

9. Obligation d'information

Si le Service le requiert, le demandeur d'une autorisation communique au Service :

a) les résultats des essais ou des analyses effectués dans les entreprises agricoles afin de recueillir des informations sur la culture ou l'utilisation de la variété;

b) la quantité de plants de pommes de terre commercialisés au cours de la période autorisée, par Etat membre auquel les plants étaient destinés.

Les informations reprises aux points a) et b) ont un caractère confidentiel.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 relatif à la production et à la commercialisation des plants de pommes de terre.

Namur, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202855]

**20. MÄRZ 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Erzeugung und den Verkehr von Pflanzkartoffeln**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, Artikel 3, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o und 9^o;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels mit und der Kontrolle von Pflanzkartoffeln;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung der Erzeugung von Pflanzkartoffeln;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 29. Dezember 2005 zur Änderung des Ministerialerlasses vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung der Pflanzkartoffelproduktion;

Aufgrund der am 20. November 2013 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 23. Oktober 2013;

Aufgrund des am 24. Februar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.786/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gegenstand, Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass zielt insbesondere darauf ab, die Bestimmungen der Richtlinie 2002/56/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Pflanzkartoffeln umzusetzen.

Art. 2 - § 1. Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Pflanzkartoffeln auf dem Gebiet der Wallonischen Region.

§ 2. Der vorliegende Erlass ist nicht anwendbar auf die Pflanzkartoffeln, die zur Ausfuhr in Länder bestimmt sind, die nicht Mitgliedstaaten der Europäischen Union sind, unter der Bedingung, dass der Erzeuger, der Aufbereiter oder der Besitzer diese Ausfuhr nachweisen kann, und dass - falls sich die Pflanzkartoffeln in Aufbereitungsanlagen, Verkaufsräumen oder Lagern befinden-, in unmittelbarer Nähe ein Schild mit der Aufschrift "Für die Ausfuhr aus der Europäischen Union bestimmte Pflanzkartoffeln" angebracht wird.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten im Bereich:

1^o Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung der Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Produkte schädlich sind;

2^o des Schutzes des industriellen oder gewerblichen Eigentums.

Art. 4 - Im Sinne und für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1^o "Minister": der Minister für Landwirtschaft;

2° "Dienststelle": die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, bei der es sich um die für die Zertifizierung zuständige Behörde handelt;

3° "Basispflanzgut": Knollen der Kartoffel:

a) die nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte und den Gesundheitszustand gewonnen worden sind;

b) die vorwiegend zur Erzeugung von Zertifiziertem Pflanzgut bestimmt sind;

c) die die Mindestanforderungen der Anlage I des vorliegenden Erlasses für Basispflanzgut erfüllen und

d) bei denen in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die unter den Punkten a, b und c genannten Anforderungen erfüllt sind;

4° "Zertifiziertes Pflanzgut": Knollen der Kartoffel:

a) die unmittelbar von Basispflanzgut oder von Zertifiziertem Pflanzgut oder von Pflanzgut einer dem Basispflanzgut vorhergehenden Stufe stammen, das die Voraussetzungen für Basispflanzgut in amtlicher Prüfung erfüllt hat;

b) die vorwiegend zur Erzeugung von anderen als Pflanzkartoffeln bestimmt sind;

c) die die Mindestanforderungen der Anlage I des vorliegenden Erlasses für Zertifiziertes Pflanzgut erfüllen und

d) bei denen in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die unter den Punkten a, b und c genannten Anforderungen erfüllt sind;

5° "Inverkehrbringen": ist der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Pflanzkartoffeln an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung.

Nicht als Inverkehrbringen gilt der Handel mit Pflanzkartoffeln, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z.B. die Lieferung von Pflanzkartoffeln an amtliche Prüf- und Kontrollstellen und die Lieferung von Pflanzkartoffeln an Erbringer von Dienstleistungen zur Verarbeitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf die gelieferten Pflanzkartoffeln erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Pflanzkartoffeln an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Pflanzkartoffelvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf die gelieferten Pflanzkartoffeln oder das Erntegut erwirbt.

Der Lieferant der Pflanzkartoffeln legt der für die Zertifizierung verantwortlichen Dienststelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor. Hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen die gelieferten Pflanzkartoffeln derzeit entsprechen;

6° Amtliche Maßnahmen: Maßnahmen, die ausgehen von oder durchgeführt werden:

a) durch Behörden eines Mitgliedstaates oder,

b) durch unter der Verantwortung eines Staates handelnde juristische Personen des öffentlichen oder privaten Rechts oder,

c) bei Hilfstätigkeiten durch unter der Überwachung eines Staates handelnde vereidigte natürliche Personen unter der Voraussetzung, dass die unter den Punkten b) und c) genannten Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben.

Die Durchführungsbestimmungen zu den vorliegenden Bestimmungen werden durch den Minister nach den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union festgelegt.

KAPITEL II — Zertifizierung und Inverkehrbringen

Abschnitt 1 — Bestimmungen hinsichtlich der Qualität

Art. 5 - Pflanzkartoffeln dürfen nur in den Verkehr gebracht werden, wenn sie die folgenden Anforderungen erfüllen:

1° als Basispflanzgut oder als Zertifiziertes Pflanzgut amtlich anerkannt worden sein und die Mindestanforderungen der Anlage 1 erfüllen; Pflanzkartoffeln, die jedoch im Verkehr die in Anlage 1, Punkt 10.2 angeführten Mindestanforderungen an die Qualität der Partien von Pflanzkartoffeln nicht erfüllen, dürfen unter amtlicher Kontrolle aussortiert werden; Das nicht ausgeschiedene Pflanzgut wird sodann einer erneuten amtlichen Prüfung unterzogen;

2° einer Sorte angehören, welche in den Nationalen Sortenkatalogen für landwirtschaftliche Pflanzenarten der Mitgliedstaaten oder in dem in der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten angeführten "Gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten" aufgeführt ist;

3° den in der Anlage 1 unter Punkt 10.2.3. angeführten Bestimmungen hinsichtlich der Größe entsprechen.

Art. 6 - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 5 darf das Zuchtpflanzgut der dem Basispflanzgut vorhergehenden Generationen in den Verkehr gebracht werden. Dieses wird in der Kategorie "Vorstufenpflanzgut" zertifiziert.

§ 2. Vorstufenpflanzgut kann gemäß Paragraph 1 unter folgenden Bedingungen in den Verkehr gebracht werden:

1° es wurde gemäß anerkannten Verfahren zur Erhaltung der Sorte und ihrer Gesundheit erzeugt;

2° es ist vorwiegend zur Erzeugung von Basispflanzgut bestimmt;

3° es erfüllt bei amtlichen Prüfungen die unter Anlage 1 für diese Kategorie festgelegten Mindestanforderungen;

4° es befindet sich in Packungen oder Behältnissen, die den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses entsprechen, und

5° die Packungen oder Behältnisse tragen ein amtliches Etikett mit mindestens den unter Punkt 10.3 der Anlage 1 angeführten folgenden Angaben sowie der Bezeichnung "Vorstufenpflanzgut".

§ 3. Nur eine Generation von Vorstufenpflanzgut darf zertifiziert werden.

Art. 7 - Die Größenanforderungen für Pflanzkartoffeln, die durch Mikrovermehrung erzeugt worden sind sowie die besonderen Anforderungen und Bezeichnungen dieses Pflanzenguts werden in der Anlage 1 festgelegt.

Art. 8 - Das Inverkehrbringen von Pflanzkartoffeln, die mit Mitteln zur Verminderung der Keimung behandelt worden sind, ist untersagt.

Art. 9 - Gemäß den Bestimmungen der Richtlinie 2002/56/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Pflanzkartoffeln unterliegt Vorstufensaatgut, Basispflanzgut und Zertifiziertes Pflanzgut aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union, der Flämischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt keinerlei Verkehrsbeschränkungen insofern es in seinem Herkunftsland oder seiner Herkunftsregion amtlich zertifiziert worden ist, und insofern die Verpackung oder das Behältnis amtlich oder unter amtlicher Kontrolle gekennzeichnet und verschlossen wurde.

Art. 10 - Das Inverkehrbringen von in einem Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, geernteten Pflanzkartoffeln ist untersagt, falls diese hinsichtlich ihrer Eigenschaften sowie der zu ihrer Prüfung, ihrer Identitätssicherung, ihrer Kennzeichnung und ihrer Kontrolle durchgeführten Maßnahmen nicht die gleiche Gewähr bieten und falls sie nicht insoweit dem Basispflanzgut oder dem Zertifizierten Pflanzgut gleichstehen, das in der Europäischen Union geerntet worden ist.

Dieses Verbot gilt auch für jeden neuen Mitgliedstaat der Europäischen Union für die Zeit von seinem Beitritt bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er die erforderlichen Rechts-, Verwaltungs- oder Verwaltungsvorschriften in Kraft setzen muss, um den Bestimmungen der Richtlinie 2002/56/EG nachzukommen.

Art. 11 - § 1. Neben den Mindestanforderungen, denen die Pflanzkartoffeln genügen müssen und den Mindestanforderungen an die Qualität der Partien von Pflanzkartoffeln werden in der Anlage 1 zusätzliche oder strengere Voraussetzungen für die Zertifizierung der Wallonischen Produktion festgelegt.

§ 2. Der Minister kann nach Genehmigung der Europäischen Kommission für den Verkehr mit Pflanzkartoffeln in der Gesamtheit oder in Teilen des Gebietes der Wallonischen Region ermächtigt werden, gegen bestimmte Schadorganismen, die es in diesen Gebieten nicht gibt oder die für die Bestände in diesen Gebieten besonders schädlich erscheinen, strengere Maßnahmen als in Anlage 1 vorgesehen durchzuführen.

Bei dringender Gefahr einer Einschleppung oder Ausbreitung solcher Schadorganismen kann er diese Maßnahmen von der Antragstellung an bis zur endgültigen Stellungnahme der Kommission zu dem Antrag durchführen.

Art. 12 - Die Unterteilung der in Artikel 4 vorgesehenen Kategorien von Pflanzkartoffeln in Klassen mit unterschiedlichen Voraussetzungen wird in Anlage 1 festgelegt.

Art. 13 - Zum Zwecke des Pflanzschutzes müssen die auf dem Gebiet der Wallonischen Region erzeugten Pflanzkartoffeln getrennt von anderen Kartoffeln erzeugt werden. Diese Pflanzkartoffeln sind bei der Sortierung, der Lagerung, dem Transport und der Behandlung ebenfalls von anderen Kartoffeln zu trennen.

Art. 14 - In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 5 wird den auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätigen Erzeugern die Genehmigung erteilt, folgende Mengen Pflanzkartoffeln in den Verkehr zu bringen:

1° kleine Mengen Pflanzkartoffeln für wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtvorhaben nach von dem Minister oder dem leitenden Beamten der Dienststelle, der als Stellvertreter des Ministers bezeichnet worden ist, festgelegten Bedingungen,

2° angemessene Mengen von Pflanzkartoffeln für andere Test- oder Versuchszwecke, sofern sie einer Sorte zugehören, für die in Belgien nach den in Anlage 2 festgelegten Bedingungen ein Antrag auf Aufnahme in den Nationalen Sortenkatalog gestellt wurde.

Art. 15 - § 1. Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basispflanzgut oder Zertifiziertem Pflanzgut in der Europäischen Union kann der Minister oder sein nach Artikel 14, 1° bezeichneter Stellvertreter, nachdem er von den Einrichtungen der Europäischen Union eine entsprechende Genehmigung erhalten hat, für einen festgelegten Zeitraum das Inverkehrbringen der zur Beseitigung der Versorgungsschwierigkeiten erforderlichen Mengen von Pflanzkartoffeln einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Pflanzkartoffeln einer Sorte, welche nicht in dem im Königlichen Erlass vom 8. Juli 2001 angeführten Nationalen Sortenkatalog der landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten oder in dem in der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten angeführten "Gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten" aufgeführt ist, genehmigen.

§ 2. Für Pflanzkartoffeln einer bestimmten Sorte ist das amtliche Etikett der entsprechenden Kategorie zu verwenden; bei Pflanzkartoffeln von Sorten, die nicht in den unter Paragraph 1 angeführten Katalogen aufgeführt sind, ist das amtliche Etikett braun. Auf dem Etikett ist anzugeben, dass das betreffende Pflanzgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

Abschnitt 2 — Bestimmungen hinsichtlich der Kennzeichnung und Verpackung

Art. 16 - § 1. Vorstufenpflanzgut, Basispflanzgut und Zertifiziertes Pflanzgut darf nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen oder Behältnissen, die nach den Artikeln 17 und 18 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden. Die Verpackungen müssen ungebraucht, die Behältnisse sauber sein.

§ 2. Für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher können hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung Ausnahmen von den in Paragraph 1 angeführten Bestimmungen vorgesehen werden.

Art. 17 - § 1. Packungen und Behältnisse mit Vorstufenpflanzgut, mit Basispflanzgut und mit Zertifiziertem Pflanzgut müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Artikel 18, § 1 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung oder das Behältnis Spuren einer Manipulation zeigen.

Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder die Einbeziehung des vorerwähnten amtlichen Etiketts in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlusssicherung ein.

Diese Maßnahmen sind bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlusssystems jedoch entbehrlich.

§ 2. Eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung darf nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. In diesem Fall werden auf dem in Artikel 18, § 1 vorgesehenen Etikett auch die letzte Wiederverschließung, deren Datum und die Stelle, die die Wiederverschließung vorgenommen hat, vermerkt.

§ 3. Für auf wallonischem Gebiet verschlossene Kleinpackungen von Zertifiziertem Pflanzgut können Ausnahmen von Paragraph 1 vorgesehen werden.

Art. 18 - § 1. Packungen und Behältnisse mit Vorstufenpflanzgut, Basispflanzgut und Zertifiziertem Pflanzgut werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen von Punkt 10.3. der Anlage 1 entspricht und auf dem die Angaben in französischer Sprache und gegebenenfalls in einer oder mehreren anderen Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind.

§ 2. Packungen und Behältnisse mit Vorstufenpflanzgut, Basispflanzgut und Zertifiziertem Pflanzgut enthalten einen amtlichen Vermerk in der Farbe des Etiketts, der mindestens die folgenden Angaben enthält:

- 1° die Kennnummer des Erzeugers oder Bezugsnummer der Partie;
- 2° den Monat und das Jahr der Verschließung;
- 3° das Erzeugerland.

Der Vermerk ist so beschaffen, dass er nicht mit einem amtlichen Etikett gemäß Paragraph 1 verwechselt werden kann.

Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Paragraph 1 ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

§ 3. Für auf wallonischem Gebiet verschlossene Kleinpackungen von Zertifiziertem Pflanzgut werden in der Anlage 1 Ausnahmen von Paragraph 1 und 2 vorgesehen.

Art. 19 - Im Fall von Pflanzkartoffeln einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen Begleitpapier, das gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses an der Pflanzgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar vermerkt werden, dass sich um eine genetisch veränderte Sorte handelt, unbeschadet der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung in die Umwelt sowie des Inverkehrbringens von genetisch veränderten Organismen oder Erzeugnissen, die derartige Organismen beinhalten.

Art. 20 - Jegliche chemische Behandlung von Vorstufenpflanzgut, Basispflanzgut oder Zertifiziertem Pflanzgut wird von dem Erzeuger unter seiner Verantwortung entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung oder auf dem Behältnis vermerkt.

KAPITEL III — Kontrolle

Art. 21 - Die Dienststelle ist mit der Durchführung der Kontrollen des erzeugten einheimischen Pflanzguts beauftragt.

Diese umfassen:

- die Prüfung der Zulässigkeit der Anträge für die Anmeldung zum Zertifizierungsprozess der Kulturen, die zur Erzeugung von Pflanzgut bestimmt sind;
- die Feldbesichtigungen;
- die Kontrollen der geernteten Erzeugnisse beim Transport, der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Verpackung;
- die Laboruntersuchung der geernteten Erzeugnisse;
- die Entnahme von Proben in den Kulturen und in den geernteten Erzeugnissen unter Anwendung angemessener Methoden im Rahmen des Zertifizierungsprozesses;
- die Kontrollen der Ausführung der amtlichen Verschließung und des Anbringens von amtlichen Etiketten und Bescheinigungen nach den Vorschriften der in Kapitel 2, Abschnitt 2 angeführten Artikel.

Art. 22 - In den Anlagen werden festgelegt:

- 1° die Modalitäten, Definitionen und Normen für die in Artikel 21 angeführten Kontrollen;
- 2° die Bedingungen, die die natürlichen oder juristischen Personen erfüllen müssen, damit ihnen erlaubt wird, einen Kontrollantrag für die zur Produktion von Pflanzgut bestimmten Bestände einzureichen und die geernteten Erzeugnisse den in Artikel 21 angeführten Kontrollen zu unterziehen.

Art. 23 - Die Dienststelle prüft während des Inverkehrbringens durch Stichproben die Übereinstimmung der Pflanzkartoffeln mit den Vorschriften und Voraussetzungen der Richtlinie 2002/56/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Pflanzkartoffeln.

Für die in der Wallonischen Region erzeugten und zertifizierten Pflanzkartoffeln wird die Übereinstimmung des Pflanzguts auf der Grundlage der Vorschriften und Voraussetzungen des vorliegenden Erlasses überprüft.

Art. 24 - Unbeschadet des freien Verkehrs mit Pflanzgut in der Europäischen Union muss jede Person, die aus Drittländern eingeführte Pflanzgutmengen in Mengen von mehr als 2 kg in Verkehr bringt, der Dienststelle folgende Angaben machen:

- 1° Art;
- 2° Sorte;
- 3° Kategorie;
- 4° Erzeugerland und amtliche Kontrollstelle;
- 5° Versandland;
- 6° Einführer;
- 7° Pflanzgutmenge.

Art. 25 - Der Minister ist befugt, die zur Ausführung der von den Europäischen Institutionen getroffenen Beschlüsse erforderlichen Entscheidungen zu treffen hinsichtlich der:

- 1° Voraussetzungen für das Inverkehrbringen von chemisch behandelten Pflanzkartoffeln;

2° Voraussetzungen, unter denen Pflanzgut unter Berücksichtigung der Erhaltung in situ und der nachhaltigen Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen in Verkehr gebracht werden darf, die mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;

3° Voraussetzungen, unter denen für den ökologischen Landbau geeignete Pflanzkartoffeln in Verkehr gebracht werden dürfen.

KAPITEL IV — Abschließende Bestimmungen

Art. 26 - Rechnungen, Verträge, Kataloge, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen die in Anlage 1, Punkt 10.3.2. unter 2, 6, 7, 8 und 9 vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

In Abweichung des vorerwähnten Absatzes ist der in Anlage 1 unter Punkt 10.3.2. unter 2 vorgeschriebene Vermerk auf den Rechnungen nicht vorgeschrieben.

Art. 27 - Die Aufbereiter, Importeure und Verkäufer sind verpflichtet, die Ankaufsrechnung, eine Kopie der Verkaufsrechnung und die Transportdokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres nach dem Datum des jeweiligen Dokuments aufzubewahren, um sie den Bediensteten der Dienststelle auf deren Anfrage in den Räumlichkeiten der Dienststelle vorlegen zu können.

Art. 28 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Kapitel VIII des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur.

Art. 29 - Der Minister ist befugt, die Anlagen vollständig oder teilweise aufzuheben, abzuändern oder zu ersetzen:

- um einem Beschluss der Europäischen Union Rechnung zu tragen;
- aus wissenschaftlichen oder technischen Gründen, zur administrativen Vereinfachung oder
- um das Kontrollsystem zu verbessern.

Art. 30 - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels mit und der Kontrolle von Pflanzkartoffeln;

2° der Ministerialerlass vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung der Erzeugung von Pflanzkartoffeln, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005.

Art. 31 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage 1: Prüf- und Zertifizierungsverfahren für Pflanzkartoffeln

1. Einführung

Die Kontrolle wird in allen Stadien der Erzeugung bis hin zur Verwendung durchgeführt. Jeglicher Verstoß gegen die vorliegenden Bestimmungen kann zu der Rückstufung oder der Ablehnung einer Produktionsfläche oder einer Pflanzkartoffelpartie führen sowie zur der Einziehung der amtlichen Zertifizierungsetiketten oder der Vignetten und zu der Einziehung der amtlichen Zertifizierungsetiketten der bereits zertifizierten Pflanzgutpackungen.

Das Vorhandensein von amtlichen Zertifizierungsetiketten, Vignetten oder Verschlusssicherungen auf den Packungen, die Pflanzgut beinhalten, zieht keinerlei Änderung der von dem allgemeinen Recht abgeleiteten allgemeinen Haftungsregeln nach sich. Diese bedeuten lediglich, dass die Kontrollen nach den Vorschriften des vorliegenden Erlasses durchgeführt wurden.

2. Definitionen und allgemeine Bestimmungen

2.1. Zugelassenes Labor

Unabhängiges Labor, das von der Dienststelle anerkannt wird, um im Bereich des Pflanzenschutzes nach den international geltenden Methoden Analysen auf Pflanzkartoffeln durchzuführen.

2.2. Operatoren

2.2.1. Sortenverantwortliche

a) Pflanzgutzüchter

- 1) für eine geschützte Sorte: jede natürliche oder juristische Person, die Sortenschutzrechte besitzt;
- 2) für eine nicht geschützte Sorte: jede natürliche oder juristische Person, von der eine Sorte zu den Kontrollen zugelassen wird (Siehe Punkt 2.5.).

Bei einer "geschützten Sorte" handelt es sich um eine geschützte Sorte im Sinne:

- des Gesetzes vom 10. Januar 2011 zum Schutz von Pflanzenzüchtungen oder
- der Verordnung (EG) Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz

b) Erhaltungszüchter

Jede natürliche oder juristische Person, die für die Erhaltungsauslese einer Sorte verantwortlich ist. Sie muss über eine von dem Pflanzgutzüchter für die geschützten Sorten erteilte Vollmacht verfügen. Bei einer Kontrolle muss der Dienststelle der Beweis dieser Vollmacht geliefert werden.

c) Bevollmächtigter

Jede natürliche oder juristische Person, die vom Pflanzgutzüchter bevollmächtigt wird, um in Belgien in seinem Namen und für seine Rechnung zu handeln. Bei einer Kontrolle muss der Dienststelle der Beweis dieser Vollmacht geliefert werden.

2.2.2. Verantwortliche für die Erzeugung von und den Handel mit Pflanzgut

a) Einschreibender

Jede natürliche oder juristische Person, die eine oder mehrere Parzellen, die für die Erzeugung von Pflanzkartoffeln bestimmt sind, einer Kontrolle unterziehen lässt. Der Einschreibende wird von der Dienststelle als die alleinige verantwortliche Person für die Erzeugung und die Zertifizierung von Pflanzkartoffeln aus seiner bzw. seinen Parzelle(n) anerkannt.

b) Vermehrer

Der Einschreibende oder jede natürliche oder juristische Person, die von ihm als Verantwortlicher der für die Kontrolle eingeschriebenen Bestände bezeichnet wird.

c) Aufbereiter von Kartoffelpflanzgut

Der Einschreibende oder jede natürliche oder juristische Person, die von der Dienststelle zugelassen wird, um Pflanzkartoffeln zu lagern, zu reinigen, zu trocknen, aufzubereiten, zu desinfizieren und zu verpacken. Der Aufbereiter von Kartoffelpflanzgut wird nach den in Punkt 2.4. angeführten Modalitäten zugelassen.

d) Verpacker von Kleinpackungen mit Kartoffelpflanzgut

Jede von der Dienststelle zugelassene natürliche oder juristische Person, die über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um zertifiziertes Kartoffelpflanzgut im Hinblick auf das Inverkehrbringen in Kleinpackungen zu verpacken, wobei dieses Pflanzgut nicht für die Erzeugung von Pflanzkartoffeln bestimmt ist. Der Verpacker von Kleinpackungen mit Kartoffelpflanzgut wird nach den in Punkt 2.4. angeführten Modalitäten zugelassen.

2.3. Registrierung

Alle unter 2.2 erwähnten Personen mit Ausnahme der Pflanzgutzüchter, die einen Stellvertreter bezeichnet haben, werden von der Dienststelle unter einer einzigen Nummer registriert, sobald ihre Tätigkeit festgestellt worden ist.

Bei der Registrierung verpflichten sich die betreffenden Personen, jeder für seine jeweiligen Tätigkeiten, schriftlich zu Folgendem:

- 1) die geltenden Vorschriften sowie die von der Dienststelle gegebenen Anweisungen zu beachten;
- 2) die Dienststelle über den Beginn und das Ende ihrer Aktivität zu informieren;
- 3° der Dienststelle zu erlauben, ihre(n) Betrieb(e) zu besichtigen und ihre Produktion(en) in jedem Stadium zu kontrollieren;
- 4) der Dienststelle jede notwendige Information mitzuteilen;
- 5) den Standort und die Oberfläche der Vermehrungsbestände mitzuteilen;
- 6) das Kartoffelpflanzgut nach den erforderlichen Normen einer Zertifizierung zu unterziehen;
- 7) während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres nach dem Datum des jeweiligen Dokuments eine Materialbuchhaltung über die ein- und ausgehenden Pflanzkartoffeln zu führen und sie der Dienststelle zur Verfügung zu stellen;
- 8) die nach den Anweisungen der Dienststelle verwendeten Kontrolldokumente aufzubewahren;
- 9) die Entnahme der Proben, die die Dienststelle für Laboranalysen, das Anlegen von Kontrollfeldern und die Zertifizierung benötigt, rechtzeitig zu erlauben.

2.4. Zulassungen

2.4.1. Modalitäten

a) Die Aufbereiter und die Verpacker von Kleinpackungen mit Kartoffelpflanzgut müssen von der Dienststelle zugelassen werden.

Um zugelassen zu werden, müssen die betreffenden Personen:

- 1) während oder nach ihrer Registrierung einen entsprechenden schriftlichen Antrag bei der Dienststelle stellen;
- 2) sich einer Kontrolle vor Ort unterwerfen, die durch die Dienststelle durchgeführt wird, und während deren ein Verzeichnis der Räumlichkeiten und der Anlagen, die im Rahmen der Aktivität benutzt werden, sowie ein Protokoll zur Feststellung, dass diese Räumlichkeiten und Anlagen für die betreffende Aktivität geeignet sind, und dass die unter Punkt 2.4.2. und Punkt 2.4.3. angeführten Zulassungsbedingungen erfüllt werden, aufgestellt werden;
- 3) bei der unter 2) angeführten Kontrolle die für die Aktivität verantwortliche Person oder ihren Vertreter bestimmen.

b) Die Zulassung gilt vom 1. Juli des Bezugsjahres bis zum 30. Juni des folgenden Jahres. Sie wird von Jahr zu Jahr stillschweigend erneuert, solange die Bedingungen für ihre Erlangung erfüllt sind und die angegebenen Verpflichtungen eingehalten werden.

c) Die Dienststelle muss über jede Änderung der Identität der verantwortlichen Person und jede wichtigen Änderung der Anlagen unverzüglich informiert werden.

d) Bei einer freiwilligen Unterbrechung der Aktivitäten, die von der unter a) angeführten verantwortlichen Person mitgeteilt wird, wird die Zulassung ausgesetzt. Beim Neubeginn der Aktivität findet wie unter 2.4.1. a) vorgesehen eine Kontrolle statt.

e) Die Dienststelle entzieht die Zulassung, wenn die nach Artikel 2.4.2 und 2.4.3 auferlegten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.

2.4.2. Zulassungsbedingungen für die Aufbereiter von Kartoffelpflanzgut

Die Aufbereiter von Kartoffelpflanzgut werden zugelassen, wenn:

1) sie über Räumlichkeiten verfügen, die sauber, trocken, gut belüftet und beleuchtet sind und während der Arbeits- und Lagerzeit ausschließlich den Pflanzkartoffeln vorbehalten sind. Diese Räumlichkeiten sind gegen Frost geschützt und mit einem Belüftungssystem ausgestattet. Die Fläche der Lager- und Arbeitseinrichtungen muss im Verhältnis zu dem Produktionsvolumen stehen;

2) sie über die für die Aktivitäten, für die eine Zulassung beantragt wird, notwendigen Anlagen, Ausrüstungen und Gerätschaften verfügen. Beim Sortieren müssen wenigstens eine Kalibrier- und Sortieranlage sowie ein Verlesetisch vorhanden sein. Beim Verpacken muss wenigstens eine Waage vorhanden sein. Das System für das Anbringen des Etiketts muss den Vorschriften des vorliegenden Erlasses entsprechen;

3) sie der Dienststelle für die Dauer der Sortiervorgänge einen geeigneten Raum für die ordnungsgemäße Durchführung der Kontrollen zur Verfügung stellen. Dieser Raum gut belüftet, beleuchtet, ausgestattet, beheizt und unterhalten sein;

4) sie der Dienststelle einen beleuchteten Verlesetisch zur Verfügung stellen;

5) sie über ein System der Rückverfolgbarkeit verfügen, durch das die Herkunft der Pflanzkartoffeln, die die zur Zertifizierung vorgeführte Partie bilden und die (wieder-)verpackt werden, jederzeit bestimmt werden kann.

2.4.3. Zulassungsbedingungen für die Verpacker von Kleinpackungen mit Kartoffelpflanzgut

Die Verpacker von Kleinpackungen mit Kartoffelpflanzgut werden zugelassen, wenn sie sich zu Folgendem verpflichten:

1) die Kontrolldokumente der Packungen des aufzuteilenden Kartoffelpflanzguts während 2 Jahren der Dienststelle zur Verfügung zu halten;

2) die Bestimmungen unter Punkt 11.2 streng einzuhalten.

2.5. Zur Kontrolle zugelassene Sorten

Werden zur Kontrolle zugelassen:

1) die Sorten, die entweder in einem Nationalen Sortenkatalog der landwirtschaftlichen Pflanzenarten eines Mitgliedstaates, oder in dem Gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aufgeführt werden;

2) die Sorten, für die ein Verfahren zur Eintragung in den Nationalen Sortenkatalog oder in den Nationalen Sortenkatalog eines anderen Mitgliedstaates eingeleitet worden ist.

Für eine unter 2) angeführte Sorte muss der Beweis, dass sie Gegenstand eines Verfahrens zur Eintragung ist, der Dienststelle übermittelt werden. Zudem darf die amtliche Zertifizierung der Partien dieser Sorte erst erfolgen, nachdem die Eintragung in einen der unter 1) angeführten Kataloge erfolgt ist. Der Beweis für diese Eintragung muss der Dienststelle übermittelt werden.

Pflanzkartoffeln einer unter 2) angeführten Sorte können jedoch unter den in Anlage 2 festgelegten Bedingungen in Verkehr gebracht werden.

2.6. Kategorie und Klasse

Die Erzeugung von Pflanzkartoffeln ist das Ergebnis einer Stammselektion durch vegetative Vermehrung (auf der Grundlage der nachstehend angeführten Schemen 1 und 2).

Die Ausgangsgeneration, genannt F0, wird durch Massenselektion oder durch in-vitro-Kultur erzielt.

Die auf die Generation F0 folgenden Generationen werden unter der Verantwortlichkeit des Operators erzielt und "Familien" (F) genannt.

Handelt es sich bei der F0 um das Ergebnis einer Massenselektion, so beträgt die Anzahl der erzeugten Generationen von Familien höchstens 7. Handelt es sich bei der F0 um das Ergebnis einer in-vitro-Kultur, so beträgt die Anzahl der erzeugten Generationen von Familien höchstens 5.

Die Generationen, die auf die Familien folgen, werden unter Kontrolle der Dienststelle erzeugt und können je nach Generation und Gesundheitszustand in den Kategorien "Vorstufenpflanzgut", "Basispflanzgut" und "Zertifiziertes Pflanzgut" zertifiziert werden.

Ist das Vorstufenpflanzgut aus seiner Generation F0 einer in-vitro-Kultur erzeugt worden, so wird die Kategorie als "Vorstufensaatgut-GK" (GK bedeutet hier Gewebekultur) bezeichnet.

Das Pflanzgut der Kategorie "Basispflanzgut" wird je nach Generation und Gesundheitszustand in die Kategorien Super (S), Super-Elite (SE) und Elite (E) unterteilt; Das Pflanzgut der Kategorie "Zertifiziertes Pflanzgut" wird je nach Gesundheitszustand in die Klassen A und B unterteilt.

Handelt es sich um Pflanzgut der Kategorie "Basispflanzgut" können die gemeinschaftlichen Klassen "EWG1", "EWG2" oder "EWG3" ebenfalls vergeben werden, falls die Anforderungen der Richtlinie 93/17/EWG der Kommission vom 30. März 1993 mit gemeinschaftlichen Klassen von Kartoffel- Basispflanzgut sowie den für sie geltenden Anforderungen und Bezeichnungen erfüllt sind.

Schema 1: Generationen aus Ausgangsmaterial, das durch Massenselektion erzielt worden ist

Kategorien Pflanzgut	Klassische Vermehrung					
Ausgangsgeneration	F0 ↓					
Familien	F1 ↓ F2 ↓					
Vorstufenpflanzgut (pre-base) oder Familien (Gegebenenfalls: ab F3 bis F7)	<table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td>® F3/PB ↓</td> <td>F4/PB® ↓</td> <td>F5/PB® ↓</td> <td>F6/PB® ↓</td> <td>F7=PB ↓</td> </tr> </table>	® F3/PB ↓	F4/PB® ↓	F5/PB® ↓	F6/PB® ↓	F7=PB ↓
® F3/PB ↓	F4/PB® ↓	F5/PB® ↓	F6/PB® ↓	F7=PB ↓		
Basispflanzgut	<table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td>S ↓ SE ↓ E ↓</td> <td>Gemeinschaftliche Klassen EWG1, EWG2, EWG3</td> </tr> </table>	S ↓ SE ↓ E ↓	Gemeinschaftliche Klassen EWG1, EWG2, EWG3			
S ↓ SE ↓ E ↓	Gemeinschaftliche Klassen EWG1, EWG2, EWG3					
Zertifiziertes Pflanzgut	A ↓ B					

Schema 2: Generationen aus Ausgangsmaterial, das durch in-vitro-Kultur erzielt worden ist

Kategorien Pflanzgut	In-vitro-Vermehrung			
Ausgangsgeneration	F0 = In-vitro-Knolle oder In-vitro-Keimling oder akklimatisierter Keimling ↓			
Familien	F1 = Mini-Knolle ↓ F2 ↓			
Vorstufenpflanzgut (pre-base) –CT oder Familien (Gegebenenfalls: ab F3 bis F5)	<table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td>F3/PB-CT ® ↓</td> <td>F4/PB-CT ® ↓</td> <td>F5=PB-CT ↓</td> </tr> </table>	F3/PB-CT ® ↓	F4/PB-CT ® ↓	F5=PB-CT ↓
F3/PB-CT ® ↓	F4/PB-CT ® ↓	F5=PB-CT ↓		
Basispflanzgut	<table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td>S ↓ SE ↓ E ↓</td> <td>Gemeinschaftliche Klassen EWG1, EWG2, EWG3</td> </tr> </table>	S ↓ SE ↓ E ↓	Gemeinschaftliche Klassen EWG1, EWG2, EWG3	
S ↓ SE ↓ E ↓	Gemeinschaftliche Klassen EWG1, EWG2, EWG3			
Zertifiziertes Pflanzgut	A ↓ B			

3. Erhaltung einer Sorte

Jedes Jahr müssen die in der Wallonischen Region mit der Erhaltungsauslese einer Sorte beauftragten Personen für jede der betreffenden Sorten der Dienststelle folgende Angaben schriftlich mitteilen: das Programm der Erhaltungszucht mit Angabe des angewandten Verfahrens und des benutzten Materials (Standort und Oberfläche der Parzelle, erzeugte Mengen, Referenzen der Probenahmen, Ergebnisse der Analysen...). Sie erlaubt der Dienststelle, Kontrollen vor Ort durchzuführen und Proben des erhaltenen Materials zu nehmen; zudem führt sie ein Register, in das jede Generation jeder Familie identifiziert und eingetragen wird.

Ein zugelassenes Labor muss bescheinigen, dass das Ausgangsmaterial (F0) nachweislich frei von übertragbaren Viren ist, die sich nachteilig auf den Anbau der Pflanzkartoffeln auswirken: hierbei handelt es sich insbesondere um die Viren PLRV, X, Y, A, M, und S.

Bei dem "in-vitro" erzeugten Material handelt es sich um Material des Erhaltungszüchters, das Teil einer Stammselektion ist.

Als F0-Material gelten die in-vitro-Knollen, die in-vitro-Keimlinge oder die akklimatisierten Keimlinge und als F1 gelten die Miniknollen. Dieses Material muss den Anforderungen im Bereich des Pflanzenschutzes entsprechen, die für die Kategorie Vorstufenpflanzgut vorgesehen ist.

Die Sortenidentität muss durch den Erzeuger garantiert werden.

Um Pflanzgut aus der Erhaltungsauslese in Verkehr bringen zu können, muss dieses während wenigstens zwei Jahren im Freiland angebaut worden sein und muss der Erhaltungszüchter den entsprechenden Bestand zur Kontrolle vorzeigen.

Nach wenigstens zwei Jahren Freilandanbau kann das Pflanzgut der verschiedenen Familien vermischt werden. In diesem Fall darf diese Mischung nur für die Erzeugung von Vorstufenpflanzgut, Basispflanzgut oder Zertifiziertem Pflanzgut zur Kontrolle vorgezeigt werden.

Falls die Erhaltungsauslese nicht auf dem Gebiet der Wallonischen Region stattfindet, muss dem Pflanzgut, das einer früheren Generation als dem Vorstufenpflanzgut angehört, und dass für die Vermehrung in der Wallonischen Region vorgelegt wird, eine Erklärung des Erhalters beigefügt werden, die folgende Angaben umfasst:

- 1) die Menge des gelieferten Pflanzguts;
- 2) die Bezugsnummer der Partie;
- 3) die Beschreibung des an den Packungen befestigten Etiketts (oder ein Muster dieses Etiketts);
- 4) die Kategorie und die Klasse des Pflanzguts, das aus diesem Material erzeugt werden kann;
- 5) der Beweis, dass die Vorschriften im Bereich des Pflanzenschutzes eingehalten werden.

Die Dienststelle muss vor der Einschreibung der Bestände über diese Informationen verfügen.

Unbeschadet der Bestimmungen bezüglich der Erzeugung von amtlich zertifiziertem Vorstufenpflanzgut (siehe Punkte 4 bis 10), kann die Dienststelle auf Anfrage des Erhalters oder seines Bevollmächtigten ein Schriftstück ausstellen, das belegt, dass das Material aus Vermehrungen stammt, die von einer bei der Dienststelle eingetragenen verantwortlichen Person erzeugt worden sind, und dass dieser die Bestände überwacht hat. Die Ergebnisse der pflanzenschutzlichen Tests müssen zur Verfügung gestellt werden.

Im Hinblick auf die Erzeugung von Basispflanzgut der gemeinschaftlichen Klassen muss der Dienststelle der Beweis geliefert werden, dass das Ausgangsmaterial (F0) frei ist von:

- 1) *Erwinia* ssp.;
 - 2) *Dickeya dianthicola* und *Dickeya solani*;
 - 3) dem Potato leaf roll virus;
 - 4° den Kartoffelviren A, M, S, X und Y.
4. Einschreibung für die Kontrolle

4.1. Befugte Personen (Einschreibender)

Nur der Einschreibende ist befugt, bei der Dienststelle einen Antrag auf Eintragung der Vermehrungsparzelle für Pflanzkartoffeln einzureichen.

4.2. Einschreibebedingungen

4.2.1. Anforderungen an das Pflanzgut und die anzulegende Parzelle im Bereich des Pflanzenschutzes

Der Einschreibende liefert der Dienststelle den Beweis, dass die Parzelle und das Ausgangsmaterial den in dem Königlichen Erlass vom 10. August 2005 über die Bekämpfung der Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Produkte schädlich sind angeführten Bestimmungen entsprechen.

Die Vermehrungsfläche ist weder von *Globodera rostochiensis* (Wollenweber) Behrens, noch von *Globodera pallida* (Stone) Behrens befallen.

4.2.2. Herkunft des verwendeten Pflanzguts (Ausgangsmaterial)

Das verwendete Pflanzgut muss aus dem Freilandanbau stammen.

Der Vermehrer, der die Kultur angelegt hat, muss die Identität des verwendeten Ausgangsmaterials (Pflanzlinge) nachweisen können:

1) entweder durch eine in der wallonischen Region durchgeführten Stammselektion, über die die Dienststelle vorab informiert worden ist;

2) oder durch eine Erklärung des Verantwortlichen einer anderen Region oder eines ausländischen Verantwortlichen, aus der hervorgeht, dass das übermittelte Material dazu bestimmt ist, in der Wallonischen Region Vorstufenpflanzgut zu erzeugen. In diesem Fall muss das Ausgangsmaterial durch eine amtliche Bescheinigung der Kontrollstelle der Herkunftsregion oder des Herkunftslandes gedeckt sein. Diese Angaben müssen auf dem Dokument, das das eingeführte Material begleitet, angeführt werden. Ein Muster des Etiketts dieses Materials ist diesem Dokument beizufügen.

Der Einschreibende übergibt der Dienststelle die in den Punkten 1) und 2) angeführten Dokumente bei der Einschreibung des Bestands für die Kontrolle.

4.2.3. Sortenbeschreibung

Wenn eine nicht im Nationalen Sortenkatalog eingetragene Sorte zum ersten Mal in der Wallonischen Region vermehrt wird, übergibt der Einschreibende der Dienststelle die offizielle botanische Beschreibung dieser Sorte sowie jede eventuelle Änderung dieser Beschreibung.

4.2.4. Standort des Bestandes

Die im Hinblick auf die Zertifizierung des Pflanzguts zu kontrollierenden Bestände stammen aus dem Freilandanbau in der wallonischen Region. Wenn der Bestand durch die Grenze mit einer anderen Region oder einem anderen Land durchquert wird, so wird dieser von der zuständigen Behörde der Region oder des Landes kontrolliert, in der bzw. dem der Einschreibende sie zur Kontrolle eingeschrieben hat.

Der Einschreibende übermittelt gemeinsam mit seinem Einschreibungsantrag bzw. seinen Einschreibungsanträgen einen Plan, auf dem die Parzelle(n) lokalisiert ist bzw. sind.

4.2.5. Vorfrucht

Auf der Parzelle dürfen im Laufe der drei Jahre vor dem einer Kontrolle unterworfenen Anbau keine Kartoffeln angebaut worden sein. Ein Rotationsplan der Kulturen auf der Parzelle muss bei der Einschreibung für die drei vorangegangenen Jahre vorgelegt werden.

4.2.6. Verwendete und erzeugte Kategorien und Klassen

Auf jeder der Parzellen darf nur eine einzige Sorte angebaut werden, um Pflanzkartoffeln einer bestimmten Kategorie oder Klasse zu erzeugen.

Die Parzellen werden mit Pflanzgut angelegt, das einer der folgenden Klassen angehört:

MINDESTKATEGORIE UND -KLASSE DES VERWENDETEN MATERIALS	FÜR DIE ERZEUGUNG DER KATEGORIE ODER KLASSE
Vorstufenpflanzgut (1)	Basispflanzgut S
Basispflanzgut S	Basispflanzgut SE
Basispflanzgut SE	Basispflanzgut E1
Basispflanzgut E1	Basispflanzgut E2
Basispflanzgut E2 (2)	Basispflanzgut E3
Basispflanzgut E3 (2)	Zertifiziertes Pflanzgut A (3) oder B

(1) unter Vorbehalt der Herkunftsbescheinigung (wie unter Punkt 4.2.2. vorgesehen)

(2) für die Erzeugung von Basispflanzgut der Klasse E2 oder von Basispflanzgut der Klasse E3:

- Das Ausgangsmaterial der ursprünglichen Klasse E1 muss direkt von Pflanzlingen der Klasse SE oder höher abstammen. Diese Herkunft muss nachgewiesen werden;

- Die verwendeten Pflanzlinge und der Pflanzgutvermehrungsbestand dieser Pflanzlinge müssen bei der letzten Feldkontrolle sowie bei den virologischen Untersuchungen die Anforderungen der Klasse SE erfüllt haben.

(3) Bei einem erwiesenen Mangel an Vermehrungsgut, der auf außergewöhnliche Umstände zurückzuführen ist, kann die Dienststelle einem Vermehrer erlauben, sein eigenes Pflanzgut für ein weiteres Jahr zu vermehren. Diese Erlaubnis wird auf der Grundlage eines schriftlichen Antrags gewährt, der zu begründen ist und spätestens am 31. März des Jahres der geplanten Vermehrung an die Dienststelle zu übermitteln ist. In diesem Fall müssen die verwendeten Pflanzlinge und der Pflanzgutvermehrungsbestand dieser Pflanzlinge bei der letzten Feldkontrolle sowie bei den virologischen Untersuchungen die Anforderungen der Klasse E3 erfüllt haben.

Die Gleichwertigkeit der Klassen von Pflanzgut anderer Länder der Europäischen Union wird durch die Dienststelle bestimmt.

Im Falle einer Vermischung der Klassen bei der Anpflanzung wird die niedrigste Klasse berücksichtigt.

4.3. Einschreibeverfahren

Spätestens am 15. Mai übermitteln die Einschreibenden der Dienststelle anhand von Eintragungsformularen alle erforderlichen Angaben, die sie benötigt, um die Prüfung der Bestände planen und ausführen zu können.

Wird die Verspätung durch klimabedingte Umstände rechtfertigt oder handelt es sich um eine Anpflanzung außerhalb der Pflanzsaison, so können die Einschreibungen bis zu drei Arbeitstagen nach der Anpflanzung angenommen werden.

Die folgenden Informationen müssen übermittelt werden:

1) die Angaben zur Identifizierung der genommen Bodenproben und der Proben der Mutterpflanzen für den Nachweis der in dem Königlichen Erlass vom 10. August 2005 über die Bekämpfung der Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Produkte schädlich sind angeführten Schädlinge sowie die Ergebnisse der Analysen dieser Proben;

2) die Identität des Einschreibenden: Name, Anschrift und Telefonnummer sowie von der Dienststelle erteilte Nummer des Operators, von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette erteilte Nummer des Operators, im Rahmen der Betriebsprämienregelung erteilte Erzeugernummer;

3) die Identifizierung des Vermehrsers: Name, Anschrift und Telefonnummer sowie von der Dienststelle erteilte Nummer des Operators, von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette erteilte Nummer des Operators, im Rahmen der Betriebsprämienregelung erteilte Erzeugernummer;

4) insofern diese zum Zeitpunkt der Einschreibung bekannt ist, die Identität der Person, bei der der Ernteertrag gelagert wird: Name, Anschrift und von der Dienststelle erteilte Nummer des Operators;

5) alle Angaben (Dorf, Ortslage, usw.), die ermöglichen, die Parzelle genau zu lokalisieren;

6) die im Rahmen der Betriebsprämienregelung erteilte Parzellenummer, falls diese bekannt ist;

7) die Fläche der Parzelle;

8) die Vorfrucht der letzten drei Jahre;

9) die Angabe des verwendeten Pflanzguts: Sorte, Kategorie und Klasse (wie auf den amtlichen Zertifizierungsetiketten angegeben), Partienummer, Instanz, die die amtlichen Zertifizierungsetiketten ausgestellt hat sowie Anzahl der gelieferten Etiketten und Gewicht, auf das sich jedes der amtlichen Etiketten bezieht;

10) die Kategorie und Klasse des zu erzeugenden Saatguts.

Falls sie dies für notwendig erachtet, kann die Dienststelle weitere Informationen oder Schriftstücke anfordern, die belegen, dass keine weiteren Belastungen des Bodens oder des Ausgangsmaterials vorliegen.

Es muss ein einziges Einschreibeformular pro Vermehrungsparzelle aufgestellt werden. Als Vermehrungsparzelle gilt eine zusammenhängende Fläche, auf der ein Bestand angelegt wird, um Pflanzgut einer bestimmten Sorte, Kategorie oder Klasse zu erzeugen, und die in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses von jedem benachbarten Bestand getrennt ist.

Wird bei einer Feldkontrolle festgestellt, dass die Einschreibung mehr als eine Parzelle betrifft, so wird die Einschreibung von der Kontrolle zurückgezogen und durch so viele neue Einschreibungen ersetzt, wie es betreffende Parzellen gibt.

Dem Einschreibungsformular beizufügen sind:

1) ein Orthofotoplan, auf dem die Fläche eingezeichnet ist, auf der im Rahmen der in dem Königlichen Erlass vom 10. August 2005 über die Bekämpfung der Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Produkte schädlich sind angeführten Durchführungsmaßnahmen Proben genommen werden;

2) ein Beschreibungsplan der für die Kontrolle eingeschriebenen Parzellen;

3) die amtlichen Zertifizierungsetiketten des verwendeten Ausgangsmaterials.

Den Einschreibungsformularen muss eine zusammenfassende Liste der Parzellen beigefügt werden, die nach den Anweisungen der Dienststelle zu erstellen ist.

Durch die Einschreibung für die geschützten Sorten erlaubt der Einschreibende der Dienststelle, den Pflanzgutzüchtern und ihren Stellvertretern auf deren Anfrage pro Sorte folgende Informationen zu übermitteln:

- 1) die Identität des Einschreibenden;
- 2) die der Kontrolle unterzogenen Flächen;
- 3) die bei der Feldkontrolle genehmigten Flächen;
- 4) die in jeder Kategorie und Klasse zertifizierten Mengen von Pflanzgut.

Die Übertragung der Bestände oder ihres Ertrags, die nicht der Kontrolle entzogen worden sind, auf eine andere natürliche oder juristische Person, die dadurch zum neuen Einschreibenden wird, führt zur der Übertragung dieser Erlaubnis.

Die für die Kontrolle eingeschriebenen Parzellen, die für eine Feldkontrolle nicht mehr berücksichtigt werden können, oder für die die Feldkontrolle nicht mehr erwünscht wird, müssen vom Einschreibenden schriftlich bei der Dienststelle angegeben werden, wobei dieser die Bestimmung des Ernteertrags, der noch erzielt werden könnte, angibt.

5. Feldkontrolle

Die Feldkontrollen werden von der Dienststelle durchgeführt. Diese informiert den Vermehrer wenigstens 48 Stunden vorher über ihre bevorstehende Kontrolle.

Der Einschreibende muss jeder Zeit in der Lage sein, die zu kontrollierende Parzelle zu präsentieren.

Der Vermehrer informiert die Dienststelle über die bei der Behandlung der zu kontrollierenden Bestände benutzten Pestizide.

Eine Feldkontrolle umfasst wenigstens zwei Kontrollen zu einem von der Dienststelle bestimmten Zeitraum die folgende Aspekte betreffen:

- 1) die Trennung zwischen den Beständen;
- 2) den Zustand des Bestandes;
- 3) die Sortenechtheit und -reinheit;
- 4) den Gesundheitszustand des Bestandes;
- 5) die gute Führung der Parzelle, um Pflanzkartoffeln der betreffenden Kategorie oder Klasse zu erzeugen.

Zum Zeitpunkt der Feldkontrolle muss die Parzelle in einem Zustand sein, der die genaue Prüfung der in den Punkten 1) bis 5) angeführten Aspekte ermöglicht.

Auf Antrag des Einschreibenden kann eine Parzelle aus technischen Gründen in eine oder mehrere Parzellen aufgeteilt werden. In diesem Fall wird die ursprüngliche Einschreibung gestrichen und durch zwei oder mehrere späte Einschreibungen ersetzt.

5.1. Trennung

Zum Zeitpunkt der Einschreibung muss sich jede Vermehrungsparzelle für Pflanzkartoffeln in einem Abstand von wenigstens 10 Metern von jeglicher sonstigen Parzelle für Speisekartoffeln befinden. Handelt es sich um ein und denselben Vermehrer, so muss ein Abstand von 1,5 Metern zwischen seinen Vermehrungsparzellen für Pflanzkartoffeln bestehen.

Für die Erzeugung von Basispflanzgut der gemeinschaftlichen Klassen müssen die aneinandergrenzenden Bestände von Pflanzkartoffeln wenigstens die Anforderungen der Klasse erfüllen, die der Klasse der betreffenden Parzelle entspricht. Die Erfüllung dieser Anforderungen muss durch eine amtliche Feldkontrolle festgestellt werden.

Die Missachtung dieser Anforderung führt zur Rückstufung oder Ablehnung der Parzelle nach den betreffenden Anforderungen.

5.2. Sortenreinheit und Gesundheitszustand

Als Sortenunreinheiten gelten:

- 1) jeglicher Kartoffelaufwuchs aus einem vorherigen Bestand;
- 2) eine Änderung des Aussehens der Pflanze infolge einer chemischen Behandlung oder irgendeiner anderen Ursache.

Alle kranken oder abweichenden Pflanzen (einschließlich der Knollen) müssen vollständig aus dem Boden gezogen werden und abseits von dem Dammbet gelagert werden, so dass dieses keine Infektionsquelle mehr darstellt.

Eine unzureichende Säuberung führt zur Rückstufung oder Ablehnung der Parzelle.

Eine Parzelle kann abgelehnt werden, falls die Kontrolle aus folgenden Gründen nicht möglich ist:

- 1) Präsenz von Unkraut;
- 2) Präsenz von Krankheiten;
- 3) Präsenz von wucherndem Kartoffelkraut;
- 4) Schwäche der Vegetation;
- 5) Änderung des Aussehens der Pflanzen infolge einer chemischen Behandlung oder irgendeiner anderen Ursache.

Im Fall einer Zerstörung der Blätter durch Frost, Hagel, Sturm oder Insekten, wird erlaubt, den Vegetationsbeginn abzuwarten, bevor eine endgültige Entscheidung getroffen wird.

5.3. Normen

a) Die folgenden Toleranzen (% der Anzahl Pflanzen) werden bei der letzten Feldkontrolle angewandt:

	Vorstufenpflanzgut	Basispflanzgut			Zertifiziertes Pflanzgut	
		S	SE	E1, E2 und E3	A	B
Sortenunreinheiten	0,00	0,00	0,01	0,02	0,05	0,05
Verkümmerte Pflanzen	0,00	1,00	2,00	3,00	5,00	10,00
Krankheiten						
Viruserkrankungen (1) (2) (X, Y, Potato leaf roll...)	0,00	0,10	0,20	0,40	1,00	3,00
Bakterielle Welkeerscheinungen (Erwinia spp., Dickeya spp)	0,00	0,00	0,10	0,20	0,50	1,00

	Vorstufenpflanzgut	Basispflanzgut			Zertifiziertes Pflanzgut	
		S	SE	E1, E2 und E3	A	B
- Rhizoctonia	0,00	0,50	1,00	3,00	5,00	5,00
- Welkeerscheinungen durch Pilzkrankheiten	0,00	0,30	0,50	1,00	2,00	2,00

(1) Bei Beurteilung der Nachkommenschaft einer Sorte, die chronisch mit einem Virus befallen ist, bleiben die durch diesen Virus verursachten leichten Anzeichen unberücksichtigt.

(2) Die für die Viruserkrankungen vorgesehenen Toleranzen, die für das Basispflanzgut und das Zertifizierte Pflanzgut angeführt werden, gelten nur für Virose, die durch Viren verursacht werden, welche in Europa verbreitet sind.

b) Der Feldbestand ist frei von *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc. und von *Clavibacter michiganensis* subsp. *sepedonicus*.

5.4. Zählmethoden

Die Zählungen werden auf 100 Pflanzen nacheinander in einer Reihe durchgeführt. Die Anzahl der Zählungen beträgt wenigstens:

- 4 pro 25 Ar für die Parzellen von einem Hektar und weniger;
- 10 pro Hektar oder Hektarabschnitt für die Parzellen von mehr als einem Hektar.

Anschließend wird der Prozentsatz anhand der nachfolgenden Formel errechnet:

$$\frac{\text{Gesamtanzahl anormale Pflanzen}}{\text{Anzahl Zählungen}} = X \%$$

5.5. Einstufung

Nach jeder Feldbesichtigung werden die Feststellungen dem Einschreibenden mitgeteilt.

Die Klassifizierung des Bestands nach der letzten Feldkontrolle wird aufgrund der auf der Vermehrungsfläche gemachten Feststellungen von der Dienststelle vorgenommen. Wenn die Klassifizierung bei der letzten Feldkontrolle nicht mit der vom Einschreibenden vorgeschlagenen Klasse übereinstimmt oder der Bestand abgelehnt wurde, informiert die Dienststelle den Einschreibenden und den Vermehrer binnen zwei Werktagen nach der Feldkontrolle anhand einer Abschrift des Feldkontrollberichts. Der Grund für die Rückstufung oder die Ablehnung wird auf dem Feldkontrollbericht angegeben.

In dem Ausnahmefall, in dem der Einschreibende genügend technische Gründe anführen kann, um eine ergänzende Untersuchung zu beantragen, kann eine neue Feldkontrolle zugelassen werden. Der gebührend begründete Antrag muss binnen drei Werktagen nach der Mitteilung des Ergebnisses bei der Dienststelle schriftlich gestellt werden. Eine ergänzende Feldkontrolle muss noch unter normalen Bedingungen möglich sein, nachdem die notwendigen Eingriffe durch den Einschreibenden oder den Vermehrer durchgeführt worden sind.

Falls der Einschreibende und/oder Vermehrer die bei der Feldkontrolle und/oder der ergänzenden Feldkontrolle gemachten Feststellungen beanstandet, kann er eine Gegenprüfung beantragen. Der entsprechende Antrag muss binnen drei Werktagen nach der Mitteilung des Ergebnisses schriftlich an die Dienststelle gerichtet werden, und zwar unter Angabe der beanstandeten Feststellungen. In diesem Fall ist es strengstens untersagt, die Parzelle oder den Bestand abzuändern (Säuberung oder sonstiger physischer Eingriff, ...). Die Gegenprüfung wird von einem amtlich anerkannten, von der Dienststelle bestimmten Inspektor, in Begleitung des Inspektors, der die ersten Feststellungen gemacht hat, und wenn möglich ebenfalls im Beisein eines Vertreters des Einschreibenden vorgenommen. Wenn festgestellt wird, dass eine Säuberung oder ein sonstiger physischer Eingriff stattgefunden hat, werden die bei der vorherigen Besichtigung gemachten Feststellungen bestätigt; sie gelten dann als unwiderruflich.

Die durch die Gegenprüfung anfallenden Vergütungen gehen zu Lasten des Antragstellers, es sei denn, das Ergebnis fällt zu seinem Gunsten aus.

Bei einer Ablehnung der Vermehrungsparzelle muss die Bestimmung des Ernteertrags dieser Parzelle der Dienststelle durch den Einschreibenden mitgeteilt werden.

Im Anschluss an die Feldkontrolle wird eine vorläufige Klasse für das Pflanzgut vergeben, die im weiteren Verlauf des Kontroll- und Zertifizierungsverfahrens nicht angehoben werden kann.

5.6. Krautvernichtung

In Übereinstimmung mit den betroffenen Berufssparten und dem "Centre wallon de recherches agronomiques" legt die Dienststelle ein Datum für die Krautvernichtung fest.

5.7. Ernte

Der Einschreibende benachrichtigt die Dienststelle wenigstens 48 Stunden im Voraus über das voraussichtliche Erntedatum. Die Ernte der Knollen muss spätestens am 1. Oktober erfolgen, es sei denn, die Dienststelle hat auf einen begründeten Antrag des Einschreibenden ein späteres Datum festgelegt. In diesem Fall darf die Ernte nicht nach dem 31. Dezember erfolgen.

6. Probenahme

6.1. Probenahme

Nach einem von der Dienststelle festgelegten Protokoll werden auf jeder Vermehrungsparzelle zur Durchführung virologischer Analysen Proben entnommen (nach der Krautvernichtung).

6.2. Probenahme beim Aufwuchs

Falls bei der Ernte auf mehr als 0,5 % der Pflanzen Aufwuchs festgestellt wird, werden nach den unter Punkt 6.1 vorgesehenen Bestimmungen neue Proben auf dem Feld entnommen. Diese werden anstelle der ersten entnommenen Proben verwendet.

6.3. Sonstige Probenahmen

Der Einschreibende hat die Möglichkeit, sich zur Durchführung einer amtlichen Probenahme an die Dienststelle zu wenden.

7. Virologische Analysen

7.1. Einem virologischen Test unterzogenes Material

Auf der Grundlage der bei der Feldkontrolle erteilten vorläufigen Klasse sowie auf der Grundlage des Antrags des Einschreibenden werden die Proben nach den unter Punkt 6.1 oder Punkt 6.2. vorgesehenen Bestimmungen den folgenden Analysen unterzogen:

Zu prüfendes Virus	Erteilte vorläufige Kategorie oder Klasse							
	Vorstufenpflanzgut	Basispflanzgut					Zertifiziertes Pflanzgut	
		S	SE	E			A	B
E1	E2			E3	A1			
	Testmethode							
Potato leaf roll (PLRV)	T	T	t	t	t	t	t	t
Virus A (PVA)	T	t	t	t	t	t	t	-
Virus M (PVM)	T	t	t	t	t	t	t	-
Virus S (PVS)	T	T	T	T	-	-	-	-
Virus X (PVX)	T	T	T	T	T	T	t	-
Virus Y (PVY)	T	T	T	T	T	T	T	T

T: Obligatorischer Test, t: Fakultativer Test (auf Anfrage des Einschreibenden oder des Vermehrsers oder falls die Dienststelle dies für erforderlich erachtet), -: Kein Test

Die Dienststelle kann beschließen, die Proben aus zweifelhaften Parzellen den Tests zu unterziehen, die sie für erforderlich hält.

Die Pflanzlinge der Parzellen, die bei der Feldkontrolle einen Befall durch den Potato leaf roll Virus (PLRV) aufwiesen, werden systematisch auf dieses Virus getestet.

7.2. Normen

Bei den virologischen Tests, die nach einer von der Dienststelle festgelegten Analysetechnik durchgeführt werden, sind die bei den entnommenen Proben zulässigen maximalen Prozentsätze des Befalls folgende:

VIROSEN Kategorie/Klassen	PLRV %	PVA %	PVM %	PVS %	PVX %	PVY %	GESAMT %
Vorstufenpflanzgut	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Basispflanzgut S	0,5	1,0	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0
Basispflanzgut SE	1,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	2,0
Basispflanzgut E1	1,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	2,0
Basispflanzgut E2	2,0	3,0	3,0	-	2,0	2,0	3,0
Basispflanzgut E3	2,5	3,0	3,0	-	2,5	2,5	3,0
Zertifiziertes Pflanzgut A	4,0	6,0	6,0	-	6,0	6,0	6,0
Zertifiziertes Pflanzgut B	5,0	-	-	-	-	10,0	10,0

:- Keine Prüfung

Die Einstufung erfolgt auf der Grundlage der Prozentsätze.

Wird bei dem Versuch in der Vorkultur mehr als eine Sortenunreinheit oder mehr als eine Blattverformung festgestellt, so wird die Partie abgelehnt. Im Falle einer Beanstandung kann eine Gegenprüfung beantragt werden, deren Ergebnis verbindlich ist.

7.3. Einspruchsmöglichkeit

Falls der Einschreibende die Ergebnisse der Tests beanstandet, kann er eine Gegenprüfung beantragen. Der entsprechende Antrag muss binnen fünf Werktagen nach der Mitteilung des Ergebnisses schriftlich an die Dienststelle gerichtet werden, unter Angabe der beanstandeten Feststellungen. Wird eine neue Analyse durchgeführt, so kann sie auf die Prüfung des Symptoms beschränkt werden, das zu dem ungünstigen Ergebnis geführt hat, insofern keine mögliche Wechselwirkung mit anderen Symptomen besteht, und unter der Bedingung, dass die ursprüngliche Analyse gezeigt hat, dass die anderen Viren nicht präsent sind.

Bei dieser neuen Analyse:

1) wird dieselbe Analysemethode angewandt;

2) wird die für das Nachkontrollfeld aufbewahrte Probe oder in Ermangelung dieser Probe eine neue auf dieser Partie gezogene Probe verwendet, falls diese wie unter Punkt 8 vorgeschrieben eindeutig identifiziert wird.

Die Tests sind in einem unter Punkt 2.1. definierten zugelassenen Labor durchzuführen.

In diesem Fall ist es strikt untersagt, die Ernte zu bearbeiten.

Das Ergebnis der Gegenprüfung ist endgültig.

Die durch die Gegenprüfung anfallenden Vergütungen gehen zu Lasten des Antragstellers, es sei denn, das Ergebnis fällt zu seinem Gunsten aus.

8. Kontrolle des unbehandelten Pflanzguts

8.1. Allgemeines

Es sind alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, damit

1) die Pflanzkartoffelpartie jederzeit eindeutig identifiziert werden kann;

2) zu keinem Zeitpunkt die Möglichkeit einer Kontaminierung oder unerlaubten Vermischung besteht.

Die Ernte, der Transport der unbehandelten Partien, die Annahme, das Trocknen, das Waschen und die Lagerung werden stets unter der Verantwortung des Einschreibenden durchgeführt.

Der Einschreibende, der einer anderen befugten Person unbehandelten Partien übergibt, bestätigt dies anhand einer schriftlichen Erklärung, die von der vorerwähnten befugten Person zum Zeitpunkt der Annahme des unbehandelten Pflanzguts der Dienststelle übergeben wird.

Der Einschreibende informiert die Zertifizierungsdienststelle der Region, in der das Pflanzgut angenommen wird, darüber, dass er mit der Annahme begonnen hat.

8.2. Ernte - Annahme - Lagerung und Transport

Jede Zu- oder Abfuhr von nicht aufbereiteten oder teilweise aufbereiteten Partien zu oder ab dem Ort der Lagerung und/oder der Einrichtung des Aufbereiteters oder Lageristen, der für den Einschreibenden tätig ist, wird auf einer Lagerkarte notiert. Diese Karte ist an dem Ort aufzubewahren, an dem sich das Pflanzgut befindet. Jede Aufbereitung des Pflanzguts sowie jeder Transportvorgang wird auf dieser Karte vermerkt.

Der Vermehrer oder der Aufbereiter, der die Ernte lagert, muss einen Lagerplan erstellen. Auf Anfrage der Dienststelle legt er diesen Lagerplan vor, aus dem die Lokalisierung der verschiedenen Partien hervorgeht.

Dem nicht aufbereiteten Pflanzgut aus Beständen, die sich in einer anderen Region, einem anderen Mitgliedstaat oder in einem Land mit einer Äquivalenzregelung befinden, und deren Feldkontrolle durch eine Zertifizierungsdienststelle einer anderen Region oder einer anderen zuständigen Behörde durchgeführt worden ist, muss entweder das Dokument beigefügt werden, das für den internationalen Transport von noch nicht endgültig zertifizierten Pflanzkartoffeln vorgesehen ist, oder die angemessenen Garantieunterlagen, die von der zuständigen Zertifizierungsdienststelle der betreffenden Region oder des betreffenden Landes ausgestellt werden. Nach Anlieferung dieser Partien wird eine Lagerkarte erstellt, die der Dienststelle zur Verfügung gehalten wird.

Der Einschreibende sorgt dafür, dass die Abschriften der Feldkontrollberichte sowie ggf. alle ergänzenden Dokumente am Ort der Anlieferung und Lagerung der Dienststelle zur Verfügung gehalten werden.

Für den Transport einer Partie unbehandelten Pflanzguts hin zu einem Dritten muss durch die Dienststelle eine Transportgenehmigung ausgestellt werden. Die Partie unbehandelten Pflanzguts wird verplombt und mit amtlichen Etiketten in grauer Farbe versehen. In jedem Fall unterliegt der Transport von unbehandeltem Pflanzgut der Bedingung, dass für das betreffende Material ein von der zuständigen Behörde ausgestellter Pflanzenpass vorliegt. Abweichungen von diesen Maßnahmen können vorgesehen werden im Rahmen eines Abkommens zwischen den betroffenen Zertifizierungsdienststellen und der für die Ausstellung der Pflanzenpässe zuständigen Behörde.

8.3. Aufbereitung

Nur das nicht aufbereitete Pflanzgut, das gemäß den in den Punkten 8.1. und 8.2. Bedingungen entgegengenommen wurde, kann für die amtliche Zertifizierung berücksichtigt werden. Das Pflanzgut wird unter einer amtlichen Produktionsnummer aufbereitet.

8.4. Rückzug

Mit Ausnahme des aussortierten Pflanzguts und der Knollen, die nicht die Anforderungen an die Größe erfüllen, kann das unbehandelte oder aufbereitete Pflanzgut nur dann von der Kontrolle zurückgezogen werden, wenn der Dienststelle vorab eine entsprechende schriftliche Erklärung übermittelt worden ist. Die neue Zweckbestimmung des zurückgezogenen Pflanzguts muss dabei angegeben werden.

9. Sortierung, Probenahme und Klassifizierung

Der Aufbereiter kann bei der Zertifizierung nur Pflanzgut aus Beständen vorlegen, die die vorgeschriebenen Kontrollen erfolgreich bestanden haben und den Normen genügen, die für die Art, die Sorte, die Kategorie und die Klasse, in der dieses Pflanzgut zu zertifizieren ist, festgelegt sind.

Der Aufbereiter muss die Dienststelle zwei Tage vor dem Beginn der Sortierung benachrichtigen.

Die vorläufige Klassifizierung einer Pflanzgutpartie erfolgt auf der Grundlage der genealogischen Abstammung, der Klassifizierung des Bestands, aus dem die Partie stammt, und ggf. des Wunsches des Pflanzgutzüchters, des Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten.

Die Dienststelle kann Proben von den zur Zertifizierung unterbreiteten Partien entnehmen, um zu prüfen, ob sie den Normen entsprechen.

Eine identifizierte Probe von wenigstens 120 Knollen pro Partie, die für das Nachkontrollfeld bestimmt sind, wird bei der Zertifizierung von der Dienststelle entnommen.

10. Zertifizierung

10.1. Allgemeines

Eine Pflanzgutpartie ist eine Menge von homogenen Pflanzkartoffeln (homogen bedeutet, dass deren Zusammensetzung und Aussehen einheitlich ist), die im Hinblick auf das Inverkehrbringen aufbereitet werden, dieselbe Sorte, Kategorie, Klasse und Herkunft besitzen und dieselbe Bezugsnummer (amtliche Produktionsnummer) aufweisen.

Die endgültige Klasse der Pflanzgutpartie ist "bestenfalls" jene, die bei der Feldkontrolle vergeben wurde oder gegebenenfalls jene, die sich aus den pflanzenschutzlichen Prüfungen nach Punkt 10.2. ergeben und aus der Anwendung der unter Punkt 7.2. angeführten Normen.

Der Inspektor prüft, ob die Partie auf der Grundlage einer Kontrolle der aus dieser Partie gezogenen repräsentativen Proben konform ist.

Die Anzahl der zu kontrollierenden repräsentativen Proben hängt ab von der Menge des behandelten Pflanzguts und von deren Verpackung. Handelt es sich um Pflanzgutpartien in Packungen von höchstens 50 kg werden für die Proben die Normen der nachstehenden Tabelle angewandt.

Behandelter Tonnengehalt	Anzahl zu prüfende Säcke (25 kg)	Anzahl zu prüfende Säcke (50 kg)
< 5 Tonnen	Mindestens 2	2
5-25 Tonnen	Mindestens 5	Mindestens 3
26-75 Tonnen	Mindestens 6	Mindestens 4
76-125 Tonnen	Mindestens 8	Mindestens 5
> 125 Tonnen	Mindestens 10	Mindestens 6

Handelt es sich um Pflanzgutpartien in Packungen von mehr als 50 kg wird die Kontrolle bei der Verpackung durchgeführt auf fiktiven Einheiten von 50 kg und werden die Normen der nachstehenden Tabelle angewandt.

10.2. Normen

10.2.1. Sortenreinheit

Die Anzahl der Knollen, die offensichtlich nicht der Sorte angehören darf folgende Werte nicht übersteigen:

Vorstufenpflanzgut: 0,00 % ;

Basispflanzgut S: 0,01 % ;

Basispflanzgut SE, und E1, E2 und E3: 0,05 % ;

Zertifiziertes Pflanzgut A und B: 0,10 % .

10.2.2. Gesundheitszustand und sonstige Mängel

a) Erdbesatz oder nicht und andere Fremdkörper : 1 % des Gewichts

b) Trocken oder Nassfäule: 0,5 % des Gewichts mit maximal folgendem Anteil durch *Erwinia* spp und *Dickeya* spp:

- 0,00 % des Vorstufenpflanzguts und des Basispflanzguts S,

- 0,10 % des Basispflanzguts SE und E1, E2 und E3

- 0,25 % des zertifizierten Pflanzguts A und B.

c) Äußere Mängel (z.B. missgebildete, verletzte oder feinschalige Knollen): 3 % des Gewichts

d) Schorf:

1) Kartoffelschorf (*Streptomyces spec.*): für alle Klassen beträgt die Toleranzgrenze:

a. im Falle des gewöhnlichen Tiefschorfs maximal 10 Schäden, die maximal 1/8 der Oberfläche des Knollens ausmachen, auf fast allen Knollen.

b. im Falle des Oberflächenschorfs, ein Befall von maximal 1/4 der Oberfläche des Knollens auf fast allen Knollen.

Diese Normen werden nach einem von der Dienststelle festgelegten Verfahren eingehalten.

Die Knollen, für die die unter den Punkten a und b beschriebenen Toleranzen überschritten werden, und die auf mehr als einem Drittel ihrer Oberfläche von Kartoffelschorf befallen sind, können dennoch auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass ihr Gewicht nicht 5 Gewichtsprozent der in Verkehr gebrachten Partie übersteigt, und dass eine gemeinsame Erklärung verfasst wird, aus der hervorgeht, dass sowohl der Lieferant als auch der Käufer über den Prozentsatz der mit Kartoffelschorf befallenen Knollen informiert worden sind. Diese Erklärung muss durch den Aufbereiter verfasst werden.

2) Silberschorf (*Helminthosporium solani*): Die zur Kontrolle vorgeführte Partie darf nicht mehr als 5 Gewichtsprozent befallener Knollen umfassen. Als befallen gelten die Knollen, die einen Teil ihres Prallzustands verloren haben (Turgeszenz) sowie unter der Voraussetzung, dass mindestens ein Auge betroffen ist.

3) Pulverschorf (*Spongopora subterranea*):

Vorstufenpflanzgut: 0,00 % des Gewichts

Basispflanzgut SE, SE, E1, E2, E3: 0,20 % des Gewichts

Zertifiziertes Pflanzgut A und B): 0,25 % des Gewichts (Knollen, die wenigstens auf einem Drittel ihrer Oberfläche befallen sind).

e) Gesamttoleranz für die vorerwähnten Punkte b, c und d1 (im Falle des Kartoffelschorfs müssen die Knollen, auf wenigstens einem Drittel ihrer Oberfläche befallen sein): 6 % des Gewichts

f) Rhizotonia (*Rhizoctonia solani*): die maximale Toleranz bei einem leichten Befall (in % der Knollen) liegt bei 10 % für das Vorstufenpflanzgut und das Basispflanzgut und bei 25 % für das Zertifizierte Saatgut.

Die Knollen, die einen mittleren oder schweren Befall durch *Rhizoctonia solani* aufweisen, sind zu vernichten.

Diese Normen werden nach einem von der Dienststelle festgelegten Verfahren eingehalten.

g) Virus YNTN: der maximale Prozentsatz (Gewichtsprozent) an Knollen, die Symptome dieses Virus aufweisen, beträgt:

- bei Vorstufenpflanzgut : 0,0;

- bei Basispflanzgut (S, SE, und E1, E2 und E3): 0,1;

- bei Zertifiziertem Pflanzgut (A und B): 0,5.

h) Die Partien mit geschrumpften, erschöpften, vertrockneten oder frühzeitig gekeimten Knollen werden abgelehnt.

i) Die zweifelhaften Pflanzgutpartien werden durch den Inspektor der Dienststelle unter Quarantäne gestellt, insbesondere:

1) die Partien, die Druckstellen aufweisen, die über die folgenden Normen hinausgehen

a. Falls $\text{Æ} > 1,5$ cm und die Tiefe < 3 mm : maximal 6 Gewichtsprozent

b. Falls $\text{Æ} < 1,5$ cm und die Tiefe > 3 mm : maximal 6 % des Gewichts

c. Falls $\text{Æ} > 1,5$ cm und die Tiefe > 3 mm : maximal 1 % des Gewichts

2) die Partien, die Knollen aufweisen, die von einer *Fusarium*-Art befallen sind;

3) die Partien, die Frostschäden aufweisen;

4) die Partien, die leicht mit Nassfäule befallen sind und allgemein jede Partie die Symptome der Fäule aufweisen.

Diese Pflanzgutpartien werden nur dann angenommen, wenn sie im Anschluss an eine neue Kontrolle, die wenigstens zwei Wochen nachdem sie unter Quarantäne gestellt wurden, durchgeführt wird, die Normen erfüllen.

j) die Pflanzkartoffeln sind frei von *Globodera rostochiensis*, *Globodera pallida*, *Synchytrium endobioticum*, *Clavibacter michiganensis* subsp *sepedonicus* und *Ralstonia solanacearum*.

Jede Partie, die Gegenstand einer Behandlung zur Verhinderung oder Verminderung der Keimfähigkeit war, wird abgelehnt. Eine Genehmigung zur Anwendung einer Behandlung mit zugelassenen Produkten, die die Keimfähigkeit zeitweilig einschränken, kann bei der Dienststelle beantragt werden.

10.2.3. Sortierung

a) Um zertifiziert und in Verkehr gebracht werden zu können, müssen die Pflanzkartoffeln den folgenden Anforderungen genügen:

1) eine Mindestgröße aufweisen, die zur Folge, dass sie ein Sieb mit quadratischen Maschen von 25 mm Seitenlänge nicht passieren können;

2) der zulässige Größenunterschied der Knollen einer Partie darf 25 mm nicht übersteigen;

3) bei Knollen, die größer als 35 mm sind, werden die Ober- und Untergrenzen der Sortierung durch ein Vielfaches von 5 ausgedrückt;

4) eine Partie enthält nicht mehr als 3 % des Gewichts an Knollen, die das Mindestmaß unterschreiten und nicht mehr als 3 % des Gewichts an Knollen, die das angegebene Höchstmaß übersteigen. Insgesamt darf der Anteil der Knollen, die die Anforderungen hinsichtlich der Größe nicht erfüllen, nicht mehr als 5 % des Gewichts ausmachen.

b) Auf schriftlichen Antrag kann die Dienststelle andere Größen zulassen, insbesondere falls die Pflanzkartoffeln für die Ausfuhr bestimmt sind.

c) Die Anforderungen hinsichtlich der Größe sind nicht auf das Vorstufenpflanzgut CT anwendbar.

10.3. Etikettierung von amtlich zertifizierten Pflanzgutpartien

10.3.1. Allgemeines

Alle Packungen oder Behältnisse, die Pflanzkartoffeln enthalten, müssen außen ein von der Dienststelle ausgestelltes amtliches Etikett tragen. Dieses ist so anzubringen, dass ein Austausch durch andere Dokumente oder seine Wiederverwendung unmöglich ist.

Für die Etiketten wird ein reißfestes Material verwendet.

Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert.

Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet.

Die Dienststelle stellt die Etiketten nur dann aus, wenn das gesamte Pflanzgut die gesamten Anforderungen für die Zertifizierung erfüllt.

10.3.2. Vorgeschriebene Angaben

Die Packungen sind mit einem amtlichen Etikett versehen, das die folgenden Angaben umfasst:

- 1) den Vermerk "EU-Vorschriften und -normen";
- 2) die Anerkennungsstelle und den Mitgliedstaat oder deren Zeichen;
- 3) den Vermerk: "Solanum tuberosum";
- 4) die Bezugsnummer der Partie;
- 5) das Datum der Verschließung oder der amtlichen Probe (Tag (fakultativ) - Monat - Jahr);
- 6) die Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
- 7) das Erzeugerland (Herkunftsland);
- 8) die Kategorie und Klasse;
- 9) die Sortierung;
- 10) das angegebene Nettogewicht;
- 11) den Vermerk: "desinfiziert oder nicht";
- 12) die Zulassungsnummer des Aufbereiters;
- 13) den "EU-Pflanzenpass", ggf. mit Angabe des geschützten Gebiets, für das die Pflanzkartoffeln zugelassen sind.

Gegebenenfalls kann für das Basispflanzgut die Bezeichnung der gemeinschaftlichen Klasse hinzugefügt werden: Je nach Fall "EWG1", "EWG2" oder "EWG3".

Für die Sorten, für die ein Verfahren zur Eintragung in den Nationalen Sortenkatalog eingeleitet worden ist und für die eine Genehmigung für das Inverkehrbringen der Pflanzkartoffeln ausgestellt worden ist (siehe Punkt 2.5 und Anlage 2) muss das Etikett die folgenden Angaben umfassen:

- 1) für die Bezeichnung der Sorte: die Referenz des Pflanzgutzüchters, die vorgeschlagene Bezeichnung oder die genehmigte Bezeichnung und gegebenenfalls die Nummer des amtlichen Eintragungsantrags der Sorte in den Nationalen Sortenkatalog;
- 2) der Vermerk "noch nicht amtlich eingetragene Sorte";
- 3) der Vermerk "Nur für Versuchszwecke";
- 4) die Sortierung.

Auf dem Etikett des Aufbereiters sowie auf der Packung oder in der Verpackung können weitere Angaben aufgeführt werden.

Die amtlichen Zertifizierungsetiketten weisen eine Mindestgröße von 110 mm x 67 mm auf und sind:

- 1) weiß mit einem diagonalen violetten Strich bei Vorstufenpflanzgut
- 2) weiß bei Basispflanzgut S, SE, und E1, E2 und E3)
- 3) blau bei Zertifiziertem Pflanzgut A und B
- 4) orange für die Sorten, für die ein Verfahren zur Eintragung in den Nationalen Sortenkatalog eingeleitet worden ist und für die eine Genehmigung für das Inverkehrbringen der Pflanzkartoffeln ausgestellt worden ist (siehe Punkt 2.5 und Anlage 2).

10.4. Amtliche Verschließung von zertifizierten Pflanzgutpartien

Die Packungen sind ungebraucht und mit einem Verschlussystem ausgestattet und die Behältnisse sind mit einem Verschlussystem ausgestattet. Das Verschlussystem ist jedoch nicht erforderlich bei Säcken mit Nahtverschluss. In diesem Fall wird das unzerreißbare (Klebe)Etikett, das keine vorherige Durchbohrung aufweist, von der die Packung verschließenden Naht zurückgehalten. Jedes Etikett, das die Spur von mehr als einer Naht aufweist, verstößt gegen die Regelung.

Nach der Zertifizierung und der endgültigen Verschließung kann die Dienststelle weitere Proben nehmen.

10.5. Transport von zertifiziertem Pflanzgut in loser Schüttung

Der Abtransport von zertifiziertem Pflanzgut in loser Schüttung in Lastwagen oder Behältnissen aus den Anlagen eines Aufbereiters wird unter folgenden Bedingungen erlaubt:

- 1) die Kontrollen beim Verladen und bei der Annahme müssen wenigstens einen Arbeitstag im Voraus bei der Dienststelle beantragt werden;
- 2) die Lastwagen oder Anhänger müssen beim Verladen sauber sein;
- 3) wird die Ware entweder von den Einrichtungen eines Aufbereiters zu jenen eines anderen Aufbereiters oder zu dem Endverbraucher transportiert, so müssen die Lastwagen oder Anhänger, die mit einem Verschlussystem ausgestattet sind, das so verschlossen werden kann, dass es nicht möglich ist, den Inhalt zu manipulieren, ohne dass dieses Verschlussystem Spuren einer Manipulation zeigt, verschlossen sein. Die Etiketten werden an der Plombe des Lastwagens oder des Anhängers befestigt, so dass sie nicht ohne Beschädigung entfernt werden können.

Für den Fall, dass die Ware vor Ort durch den Endverbraucher des Pflanzguts oder durch eine in seinem Namen handelnde Drittperson abgeholt wird, ist die Anwesenheit eines Inspektors der Dienststelle nicht vorgeschrieben; die Bescheinigungen werden am Lieferschein befestigt, auf dem ihre Nummern angegeben werden. Das genaue Gewicht sowie der Name des Empfängers sind auf der Bescheinigung anzugeben.

Die Anwesenheit des Inspektors bei dem Entladen ist nicht erforderlich, falls es sich bei dem Empfänger um den Endverbraucher des Pflanzguts handelt. Dieser darf das Pflanzgut nicht an andere Personen abgeben.

10.6. Abgelehnte Pflanzgutpartien

Die Pflanzgutpartien, die die Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht erfüllen, werden abgelehnt. Der Einschreibende informiert die Dienststelle über die Zweckbestimmung der abgelehnten Partien.

Keine Handhabung oder Bewegung dieser Partien wird erlaubt, ohne dass die Dienststelle vorab darüber informiert worden ist.

Im Falle einer Beanstandung der Ergebnisse der bei der Sortierung und der Zertifizierung durchgeführten Kontrollen, die zu einer Ablehnung geführt haben, kann der Aufbereiter innerhalb von drei Arbeitstagen nach der Mitteilung der Ablehnung eine zusätzliche Kontrolle beantragen. Diese neue Kontrolle wird auf neuen Proben durchgeführt, die gemäß Punkt 10.1. und in Anwesenheit des Aufbereiters oder seines Stellvertreters aus dieser Partie gezogen werden.

Das Ergebnis der erneuten Prüfung ist endgültig.

11. Vorgänge auf Partien mit zertifiziertem Saatgut

11.1. Aufteilung und Neuverpackung der zertifizierten Pflanzgutpartien (mit Ausnahme der kleinen Verpackungen)

Unter der Aufsicht eines amtlich anerkannten Inspektors kann eine Aufteilung oder Neuverpackung von Partien mit Pflanzkartoffeln in allen Stadien vor der Verwendung durchgeführt werden.

Die aufgeteilten und neuverpackten Partien mit Pflanzkartoffeln werden mit neuen Etiketten versehen, die die gleichen Angaben wie die ursprünglichen Etiketten tragen, zuzüglich folgender:

1) das Datum der neuen Verschließung;

2) die Bezeichnung der Zertifizierungsinstanz, die die vorige Verschließung vorgenommen hat.

11.2. Verteilung in Kleinpäckungen

11.2.1. Modalitäten

Die Kleinpäckungen im Sinne des vorliegenden Erlasses sind alle Päckungen, für die das in Punkt 11.2.2. angeführte Dokument vorliegt, und die maximal 5 kg zertifiziertes Pflanzgut enthalten.

Nur das Pflanzgut der Kategorie "Zertifiziertes Pflanzgut", das in Päckungen enthalten ist, für die die gängigen amtlichen Dokumente vorliegen, kann in Kleinpäckungen verteilt werden.

Das Verschlusssystem der Kleinpäckungen ist so zu gestalten, dass jegliche Öffnung oder Beschädigung festgestellt werden kann.

Die Verpackung in Kleinpäckungen darf nur durch von der Dienststelle zugelassene Verpacker von Kleinpäckungen durchgeführt werden.

11.2.2. Durch den Verpacker von Kleinpäckungen ausgestelltes Dokument

Die Kleinpäckungen werden mit einem Dokument versehen, das die nachstehend Angaben umfasst:

1) die Zulassungsnummer des Verpackers von Kleinpäckungen;

2) der Vermerk "Pflanzkartoffeln";

3) der Name der Sorte;

4) die Kategorie und Klasse;

5) das Nettogewicht beim Verpacken;

6) Gegebenenfalls der Vermerk "chemisch behandelt".

Sind die Kleinpäckungen durchsichtig oder aus maschigem Material kann das oben erwähnte Dokument mit in die Päckung hinein gegeben werden.

11.2.3. Kontrollmarke

Zusätzlich zu dem vorerwähnten Dokument werden die Kleinpäckungen mit einer Kontrollmarke versehen, die sich entweder auf oder in der Päckung befindet. Die Kontrollmarken werden von der Dienststelle auf Anfrage des Verpackers von Kleinpäckungen oder von Letztgenanntem unter Aufsicht der Dienststelle ausgestellt.

Jede Kontrollmarke umfasst die folgenden Angaben:

1) die Bezeichnung der Dienststelle - Belgien;

2) den Vermerk "Kleinpäckung";

3) das Erzeugerland;

4) die laufende Nummer;

5) den Vermerk "Zertifiziertes Pflanzgut";

6) den Vermerk: "EU-Pflanzenpass (Austausch)" (ausgetauschter Pflanzenpass).

Die Farbe der Marke ist blau.

11.2.4. Kombiniertes Dokument

Die Kontrollmarken können mit den Dokumenten des Verpackers von Kleinpäckungen kombiniert werden. Der Verpacker von Kleinpäckungen stellt bei der Dienststelle einen entsprechenden Antrag und verpflichtet sich, nur die angegebenen Dokumente zu verwenden.

11.2.5. Materialbuchhaltung

Eine Materialbuchhaltung wird im Laufe der Verpackung in Kleinpäckungen geführt und der Dienststelle auf ihren Antrag vorgelegt.

Sie umfasst folgende Angaben:

a) Für die Päckungen deren Inhalt neu aufgeteilt wird:

1) die Sorte;

2) die Bezugsnummer der Partie unter Angabe des Landes, deren Kontrolldienststelle die letzte Zertifizierung vorgenommen hat;

3) das angegebene Nettogewicht;

4) die Nummern der Kontrolldokumente, die die Päckungen mit neu aufzuteilem Pflanzgut decken;

5) die Kategorie und Klasse des Pflanzguts;

b) Für die Kleinpäckungen:

1) das Datum der Verpackung in Kleinpäckungen;

2) pro Gewichtskategorie die Anzahl Kleinpäckungen;

3) die Nummern der Kontrollmarken oder der ausgestellten kombinierten Dokumente.

11.2.6. Neuverpackung

Ohne vorab erteilte Genehmigung der Dienststelle dürfen die Pflanzkartoffeln, die bereits in Kleinpäckungen verpackt worden sind, nicht in andere Kleinpäckungen neu verpackt werden.

Dieser Vorgang hat unter der Aufsicht der Dienststelle stattzufinden.

11.3. Entsiegeln der Pflanzgutpartien

Die Aufbereiter teilen der Dienststelle mit, dass die amtlich zertifizierten Partien nicht als Pflanzkartoffeln in Verkehr gebracht werden. Die Bestimmung dieser Partien muss angegeben werden, und die benutzten Etiketten müssen der Dienststelle zur Verfügung gestellt werden.

12. Nachkontrollfeld

Das Nachkontrollfeld wird mit Proben angelegt, die nach der Krautvernichtung auf dem Feld gezogen worden sind (Punkt 6), Proben, die bei der Zertifizierung gezogen worden sind (Punkt 9) sowie Proben von eingeführtem Ausgangspflanzgut, um die Übereinstimmung der in Verkehr gebrachten Pflanzkartoffeln mit den europäischen und wallonischen Anforderungen für die Zertifizierung zu prüfen.

Die gepflanzten Proben werden folgenden Zählungen unterworfen: Anzahl nicht aufgegangener Pflanzlinge, Anzahl von Virosen befallener Pflanzlinge (Blattrollkrankheit, schweres Mosaik, leichtes Mosaik), Anzahl Pflanzlinge mit Welkeerscheinungen (durch Bakterien *Erwinia* spp; *Dickeya* spp oder Pilzbefall, usw.)

13. Einführung und Einfuhr

13.1. Aus einem Mitgliedstaat eingeführte Pflanzlinge

13.1.1. Nicht aufbereitete oder teilweise aufbereitete Partien

Die Einführung von nicht aufbereiteten oder teilweise aufbereiteten Partien im Hinblick auf ihre Verpackung in der Wallonischen Region wird gestattet, unter der Bedingung, dass die ausländische Zertifizierungs- und Kontrolldienststelle Sicherheiten bietet.

Nach gegebenenfalls durchgeführten ergänzenden virologischen Tests werden die Pflanzlinge wie in Punkt 10 beschrieben behandelt.

Was das Vermehrungsgut betrifft, das einer Sorte angehört, die weder im gemeinschaftlichen noch im Nationalen Katalog angeführt wird, muss der Beweis gebracht werden, dass das Pflanzgut je nach Fall nach Vermehrung oder Sortierung für die Ausfuhr in ein Drittland bestimmt ist.

13.1.2. Zertifiziertes Pflanzgut

Bei der Einführung ist die Kontrolle für Erzeugnisse, die sich in der EU im zollrechtlich freien Verkehr befinden, nicht vorgeschrieben.

13.2. Aus einem Drittland eingeführte Pflanzlinge

Die Formalitäten bezüglich der Einfuhr von Pflanzlingen werden festgelegt durch den Königlichen Erlass vom 22. September 1993 zur Regelung der Einfuhr und der Einführung von Saatgut und Pflanzgut bestimmter Pflanzenarten und von forstlichem Vermehrungsmaterial.

Die Zollverwaltung kann die Einfuhr von Pflanzkartoffeln nur dann zulassen, wenn sie mit einem von der Dienststelle ausgestellten Kontrolldokument versehen sind, aus dem hervorgeht, dass die Pflanzlinge die in den Beschlüssen der Europäischen Union vorgesehenen Anforderungen erfüllt. Ist die Äquivalenz nicht erwiesen, muss die Dienststelle zu Rate gezogen werden.

Die Einfuhr kann erlaubt werden, wenn:

- 1) das Pflanzgut einer Sorte angehört, die an amtlichen Versuchen zwecks ihrer Eintragung in dem Nationalen Katalog teilnimmt, und dieses Saatgut für diese Versuche bestimmt ist;
- 2) das Pflanzgut für die Auswahl oder wissenschaftliche Zwecke bestimmt ist;
- 3) das Pflanzgut für die Vermehrung durch den Bevollmächtigten unter Aufsicht der Dienststelle bestimmt ist;
- 4) das Pflanzgut für die Wiederausfuhr in Drittländer bestimmt ist.

In den vorgenannten Fällen muss der Beweis geliefert und dem Einfuhrdokument beigelegt werden.

Die folgenden Bedingungen müssen beachtet werden:

14. Zertifizierung des für die Ausfuhr bestimmten Kartoffelpflanzguts

Die Zertifizierung dieser Erzeugnisse wird nach den auf das wallonische Pflanzgut anwendbaren Regeln durchgeführt und findet ausschließlich in den Räumlichkeiten eines zugelassenen Aufbereiteters statt.

Was das Vermehrungsgut betrifft, das einer Sorte angehört, die weder im Gemeinschaftlichen noch im Nationalen Katalog angeführt wird und das für die Ausfuhr in ein Drittland bestimmt ist, muss der sich der Einschreibende verpflichten, das zertifizierte Pflanzgut nicht innerhalb der Europäischen Union in Verkehr zu bringen.

Auf Antrag des Exporteurs kann die Zertifizierung jedoch nach anderen Kriterien stattfinden, um entweder den im Einvernehmen vereinbarten Handelsverpflichtungen Rechnung zu tragen, oder sich an die im Einfuhrland geltenden Vorschriften anzupassen. In diesen Fällen werden gegebenenfalls spezifische Dokumente verwendet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014 über die Erzeugung und den Verkehr von Pflanzkartoffeln beigelegt zu werden.

Namur, den 20. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

Anlage 2

Bedingungen für das Inverkehrbringen von Pflanzkartoffeln, die einer Sorte angehören, für die ein Antrag auf Eintragung in den Nationalen Sortenkatalog gestellt wurde

1. Antrag

Die Zulassung muss von der Person, die einen Antrag auf Eintragung der betroffenen Sorte in den Nationalen Sortenkatalog ordnungsgemäß unterbreitet hat, oder von deren Mandatsträger bei der Dienststelle beantragt werden. Folgende Unterlagen müssen eingereicht werden:

- a) die vorgesehenen Versuche und Analysen;
- b) der Name des Mitgliedstaats oder der Mitgliedstaaten, in denen diese Tests und Versuche durchgeführt werden müssen;
- c) eine Beschreibung der Sorte;
- d) die Erhaltungsauslese der Sorte.

2. Bedingungen

Die Zulassung wird nur für die Versuche und Analysen gewährt, die in den landwirtschaftlichen Betrieben durchgeführt werden, um Informationen über den Anbau oder die Verwendung der Sorte zu sammeln.

Die Pflanzkartoffeln im Freilandanbau müssen den folgenden Mindestanforderungen genügen:

a) Der zahlenmäßige Anteil an Pflanzen, die mit Schwarzbeinigkeit befallen sind, überschreitet bei der amtlichen Feldbesichtigung nicht 4 % ;

b) bei der direkten Nachkommenschaft überschreitet der zahlenmäßige Anteil an nicht sortenechten Pflanzen nicht 0,5 % und der Anteil an Pflanzen fremder Sorten nicht 0,2 % ;

c) bei der direkten Nachkommenschaft überschreitet der zahlenmäßige Anteil an Pflanzen mit Anzeichen von schweren Virosen nicht 10 % . Unberücksichtigt bleibt leichtes Mosaik, d.h., wenn nur leichte Verfärbungen ohne Verformungen der Blätter vorliegen;

d) bei Beurteilung der Nachkommenschaft einer Sorte, die chronisch mit einem Virus befallen ist, bleiben die durch diesen Virus verursachten leichten Anzeichen unberücksichtigt

e) Die in Punkt c) und Punkt d) vorgesehenen Toleranzen gelten nur für Virose, die durch Viren verursacht werden, welche in Europa verbreitet sind;

f) Die Anbaufläche ist weder von *Globodera pallida*, noch von *Globodera rostochiensis* befallen;

g) Der Feldbestand ist frei von:

1) *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc.;

2) *Corynebacterium sepedonicum* (Spieck. & Kotth.) Skapt & Burkh.

Die Partien von Pflanzkartoffeln müssen den folgenden Mindestanforderungen genügen:

a) die Toleranzen für folgende Unreinheiten, Mängel und Krankheiten bei Pflanzkartoffeln beachten:

i. Fremdstoffe: 2 % des Gewichts

ii. Nass- und Trockenfäule, soweit diese nicht durch *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* oder *Pseudomonas solanacearum* verursacht werden: 1 % des Gewichts

iii. Äußere Fehler (z.B. missgebildete oder beschädigte Knollen): 3 % des Gewichts

iv. Kartoffelschorf: Knollen, die auf einer Oberfläche von mehr als 1/3 befallen sind: 5 % des Gewichts

v. Gesamttoleranzen für die Punkte ii bis iv: 6 % des Gewichts

b) die Pflanzkartoffeln sind frei von *Globodera pallida* und *Globodera rostochiensis*, *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* und *Pseudomonas solanacearum*.

3. Prüfung

Die Einhaltung der in Punkt 2 angeführten Bedingungen wird durch eine amtliche Prüfung bewertet.

Die Bewertung der Einhaltung der Bedingungen bezüglich der Sortenidentität und der Sortenreinheit erfolgt auf der Grundlage der Sortenbeschreibung durch den Antragsteller oder gegebenenfalls auf der Grundlage der vorläufigen Sortenbeschreibung, die auf den Ergebnissen der amtlichen Prüfung der Unterscheidbarkeit, Beständigkeit und Homogenität der Sorte gemäß Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten beruht.

Die Prüfung erfolgt nach international üblichen Verfahren, soweit diese Bestand haben. Im Hinblick auf die Prüfung werden amtlich Proben mittels geeigneter Verfahren aus homogenen Partien entnommen.

4. Mengen

Die für jede Sorte zugelassenen Mengen dürfen 0,1 % der Pflanzgutmengen derselben Sorte, die in dem Mitgliedstaat oder in den Mitgliedstaaten, für den bzw. für die das Saatgut bestimmt ist, verwendet werden, nicht überschreiten. Wenn diese Mengen nicht ausreichen, um 10 Hektar pro Bestimmungsmitgliedstaat einzusäen, kann die Dienststelle die erforderliche Menge zulassen, um 10 ha anzupflanzen.

5. Verpackung und Verschließung

Das Pflanzgut darf nur in Packungen oder Behältnissen in Verkehr gebracht werden, die mit einem Verschlusssystem versehen sind. Packungen und Behältnisse müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Punkt 6 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen. Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder das amtliche Etikett oder eine amtliche Verschlusssicherung ein.

Die Packungen sind ungebraucht und die Behältnisse sind sauber.

6. Etikettierung

Die Packungen von Saatgut tragen ein orangefarbenes amtliches Etikett mit einer Aufschrift in französischer Sprache und gegebenenfalls in einer oder mehreren Amtssprachen der Europäischen Union. Dieses Etikett enthält mindestens folgende Informationen:

a) die Anerkennungsstelle und den Mitgliedstaat, oder deren Unterscheidungszeichen;

b) die Bezugsnummer der Partie;

c) den Monat und das Jahr der Verschließung;

d) die Art;

e) die Bezeichnung der Sorte, unter der das Saatgut in Verkehr gebracht werden soll (die Referenz des Saatzüchters, die vorgeschlagene Bezeichnung oder die genehmigte Bezeichnung), und gegebenenfalls die Nummer des amtlichen Eintragungsantrags der Sorte;

f) die Angabe "noch nicht amtlich eingetragene Sorte";

g) den Vermerk "Nur für Versuchs- und Analysezwecke";

h) gegebenenfalls den Vermerk "genetisch veränderte Sorte";

i) die Sortierung;

j) das angegebene Netto- oder Bruttogewicht;

k) bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmassen oder sonstigen festen Zusätzen, die Art des Zusatzes sowie das geschätzte Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

7. Chemische behandeling

Jegliche chemische behandeling wird entweder auf dem in Punkt 6 vorgesehenen amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung oder auf dem Behältnis vermerkt.

8. Gültigkeitsdauer und Erneuerung

Unbeschadet eines durch einen Mitgliedstaat in Anwendung des Artikels 14 der vorerwähnten Entscheidung 2004/842/EG vom 1. Dezember 2004 verkündeten Verbots gilt die gemäß den vorliegenden Bestimmungen gewährte Zulassung für einen Zeitraum, der ein Jahr ab dem Datum ihrer Ausstellung nicht überschreiten darf. Die Zulassung kann für Zeiträume erneuert werden, die jeder ein Jahr nicht überschreiten dürfen. Dem Antrag auf Erneuerung werden folgende Unterlagen beigefügt:

a) eine Referenz der ursprünglichen Zulassung;

b) jede verfügbare Information zur Ergänzung der bereits übermittelten Informationen über die Beschreibung, die Erhaltungsauslese und/oder den Anbau oder die Verwendung der Sorte, die Gegenstand der ursprünglichen Zulassung ist;

c) Belege, durch die bescheinigt wird, dass die Bewertung im Hinblick auf die Eintragung in den Nationalen Katalog der betreffenden Sorte noch nicht abgeschlossen ist, falls die Dienststelle keinen Zugang durch andere Mittel zu dieser Information hat.

Die Zulassung ist nicht mehr gültig, wenn der Antrag auf Eintragung in den Nationalen Sortenkatalog entzogen oder verweigert wird, oder wenn die Sorte im Katalog eingetragen ist.

9. Informationspflicht

Wenn die Dienststelle dies fordert, übermittelt der Antragsteller einer Zulassung der Dienststelle Folgendes:

a) die Ergebnisse der Versuche oder Analysen, die in den landwirtschaftlichen Betrieben durchgeführt wurden, um die Informationen über den Anbau oder die Verwendung der Sorte zu sammeln;

b) die Menge des im Laufe des zugelassenen Zeitraums in Verkehr gebrachten Pflanzguts pro Mitgliedstaat, für den das Pflanzgut bestimmt ist.

Die in den Punkten a) und b) angeführten Informationen sind vertraulicher Art.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014 über die Erzeugung und den Verkehr von Pflanzkartoffeln beigefügt zu werden.

Namur, den 20. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202855]

**20 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de productie en het in de handel brengen van pootaardappelen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, artikel 3, 1°, 2°, 3°, 5° en 9°;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement voor de productie van pootaardappelen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement voor de productie van pootaardappelen;

Gelet op het overleg gepleegd op 23 oktober 2013 tussen de Gewestregeringen en de federale overheid, goedgekeurd op 20 november 2013;

Gelet op advies 54.786/4 van de Raad van State, gegeven op 24 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Doel, reikwijdte en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Dit besluit strekt meer bepaald tot de omzetting van Richtlijn 2002/56/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van pootaardappelen.

Art. 2. § 1. Dit besluit is van toepassing op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen van pootaardappelen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op pootgoed bestemd voor uitvoer naar landen die geen lid zijn van de Europese Unie, voor zover de bestemming door de producent, de bereider of de houder kan worden bewezen en voor zover, indien de pootaardappelen zich in bereidingsplaatsen, magazijnen, en opslagplaatsen bevinden, een duidelijk zichtbaar bordje erbij is geplaatst met de vermelding "pootgoed bestemd voor de uitvoer naar andere landen dan deze van de E.U."

Art. 3. Dit besluit is van toepassing onverminderd de federale bevoegdheden inzake

1° fytosanitair gebruik en met name de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

2° de bescherming van de industriële of commerciële eigendom.

Art. 4. In de zin en met het oog op de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister": de Minister van Landbouw;

2° "Dienst" : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, die de bevoegde overheid is voor de certificering;

3 "Basispootgoed": aardappelknollen :

a) die zijn voortgebracht volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras en de gezondheidstoestand;

b) die vooral bestemd zijn voor voortbrenging van gecertificeerde pootaardappelen;c) die voldoen aan de in de bijlage I bij dit besluit voor basispootgoed gestelde minimumvoorwaarden, en

d) waarvoor bij een officieel onderzoek is gebleken dat de voorwaarden bedoeld in punten a,b en c zijn vervuld;

4° "Gecertificeerd pootgoed": aardappelknollen :

a) die rechtstreeks afkomstig zijn van basispootgoed, van gecertificeerd pootgoed, of van pootgoed van een aan het basispootgoed voorafgaand stadium waarvan is gebleken dat het aan de voorwaarden voor basispootgoed voldoet;

b) die vooral bestemd zijn voor een andere voortbrenging dan die van pootaardappelen;

c) die voldoen aan de in bijlagen I bij dit besluit voor gecertificeerd pootgoed gestelde minimumvoorwaarden, en

d) waarvoor bij een officieel onderzoek is gebleken dat de voorwaarden bedoeld in punten a,b en c zijn vervuld;

5° "In de handel brengen": de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van pootaardappelen aan derden met het oog op commercieel gebruik, tegen of zonder vergoeding.

Onder " in de handel brengen " wordt niet verstaan de handel van pootaardappelen die niet is gericht op een commercieel gebruik van het ras, zoals de beschikbaarstellen van pootaardappelen aan officiële onderzoeks- en controle-instanties en de levering van pootaardappelen aan verleners van diensten voor verwerking of verpakking, voor zover de verlener van diensten geen rechten op de geleverde pootaardappelen verwerft.

Onder " in de handel brengen " wordt niet verstaan het leveren van pootgoed onder bepaalde voorwaarden aan verleners van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van pootgoed voor dat doel, voor zover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde pootgoed noch op de opbrengst van de teelt verwerft.

De leverancier van het pootgoed verstrekt de certificeringsdienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener, en daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte pootgoed op dat moment voldoet.

6° Officiële maatregelen : maatregelen die uitgaan van of verricht worden :

a) door de overheden van een lidstaat,

b) door publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen onder verantwoordelijkheid van een lidstaat, c) voor hulpwerkzaamheden, door beëdigde natuurlijke personen eveneens onder toezicht van een lidstaat, mits de onder b) en c) genoemde personen geen bijzonder voordeel ontleenen aan het resultaat van deze maatregelen.

De voorwaarden voor de uitvoering van deze bepalingen worden vastgesteld door de Minister overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

HOOFDSTUK II. — *Certificering en in de handel brengen*

Afdeling 1. — Bepalingen ten aanzien van de kwaliteit

Art. 5. Pootaardappelen mogen slechts in de handel mogen worden gebracht, indien zij voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° officieel zijn goedgekeurd als "basispootgoed" of "gecertificeerd pootgoed" en voldoen aan de minimumvoorwaarden bedoeld in bijlage 1; in de handel gebrachte pootaardappelen die bij het in de handel brengen niet voldoen aan de in bijlage 1, punt 10.2, opgesomde minimale kwaliteitsvoorwaarden van de partijen pootaardappelen, mogen nochtans onder officieel toezicht worden gesorteerd. De niet-verwijderde pootaardappelen worden vervolgens aan een nieuw officieel onderzoek onderworpen;

2° behoren tot een ras dat voorkomt op de rassenlijst vastgesteld door de Minister of op de Gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouw- gewassen vastgesteld in toepassing van de Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst van landbouwgewassen;

3° gekalibreerd zijn overeenkomstig de bepalingen van bijlage 1, punt 10.2.3.

Art. 6. § 1. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 5, mag teeltmateriaal van generaties die aan het basispootgoed voorafgaan, in de handel worden gebracht. Ze worden in de categorie "prebasispootgoed" gecertificeerd.

§ 2. De voorwaarden waaronder het prebasispootgoed overeenkomstig § 1 in de handel mag worden gebracht, zijn de volgende:

1° het is voortgebracht volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras en de gezondheidstoestand;

2° het is vooral bestemd voor de productie van basispootgoed;

3° het voldoet bij de officiële onderzoeken aan de voor deze categorie vastgestelde minimumvoorwaarden bedoeld in bijlage 1;

4 het wordt aangeboden in verpakkingen of bakken die overeenstemmen met de bepalingen van dit besluit, en

5° deze verpakkingen of bakken zijn voorzien van een officieel etiket, waarop ten minste de in punt 10.3. van bijlage 1 bedoelde gegevens alsook de vermelding "prebasispootgoed" voorkomen.

§ 3. Slechts één generatie van prebasispootgoed mag gecertificeerd worden.

Art. 7. De afmetingsvoorwaarden van de pootaardappelen die met microvermeerdering worden gekweekt en de bijzondere eisen en aanwijzingen van die pootaardappelen worden in bijlage 1 vastgesteld.

Art. 8. Het is verboden pootaardappelen in de handel te brengen, indien zij met kiemremmende middelen zijn behandeld.

Art. 9. Het prebasispootgoed, het basispootgoed en het gecertificeerd pootgoed, afkomstig uit de Lidstaten van de Europese Unie, uit het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn aan geen enkele beperking van het in de handel brengen onderworpen voor zover zij in hun land of Gewest van herkomst officieel werden goedgekeurd en voor zover de verpakking of de bak officieel of onder officieel toezicht van een aanduiding werd voorzien en gesloten, overeenkomstig de bepalingen van Richtlijn 2002/56 EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van pootaardappelen.

Art. 10. Het is verboden aardappelpootgoed, dat geoogst werd in een land dat geen lid is van de Europese Unie, in de handel te brengen indien het niet dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede ten aanzien van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de identiteit, de aanduiding en de controle, en indien het in dit opzicht niet gelijkwaardig is aan basispootgoed of gecertificeerd pootgoed dat in de Europese Unie is geoogst.

Dit verbod is eveneens van toepassing op iedere nieuwe lidstaat van de Europese Unie gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking moet doen treden, ten einde te voldoen aan de bepalingen van Richtlijn 2002/56/EG.

Art. 11. § 1. Naast de minimale voorwaarden waaraan de pootaardappelen moeten voldoen en de minimale kwaliteitsvoorwaarden van de partijen van pootaardappelen worden bijkomende of strengere voorwaarden voor de certificering van de Waalse productie in bijlage 1 bepaald.

§ 2. De Minister kan, na hiertoe gemachtigd te zijn door de Europese Commissie, voor het in de handel brengen van pootaardappelen in het gehele Waalse grondgebied of in gedeelten ervan, strengere maatregelen treffen dan dewelke zijn vastgesteld in de bijlage 1, tegen schadelijke organismen die in de betrokken gebieden niet voorkomen of die voor de teelt in deze gebieden bijzonder nadelig kunnen zijn.

Bij onmiddellijk gevaar van binnendringen of uitbreiding van dergelijke schadelijke organismen kan hij vanaf het ogenblik waarop het verzoek werd gedaan tot het ogenblik waarop de Commissie hieromtrent definitief haar standpunt bepaalt, maatregelen treffen.

Art. 12. De indeling van de in artikel 4 bedoelde categorieën pootaardappelen in klassen die voldoen aan verschillende voorwaarden wordt in bijlage 1 bepaald.

Art. 13. Om sanitaire redenen moeten de in het grondgebied van het Waalse Gewest geproduceerde pootaardappelen tijdens hun productie, afmeting, opslag, vervoer en behandeling van de andere aardappelen gescheiden worden gehouden.

Art. 14. In afwijking van het bepaalde in artikel 5 worden de op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigde producenten gemachtigd voor het in de handel brengen van :

1° kleine hoeveelheden pootaardappelen voor wetenschappelijke of kweekdoeleinden volgens de voorwaarden bepaald door de Minister of de leidend ambtenaar van de Dienst die als afgevaardigde van de Minister is aangewezen;

2° passende hoeveelheden pootaardappelen voor onderzoeks- of beproevingsdoeleinden, voor zover het gaat om pootaardappelen van een ras waarvoor een aanvraag tot opneming op de nationale rassenlijst in België is ingediend, volgens de voorwaarden bepaald in bijlage 2.

Art. 15. § 1. Ten einde tijdelijke moeilijkheden op te heffen die zich voordoen bij de algemene voorziening in de Europese Unie met basispootgoed of gecertificeerd pootgoed, en die niet op een andere manier kunnen worden overwonnen, kan de Minister, of zijn afgevaardigde aangewezen in artikel 14, 1°, mits hiertoe gemachtigd te zijn door de instellingen van de Europese Commissie, voor een vastgestelde periode de voor het oplossen van de voorzieningsmoeilijkheden nodige hoeveelheden pootgoed van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld, of pootgoed van rassen die noch in de nationale catalogus voor landbouwgewassen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen, noch in de "Gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen" bedoeld in Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van pootaardappelen voorkomen, tot de handel toelaten.

§ 2. Wanneer het een categorie pootgoed van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is voorgeschreven; in geval van pootaardappelen van rassen die niet op de in § 1 bedoelde catalogi voorkomen is het officiële etiket bruin van kleur. Op het etiket moet steeds worden vermeld dat het pootaardappelen betreft van een categorie waarvoor minder strenge eisen gelden.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de aanduiding en de verpakking

Art. 16. § 1. Prebasispootgoed, basispootgoed en gecertificeerd pootgoed mogen slechts in de handel gebracht worden in voldoende homogene partijen en in gesloten verpakkingen of bakken, die overeenkomstig de artikelen 17 en 18 zijn voorzien van een sluitingssysteem en een aanduiding. De verpakkingen moeten nieuw zijn; de bakken moeten schoon zijn.

§ 2. Afwijkingen van § 1 voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden ten behoeve van de laatste gebruiker wat verpakking, sluitingssysteem en aanduiding betreft, worden voorzien in bijlage 1.

Art. 17. § 1. Verpakkingen en bakken van prebasispootgoed, basispootgoed en gecertificeerd pootgoed zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat ze niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikel 18, § 1, bedoelde officiële etiket, de verpakking of de bak sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet ten minste het vorengenoemde etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officieel zegel worden aangebracht.

Deze maatregelen zijn echter niet noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

§ 2. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in artikel 18, § 1, voorgeschreven etiket ook melding gemaakt van de laatste nieuwe sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft verricht.

§ 3. Voor op het Waalse grondgebied gesloten kleine verpakkingen van gecertificeerd pootgoed worden afwijkingen van § 1 in bijlage 1 voorzien.

Art. 18. § 1. Verpakkingen en bakken van prebasispootgoed, basispootgoed en gecertificeerd pootgoed zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in punt 10.3 van bijlage 1 en waarvan de gegevens gesteld zijn in het Frans en, in voorkomend geval, in één of meerdere andere officiële talen van de Europese Unie.

§ 2. Verpakkingen en bakken van prebasispootgoed, basispootgoed en gecertificeerd pootgoed bevatten een officieel certificaat in de kleur van het etiket en met ten minste de volgende gegevens :

1° het identificatienummer van de producent of het partijnummer;

2° de maand en het jaar van de sluiting;

3° het producerend land.

Het certificaat moet een zodanige vorm hebben dat het niet kan worden verward met het in § 1 bedoelde officiële etiket.

Het certificaat is niet vereist wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of wanneer, overeenkomstig § 1, een kleefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal is gebruikt.

§ 3. Voor op het Waalse grondgebied gesloten kleine verpakkingen van gecertificeerd pootgoed worden afwijkingen van §§ 1 en 2 in bijlage 1 voorzien.

Art. 19. Voor pootaardappelen van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk officieel dan wel ander etiket of document dat krachtens het bepaalde in dit besluit op de partij pootaardappelen is aangebracht of deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd, onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten.

Art. 20. In geval van een chemische behandeling van het basispootgoed of van het gecertificeerde pootgoed, moet hiervan op het officiële etiket dan wel op een etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking of op de bak door de producent en onder zijn verantwoordelijkheid melding wordt gemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Keuring*

Art. 21. De Dienst is belast met de uitvoering van de keuring van de productie van het inlandse pootgoed.

Die keuring omvat :

- het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van pootgoed;
- de keuring van het gewas op het veld;
- het toezicht op de geogste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;
- het onderzoek in laboratoria van de geogste producten;
- het nemen van monsters in teelt en op geogste producten volgens aangepaste methodes tijdens het certificeringsproces;
- keuringen van de uitvoering van de officiële sluitingen en van het aanbrengen van officiële etiketten en certificaten overeenkomstig de artikelen van afdeling 2 van hoofdstuk 2.

Art. 22. In de bijlagen worden bepaald :

1° de voorwaarden, de bepalingen en de normen met betrekking tot de keuringen bedoeld in artikel 21;

2° de voorwaarden waaraan de natuurlijke of rechtspersonen moeten voldoen om gerechtigd te zijn, om een aanvraag tot keuring in te dienen voor teelten bestemd voor de productie van pootgoed en om de geogste producten te onderwerpen aan de keuringen bedoeld in artikel 21.

Art. 23. De Dienst controleert steekproefgewijs de overeenstemming van het pootgoed bij het in de handel brengen met de eisen en voorwaarden van Richtlijn 2002/56/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van pootaardappelen.

Voor de in het Waalse Gewest geproduceerde en gecertificeerde pootaardappelen wordt hun overeenstemming op grond van de eisen en voorwaarden van dit besluit geverifieerd.

Art. 24. Onverminderd het vrije verkeer van het pootgoed binnen de Europese Unie stelt elke persoon die uit derde landen ingevoerde hoeveelheden pootaardappelen van meer dan 2 kg in de handel brengt, de Dienst in kennis van de volgende gegevens :

1° de soort ;

2° het ras;

3° de categorie;

4° het land van productie en de officiële controledienst,

5° het land van verzending;

6° de invoerder;

7° de hoeveelheden betrokken pootaardappelen.

Art. 25. De Minister kan de beslissingen goedkeuren die nodig zijn voor de uitvoering van de beslissingen genomen door de Europese instellingen wat betreft de voorwaarden waaronder :

1° chemisch behandeld pootgoed in de handel mag worden gebracht;

2° pootgoed in de handel mag worden gebracht in verband met de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van de plantaardige genetische hulpbronnen, die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en semi-natuurlijke habitats en worden bedreigd door genetische erosie;

3° voor biologische teelt geschikt pootgoed in de handel mag worden gebracht.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 26. De facturen, contracten, catalogi, verkoopoffertes en andere gelijksoortige documenten moeten voorzien zijn van de aanduidingen voorgeschreven in punt 10.3.2, onder 2, 6, 7, 8 en 9 van bijlage 1.

In afwijking van het eerste lid is de in bijlage 1, punt 10.3.2., onder 2, voorgeschreven aanduiding evenwel niet verplicht.

Art. 27. De bereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoersdocumenten, bewaren gedurende drie jaar vanaf 1 januari van het jaar dat op de datum van de documenten volgt, om ze zonder verplaatsing aan de beambten van de Dienst, op hun verzoek voor te leggen.

Art. 28. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgelegd, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VII van het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur.

Art. 29. De Minister kan het geheel of een gedeelte van de bijlagen opheffen, wijzigen of vervangen:

- om rekening te houden met een beslissing van de Europese Unie;

- om wetenschappelijke, technische redenen en om redenen van administratieve vereenvoudiging of;

- om het controlesysteem te verbeteren.

Art. 30. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen;

2° het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement voor de productie van pootaardappelen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005.

Art. 31. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 maart 2014.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1: Keurings- en certificeringsproces voor pootaardappelen

1. Inleiding

De controle wordt uitgevoerd in alle stadia van de productie tot het gebruik. Elke inbreuk op deze beschikkingen laat toe een productieveld of een partij te declasseren of te weigeren, en, de officiële keuringsetiketten of vignettes alsook de officiële keuringsetiketten van de verpakkingen van reeds gecertificeerde pootaardappelen terug te nemen.

De aanwezigheid van officiële certificeringsetiketten, van vignettes of verzegelingen op de verpakkingen die pootaardappelen bevatten, heeft geen wijziging van de algemene verantwoordelijkheidsregels waarvoor het gemeen recht geldt, als gevolg. Ze impliceert alleen dat de controleverrichtingen uitgevoerd zijn volgens de voorschriften van dit besluit.

2. Begripsomschrijvingen en algemene bepalingen

2.1. Gemachtigd laboratorium

Onafhankelijk laboratorium erkend door de Dienst om fytosanitaire analyses uit te voeren op de pootaardappelen volgens de vigerende internationale methodes.

2.2. Operatoren

2.2.1. Verantwoordelijken voor de rassen

a) Kweker

- 1) voor een beschermd ras: elke natuurlijke of rechtspersoon die houder is van de kweekrechten betreffende het ras;
- 2) voor een niet-beschermd ras: elke natuurlijke of rechtspersoon waarvan een ras tot de keuring is toegelaten (zie punt 2.5).

Een "beschermd ras" is een ras beschermd overeenkomstig:

- de wet van 10 januari 2011 ter bescherming van kweekproducten of
- Verordening (EG) nr. 2100/94 van de Raad van 27 juli 1994 inzake het communautaire kwekersrecht

b) Instandhouder

Elke natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de instandhouding van een ras. Voor de beschermde rassen moet hij aangeduid zijn door de kweker. Het bewijs van de toegekende opdracht dient bij controle aan de Dienst overgelegd te worden.

c) Mandataris

Elke natuurlijke of rechtspersoon aangeduid door de kweker om in zijn naam en voor zijn rekening te handelen op Belgisch grondgebied. Het bewijs van de toegekende opdracht dient bij controle aan de Dienst overgelegd te worden.

2.2.2. Verantwoordelijken voor de productie en voor de handel

a) Inschrijvingsnemer

Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die één of meerdere percelen bestemd voor de productie van pootaardappelen ter keuring aanbiedt. De inschrijvingsnemer wordt door de Dienst erkend als de enige verantwoordelijke voor de productie en de certificering van pootaardappelen afkomstig van zijn perceel(en).

b) Vermeerderaar

De inschrijvingsnemer of elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die door hem aangewezen wordt voor de behandeling van de teelten die ter keuring worden aangeboden.

c) Bereider van pootaardappelen

De inschrijvingsnemer of elke natuurlijke persoon of rechtspersoon erkend door de Dienst erkende voor het opslaan, reinigen, drogen, bereiden, ontsmetten en het verpakken van pootaardappelen. De bereider van pootaardappelen wordt volgens de in punt 2.4. vermelde modaliteiten erkend.

d) Verdeler van aardappelpootgoed in kleine verpakkingen

Elke door de Dienst erkende natuurlijke persoon of rechtspersoon die over de nodige installaties beschikt om gecertificeerd aardappelpootgoed onder te brengen in kleine verpakkingen die bestemd zijn om verkocht te worden en niet om aardappelpootgoed voort te brengen. De verdeler van aardappelpootgoed in kleine verpakkingen wordt volgens de in punt 2.4. vermelde modaliteiten erkend.

2.3. Registratie

Alle personen, vermeld in 2.2, uitgezonderd de kwekers die een mandataris hebben aangewezen, worden door de Dienst geregistreerd onder een uniek nummer nadat hun activiteiten zijn vastgesteld.

Bij de registratie verbinden de betrokken personen zich er schriftelijk toe om voor hun activiteiten :

- 1) de geldende reglementering en de door de Dienst gegeven instructies te eerbiedigen;
- 2) de Dienst op de hoogte te brengen van de aanvang en het einde van de activiteiten;
- 3) de Dienst toe te staan hun bedrijf(ven) te bezoeken, alsook hun productie(s) in elke stadium te controleren;
- 4) aan de Dienst alle noodzakelijke inlichtingen mee te delen;

- 5) de ligging en de oppervlakte van de vermeerderingspercelen mee te delen;
- 6) het pootgoed voor certificering aan te bieden zodat het aan de geldende normen beantwoordt;
- 7) een boekhouding van de in- en uittredende pootaardappelen te voeren en ter beschikking te houden van de Dienst gedurende drie jaar vanaf 1 januari na de datum van het document;
- 8) gebruikte keuringsdocumenten volgens de instructies van de Dienst te bewaren;
- 9) door de Dienst op het geschikte tijdstip de nodige monsters te laten nemen voor het laboratoriumonderzoek en voor de aanleg van controlevelden en voor de certificering.

2.4. Erkenningen

2.4.1. Modaliteiten

a) De bereiders en de verdelers van aardappelpootgoed in kleine verpakkingen moeten door de Dienst erkend worden.

Om erkend te kunnen worden, moeten de betrokken personen :

- 1) tijdens de procedure tot registratie of na hun registratie, een schriftelijke aanvraag indienen bij de Dienst;
- 2) het voorwerp uitmaken van een controle ter plaatse door de Dienst waarbij een inventaris wordt opgemaakt van de lokalen en installaties die in het kader van de activiteit gebruikt worden en waarbij vastgesteld wordt dat die lokalen en installaties geschikt zijn voor de betrokken activiteit en waarbij de erkenningsvoorwaarden vermeld in 2.4.2 of 2.4.3. worden vervuld;
- 3) bij de controle bedoeld onder 2) de persoon (of zijn gemachtigde) aanwijzen die verantwoordelijk is voor de activiteit.

b) De erkenning is geldig van 1 juli van het referentiejaar tot 30 juni van het volgende jaar. Ze wordt stilzwijgend hernieuwd van jaar tot jaar zolang de toekenningsvoorwaarden vervuld zijn en de vermelde verbintenissen nagekomen worden.

c) De Dienst moet onmiddellijk in kennis gebracht worden van elke identiteitswijziging van de verantwoordelijke persoon en van elke belangrijke wijziging aangebracht aan de installaties.

d) In geval van vrijwillige onderbreking van de activiteiten meegedeeld door de in a) bedoelde verantwoordelijke persoon wordt de erkenning opgeschort. Bij de hervatting van de activiteiten wordt een controlebezoek zoals bepaald in 2.4.1. a) gedaan.

e) De erkenning wordt door de Dienst ingetrokken wanneer de opgelegde voorwaarden ten opzichte van de punten 2.4.2. en 2.4.3. niet meer vervuld zijn.

2.4.2. Erkenningsvoorwaarden van de bereiders van pootaardappelen

De bereiders van pootaardappelen worden erkend indien:

- 1) ze beschikken over zuivere, droge, goed verluchte en verlichte lokalen die uitsluitend voorbehouden zijn voor het pootgoed tijdens de bewerkings- en opslagperiode. Die lokalen zijn geïsoleerd tegen de vorst en voorzien van een voldoende luchtverversingssysteem. De oppervlakte van de opslag- en bewerkingsruimte moet in verhouding staan tot de omvang van de productie;
- 2) ze beschikken over de noodzakelijke installaties, inrichting en apparatuur voor de werkzaamheden waarvoor een erkenning gevraagd wordt. Er moet tijdens de triage minstens een trieur-calibreur en een leestafel aanwezig zijn. Er moet tijdens de verpakking minstens een weegtoestel aanwezig zijn. Het systeem voor het aanbrengen van de etiketten moet overeenstemmen met de bepalingen van dit besluit;
- 3) ze voor de duur van de triagewerkzaamheden aan de Dienst een degelijk lokaal ter beschikking stellen om controlewerkzaamheden te verrichten. Het lokaal moet goed verlucht, verlicht, uitgerust, verwarmd en onderhouden zijn.
- 4) ze aan de Dienst een verlichte leestafel ter beschikking stellen;
- 5) ze beschikken over een traceerbaarheidssysteem aan de hand waarvan de herkomst van het pootgoed waaruit de ter keuring overgelegde partij bestaat en dat het voorwerp uitmaakt van een (nieuwe) verpakking, opgespoord kan worden.

2.4.3. Erkenningsvoorwaarden van de verdelers van pootaardappelen in kleine verpakkingen

De verdelers van pootaardappelen in kleine verpakkingen kunnen erkend worden indien ze er zich toe verbinden :

- 1) de keuringsdocumenten die de te splitsen verpakkingen van pootaardappelen dekten gedurende twee jaar ter beschikking te houden van de Dienst;
- 2) de voorschriften van punt 11.2. hieronder nauwkeurig naleven.

2.5. Tot de keuring toegelaten rassen

Tot de keuring worden toegelaten:

- 1) de rassen die voorkomen in een nationale rassenlijst voor landbouwgewassen van een lidstaat of in een gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;
- 2) de rassen die het voorwerp uitmaken van een inschrijvingsprocedure in de nationale rassenlijst of in de nationale rassenlijst van een andere lidstaat.

Voor een onder 2) bedoeld ras moet het bewijs dat ze in procedure van inschrijving zijn, aan de Dienst geleverd worden en de officiële certificering van die ras kan pas goedgekeurd worden nadat die ras effectief is opgenomen in een van de in 1) vermelde rassenlijsten. Het bewijs van die inschrijving moet aan de Dienst geleverd worden.

Onder de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden kunnen pootaardappelen van een ras vermeld onder 2) nochtans in de handel worden gebracht.

2.6. Categorieën en klassen

De productie van aardappelpootgoed is het resultaat van de genealogische selectie door vegetatieve vermeerdering (overeenkomstig de onderstaande schema's 1 en 2).

De oorspronkelijke generatie, genoemd F0, is het resultaat van massaselectie of in vitro teelt.

De generaties die de F0 volgen, worden onder de verantwoordelijkheid van de operator verricht en worden "families" (F) genoemd.

Wanneer F0 het resultaat is van een massaselectie, is het aantal geproduceerde generaties van families maximum 7 en in het geval van een F0 afkomstig van een in vitro teelt, is het aantal geproduceerde generaties van families maximum 5.

De generaties die de families opvolgen, worden onder het toezicht van de Dienst geproduceerd en kunnen gecertificeerd worden volgens de generatie en de sanitaire toestand in de categorieën "prebasispootgoed", "basispootgoed" en "gecertificeerd pootgoed".

Wanneer het prebasispootgoed bekomen werd uit een F0 afkomstig van een in vitro teelt, wordt de categorie aangeduid als "prebasispootgoed-CT" (waarbij CT weefselcultuur bedoelt).

Het pootgoed van de categorie "basispootgoed" wordt volgens zijn generaties en de sanitaire toestand onderverdeeld in klassen Super (S)- Super-Elite (E); het pootgoed van de categorie "gecertificeerd pootgoed" wordt volgens zijn sanitaire toestand onderverdeeld in klassen A en B.

Voor het pootgoed van de categorie "basispootgoed" kunnen de communautaire klassen "CEE1", "CEE2" of "CEE3" ook toegekend worden indien de eisen van Richtlijn 93/17 van de Commissie van 30 maart 1993 tot vaststelling van communautaire klassen voor basispootgoed van aardappelen en van de daarvoor geldende eisen en aanduidingen worden vervuld.

Schema 1 : generaties vanaf een oorspronkelijk materiaal uit de massaselectie

Categorieën van pootgoed	Klassieke vermeerdering						
Oorspronkelijke generatie	F0						
Families	F1 ↓ F2 ↓						
Prebasispootgoed of families (in voorkomend geval : vanaf F3 tot F7)		F3/PB® ↓	F4/PB® ↓	F5/PB® ↓	F6/PB® ↓	F7=PB ↓	
Basispootgoed	S ↓ SE ↓ E ↓						Communautaire klassen CEE1, CEE2, CEE3
Gecertificeerd pootgoed	A ↓ B						

Schema 2 : generaties vanaf een oorspronkelijk materiaal uit de in vitro teelt

Categorieën van pootgoed	In vitro vermeerdering				
Oorspronkelijke generatie	F0 = vitroknoelen of vitrokieplanten ou geadapteerde kieplanten				
Families	F1 = miniknoelen ↓ F2 ↓				
Prebasispootgoed – CT of families (in voorkomend geval : vanaf F3 tot F5)		F3/PB-CT® ↓	F4/PB-CT® ↓	F5=PB-CT ↓	
Basispootgoed	S ↓ SE ↓ E ↓				Communautaire klassen CEE1, CEE2, CEE3
Gecertificeerd pootgoed	A ↓ B				

3. Instandhouding van een ras

Elke persoon belast met de instandhouding van een ras in het Waalse Gewest moet elk jaar aan de Dienst voor elk van de betrokken rassen het instandhoudingsprogramma schriftelijk voorleggen en daarbij de toegepaste methode en het gebruikte materiaal opgeven (ligging van het perceel, oppervlakte, geproduceerde hoeveelheden, bemonsterings-referentie en analysesresultaten,...). Hij staat de Dienst toe om ter plaatse toezicht uit te oefenen en monsters te nemen van het instandhoudingsmateriaal; hij houdt een register bij waarin elke generatie van elke familie wordt geïdentificeerd en ingeschreven.

Het oorspronkelijke materiaal (F0) moet door een erkend laboratorium erkend worden als vrij van overdraagbare virusziekten die voor de teelt van het pootgoed nadelig zijn: waaronder met name de virussen PLRV, X, Y, A, M, en S.

Het "in vitro" geproduceerd materiaal is instandhoudingsmateriaal dat tot de genealogische selectie behoort.

De vitroknoollen, de vitrokieplanten of de geadapteerde kieplanten worden als F0 beschouwd en de miniknoollen worden als F1 beschouwd. Dat materiaal moet op het gebied van gezondheid beantwoorden aan de vereisten van de klasse prebasispootgoed.

De rasechtheid moet door de producent gewaarborgd worden.

Om aardappelpootgoed, vanuit de instandhouding, in de handel te kunnen brengen, moet dit pootgoed minstens twee jaar in volle grond gekweekt zijn en moet de teelt door de instandhouder ter keuring worden aangeboden.

Na minstens twee jaar teelt in volle grond, mag het pootgoed van verschillende families gemengd worden. In dit geval mag het mengsel slechts voor de productie van prebasispootgoed, basispootgoed of gecertificeerd pootgoed ter keuring worden aangeboden.

Indien de instandhouding buiten het grondgebied van het Waalse Gewest gebeurt, moet het materiaal dat behoort tot een generatie voorafgaand aan prebasispootgoed, dat voor vermeerdering in het Waalse Gewest wordt aangeboden, vergezeld zijn van een verklaring van de instandhouder die volgende elementen bevat :

- 1) de geleverde hoeveelheid materiaal;
- 2) het partijnummer;
- 3) de beschrijving van het etiket op de verpakkingen (of een specimen van dat etiket);
- 4) de categorie en de klasse van het pootgoed dat met het materiaal mag worden geproduceerd;
- 5) een bewijs dat aan de gezondheidsvoorschriften is voldaan.

Al die inlichtingen moeten bezorgd zijn aan de Dienst bij de inschrijving van de teelt.

Onverminderd de bepalingen betreffende de productie van officieel gecertificeerd prebasispootgoed (zie punten 4 tot 10) kan de Dienst, op verzoek van de instandhouder of zijn mandataris een attest afleveren waarin wordt verklaard dat het materiaal afkomstig is van vermeerderingen gerealiseerd door een bij de Dienst geregistreerde verantwoordelijke persoon en dat de teelten door de Dienst werden gevolgd. De resultaten van de gezondheidsonderzoeken moeten voorgelegd worden.

Met het oog op de productie van basispootgoed van communautaire klassen moet aan de Dienst worden bewezen dat het uitgangsmateriaal (F0) vrij is van:

- 1) *Erwinia* ssp.;
 - 2) *Dickeya dianthicola* en *Dickeya solani*;
 - 3) bladrol PLRV;
 - 4) A-, M-, S-, X- en Y-virus.
- #### 4. Inschrijving ter keuring
- ##### 4.1. Bevoegde persoon - inschrijvingsnemer

Alleen de inschrijvingsnemer wordt ertoe gemachtigd om bij de Dienst een inschrijvingsaanvraag voor een vermeerderingsperceel van pootaardappelen in te dienen

4.2. Inschrijvingsvoorwaarden

4.2.1. Fytopsanitaire eisen met betrekking tot het pootgoed en het te beplanten perceel :

De inschrijvingsnemer bewijst aan de Dienst dat het perceel en het uitgangsmateriaal met de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 mei 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen overeenstemmen.

Het productieveld moet vrij zijn van *Globodera rostochiensis* (Wollenweber) Behrens en *Globodera pallida* (Stone) Behrens.

4.2.2. Herkomst van het gebruikte pootgoed (uitgangsmateriaal)

Het pootgoed dient voort te komen van een teelt in volle grond.

De vermeerderaar die de teelt heeft aangelegd, moet de identiteit van het gebruikte uitgangsmateriaal (pootgoed) bewijzen:

- 1) ofwel via een genealogische selectie verricht in het Waalse Gewest en voorafgaandelijk aan de Dienst gemeld;
- 2) ofwel door een verklaring van de verantwoordelijke van een ander gewest of van de buitenlandse verantwoordelijke waarin melding wordt gemaakt van de hoeveelheid opgestuurd materiaal, bestemd om in het Waalse Gewest prebasispootgoed te produceren, en gedekt door een officiële verklaring van de keuringsdienst van het gewest of land in kwestie. Die inlichtingen moeten opgenomen worden op het document dat bij het ingevoerde materiaal is gevoegd. Een specimen van het etiket dat het materiaal identificeert, moet bij dat document worden gevoegd.

De in 1) en 2) bedoelde documenten moeten door de inschrijvingsnemer ter gelegenheid van de inschrijving ter keuring van de teelt aan de Dienst overgemaakt worden.

4.2.3. Rasbeschrijving

Wanneer een ras, dat niet opgenomen is in de nationale catalogus, voor het eerst in het Waalse Gewest vermeerderd wordt, dient de inschrijvingsnemer de officiële rasbeschrijving van dit ras aan de Dienst alsook elke eventuele wijziging van die beschrijving over te maken.

4.2.4. Ligging van de teelt

De teelten die met het oog op de certificering van pootaardappelen gekeurd moeten worden, zijn in volle grond in het Waalse Gewest gelegen. Bij een doorkruising van de grens van een ander Gewest of land zal het perceel gekeurd worden door de entiteit die bevoegd is voor de keuring van het gewest of het land waar het perceel door de inschrijvingsnemer is aangegeven ter keuring.

Met zijn inschrijvingsaanvraag(agen) maakt de inschrijvingsnemer een plan over met vermelding van de ligging van het(de) perceel(percelen).

4.2.5. Vorige teelten

Het perceel mag gedurende de drie jaar die aan de keuring voorafgaan, geen aardappelteelt hebben gedragen. Een vruchtafwisselingsplan betreffende het perceel voor de drie vorige jaren moet bij de inschrijving voorgelegd worden.

4.2.6. Categorieën en gebruikte en geproduceerde klassen

Elk perceel mag slechts met één enkel ras beplant zijn, met het oog op de productie van pootaardappelen van een welbepaalde categorie of klasse.

De percelen worden aangelegd met het pootgoed behorend tot één der volgende klassen :

MINIMALE CATEGORIE EN KLASSE VAN HET GEBRUIKTE MATERIAAL	VOOR DE PRODUCTIE VAN DE CATEGORIE OF KLASSE
prebasispootgoed (1)	Basispootgoed S
Basispootgoed S	Basispootgoed SE
Basispootgoed SE	E1. Basispootgoed
Basispootgoed E1	Basispootgoed E2
Basispootgoed E2 (2)	Basispootgoed E3
Basispootgoed E3 (2)	Gecertificeerd pootgoed A(3) of B.

(1) onder voorbehoud van bewijs van de oorsprong (zoals voorzien in punt 4.2.2).

(2) voor de productie van basispootgoed van klasse E2 of basispootgoed van klasse E3 :

- het uitgangsmateriaal van het oorsprongspootgoed klasse E1 moet rechtstreeks voortkomen van pootgoed klasse SE of hoger. Deze oorsprong moet bewezen worden.

- De teelt die het gebruikte pootgoed heeft voortgebracht en het gebruikte pootgoed moeten bij de laatste veldkeuring en bij de virustesten voldoen aan de eisen van klasse SE.

(3) In geval van erkend tekort aan vermeerderingsmateriaal tengevolge van uitzonderlijke omstandigheden kan de Dienst een vermeerderaar toelaten om zijn eigen pootgoed tijdens één bijkomend jaar te vermeerderen. Die toestemming wordt toegekend op grond van een schriftelijke en met redenen omklede aanvraag die aan de Dienst moet worden gestuurd uiterlijk op 31 maart van het overwogen vermeerderingsjaar. In dit geval moeten de teelt die het gebruikte pootgoed heeft voortgebracht en het gebruikte pootgoed bij de laatste veldkeuring en bij de virustesten voldoen aan de eisen van klasse E3.

De gelijkwaardigheid van klassen van pootgoed, afkomstig uit andere lidstaten, wordt bepaald door de Dienst.

Als bij het planten verschillende klassen van aardappelpootgoed gemengd worden, zal de laagste klasse in aanmerking genomen worden.

4.3. Inschrijvingsprocedure

De inschrijvingsnemers delen de Dienst aan de hand van inschrijvingsformulieren uiterlijk op 15 mei, alle nodige gegevens mede die het hem mogelijk maken om de keuring van de teelten te organiseren en uit te voeren.

Indien omwille van bijzondere weersomstandigheden vertraging verantwoord is, of in geval van aanplanting buiten het normale plantseizoen worden de inschrijvingen nog aanvaard tot 3 werkdagen na het planten.

De volgende inlichtingen moeten meegedeeld worden :

1) het identificatiemiddel van de monsters genomen in de grond en op het moederpootgoed voor de opsporing van schadelijke organismen vermeld in het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen overeenstemmen en het resultaat van de op die monsters verrichte analyses;

2) de identiteit van de inschrijvingsnemer: naam, adres, telefoonnummer, operatornummer toegekend door de Dienst, operatornummer toegekend door AFSCA, nummer van de actief producent toegekend in het kader van de bedrijfstoelageregeling;

3) de identiteit van de vermeerderaar: naam, adres, telefoonnummer, operatornummer toegekend door de Dienst, operatornummer toegekend door AFSCA, nummer van de actief producent toegekend in het kader van de bedrijfstoelageregeling;

4) voor zover ze bij de inschrijving gekend is, de identiteit van de persoon bij wie de teelt wordt opgeslagen: naam, adres, operatornummer toegekend door de Dienst;

5) alle aanwijzingen (dorp, gehucht, enz.) waarmee de precieze ligging van het perceel kan worden geïdentificeerd;

6) indien het gekend is, het perceelnummer toegekend in het kader van de bedrijfstoelageregeling;

7) oppervlakte van het perceel;

8) de voorafgaande teelten van de laatste drie jaar;

9) de identificatie van het gebruikte pootgoed: ras, categorie en klassen (zoals ze voorkomt op de officiële certificeringsetiketten), partijnummer, instantie die de etiketten heeft bezorgd, en het aantal afgeleverde etiketten en het gewicht gedekt door elke van de officiële etiketten;

10) de te produceren categorie en klasse van het pootgoed.

De Dienst kan, indien hij het nodig acht, bijkomende informatie of documenten vereisen, waaruit blijkt dat er geen andere dwingende voorwaarden bestaan op de grond en het uitgangsmateriaal.

Per vermeerderingsperceel wordt een inschrijvingsbulletin opgemaakt. Onder vermeerderingsperceel wordt een niet-onderverdeeld stuk land dat een teelt draagt, bestemd om pootgoed voort te brengen van een welbepaalde ras, categorie of klasse en gescheiden van elke aangrenzende teelt overeenkomstig de beschikkingen van dit besluit.

Indien vastgesteld wordt tijdens de veldkeuring dat de inschrijving betrekking heeft op meer dan één perceel, zullen alle betrokken percelen uit de keuring worden verwijderd.

Bij het inschrijvingsbulletin moeten worden gevoegd :

1) een orthofotoplan dat de ligging aangeeft van de grond waarop een monsterneming heeft plaatsgevonden in het kader van de toepassingsmaatregelen vermeld in het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

2) een beschrijvend plan van de ingeschreven percelen;

3) de officiële certificeringsetiketten die aan het gebruikte uitgangsmateriaal worden gehecht.

Bij de inschrijvingsbulletins moet een samenvattende lijst gevoegd worden die opgemaakt is volgens de instructies van de Dienst.

Door de inschrijving machtigt de inschrijvingsnemer de Dienst om aan de kwekers en de mandatarissen, op hun verzoek, en betreffende de beschermde rassen, mededeling te doen van :

1) de identiteit van de inschrijvingsnemer;

2) de ter keuring aangeboden oppervlakten;

- 3) de bij de veldkeuring aanvaarde oppervlakten;
- 4) de hoeveelheden officieel goedgekeurd pootgoed in elke categorie en klasse.

De overdracht van teelten of van hun opbrengsten die niet aan de keuring zijn onttrokken, naar een andere natuurlijke of rechtspersoon die de nieuwe inschrijvingsnemer wordt, brengt eveneens de overdracht van deze toestemming mee.

Ingeschreven percelen die niet meer voor veldkeuring in aanmerking kunnen komen of waarvoor de veldkeuring niet meer wordt gewenst, moeten door de inschrijvingsnemer bij de Dienst schriftelijk worden gemeld met opgave van de bestemming van de teelt die daaruit nog zou kunnen voortvloeien.

5. Veldkeuring

De veldkeuringen worden door de Dienst uitgevoerd. Laatstgenoemde verwittigt ten minste 48 uren vooraf de vermeerderaar van zijn bezoek.

Op elk ogenblik moet de inschrijvingsnemer in staat zijn het te keuren percelen te tonen.

De vermeerderaar zal de Dienst inlichten over de pesticiden gebruikt bij de te keuren teelten.

Een veldkeuring behelst minstens 2 bezoeken op door de Dienst vastgestelde tijdstippen met als doel zich te vergewissen van :

- 1) de scheiding van andere teelten;
- 2) de stand van de teelt;
- 3) de rasechtheid en -zuiverheid;
- 4) de gezondheidstoestand van de teelt;
- 5) de juiste behandeling van het perceel voor de productie van pootaardappelen van de beoogde categorie of klasse.

Bij de veldkeuring moet het perceel in een zodanige toestand verkeren dat de in de punten 1) tot 5) bedoelde verificaties juist kunnen worden uitgevoerd.

Op verzoek van de inschrijvingsnemer kan een perceel om technische redenen in twee of meer percelen opgedeeld worden. In dat geval wordt de oorspronkelijke inschrijving nietig verklaard en door twee of meer laat komende inschrijvingen vervangen.

5.1. Scheiding

Bij de inschrijving moet elk vermeerderingsperceel van pootaardappelen ten minste 10 meter verwijderd zijn van elke andere aardappelteelt. De vermeerderingspercelen van pootaardappelen van eenzelfde vermeerderaar moeten van 1,5 m van elkaar verwijderd zijn.

Voor de productie van basispootgoed van gemeenschappelijke klassen moeten de aangrenzende teelten van pootgoed ten minste beantwoorden aan de normen voor dezelfde klasse als die van het vermeerderingsperceel in kwestie. Bij een officiële veldkeuring moet vastgesteld worden of aan die norm voldaan is.

Bij niet-naleving van de norm wordt het vermeerderingsperceel geweigerd of gedeklasseerd naar gelang van de waargenomen normen.

5.2. Raszuiverheid en gezondheidstoestand

Als rasonzuiverheid worden beschouwd :

- 1) elke opslag van aardappelen van een vorige teeltjaar;
- 2) elke plant die een afwijkend uitzicht heeft ten gevolge van een chemische behandeling of door een andere oorzaak

Alle zieke en afwijkende planten moeten volledig (inclusief de knol) uit de grond worden verwijderd en van de hevel verwijderd worden zodat ze geen besmettingsbron meer vormen.

Een onzorgvuldige opzuivering kan leiden tot deklassering of afkeuring van het perceel.

Een perceel kan geweigerd worden indien de keuring onmogelijk wordt gemaakt door :

- 1) de aanwezigheid van onkruid;
- 2) de aanwezigheid van ziekten;
- 3) een overdreven ontwikkeling van het loof;
- 4) de zwakke groei;
- 5) een wijziging in het uitzicht van de planten, te wijten aan een chemische behandeling of aan een andere oorzaak.

In geval van vernietiging van de bladeren door vorst, hagel, storm of insecten, is het toegelaten te wachten tot de groeihername alvorens een definitieve beslissing te treffen.

5.3. Normen

a) De volgende toleranties worden toegestaan (% van het aantal planten) bij de laatste veldkeuring :

	Prebasis- pootgoed	Basispootgoed			Gecertificeerd pootgoed	
		S	SE	E1, E2 en E3	A	B
Rasonzuiverheden	0,00	0,00	0,01	0,02	0,05	0,05
Zwakke planten	0,00	1,00	2,00	3,00	5,00	10,00
Ziekten						
virusziekten (1), (2) (Y, X, bladrol...)	0,00	0,10	0,20	0,40	1,00	3,00
bacterieziekten (Pectobacterium spp., Dickeya spp.)	0,00	0,00	0,10	0,20	0,50	1,00
- Rhizoctonia	0,00	0,50	1,00	3,00	5,00	5,00
- Verwelking, veroorzaakt door schimmelziekten	0,00	0,30	0,50	1,00	2,00	2,00

(1) Bij de beoordeling van de afstamming van een ras dat chronisch aangetast door een chronische virusziekte worden de door dit virus veroorzaakte lichte symptomen niet in aanmerking genomen.

(2) De toleranties betreffende de virusziekten voorzien voor het basispootgoed en het gecertificeerd pootgoed gelden slechts voor virusziekten die door in Europa verbreide virussen worden veroorzaakt

T : verplichte test, t: facultatieve test (op verzoek van de inschrijvingsnemer of van de vermeerderaar of als de Dienst het nodig vindt), -: geen test

De Dienst kan beslissen monsters afkomstig van twijfelachtige percelen te onderwerpen aan de onderzoeken die hij nodig acht.

De test op bladrol (PLRV) gebeurt systematisch op pootgoed van percelen waarop bij de veldkeuring bladrol is vastgesteld.

7.2. Normen

Bij de virologische testen uitgevoerd volgens een door de Dienst bepaalde analysetechniek zijn de maximale percentages van de in de monsters aanvaarde besmetting de volgende :

VIRUSZIEKTEN Categorie/klassen	PLRV %	PVA %	PVM %	PVS %	PVX %	PVY %	TOTAAL %
Prebasispootgoed	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Basispootgoed S	0,5	1,0	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0
Basispootgoed SE	1,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	2,0
Basispootgoed E1	1,0	2,0	2,0	1,0	1,0	1,0	2,0
Basispootgoed E2	2,0	3,0	3,0	-	2,0	2,0	3,0
Basispootgoed E3	2,5	3,0	3,0	-	2,5	2,5	3,0
Gecertificeerd pootgoed A	4,0	6,0	6,0	-	6,0	6,0	6,0
Gecertificeerd pootgoed B	5,0	-	-	-	-	10,0	10,0

-: geen onderzoek

De rangschikking gebeurt in functie van deze percentages.

Indien tijdens de precultuurtest meer dan een rasonzuiverheid of meer dan een plant met vervormd loof worden vastgesteld, wordt de partij geweigerd. Bij betwisting kan een tegenkeuring aangevraagd worden, waarvan het resultaat als bewijs geldt.

7.3. Mogelijk beroep

Als de inschrijvingsnemer de resultaten van de testen betwist, kan hij een tegenkeuring vragen. Die aanvraag moet schriftelijk gericht worden aan de Dienst binnen de vijf werkdagen na de schriftelijke mededeling van het resultaat met de vermelding van de betwiste vaststellingen. Als een nieuwe analyse wordt uitgevoerd, kan ze beperkt worden tot het symptoom dat aan de basis ligt van het ongunstige resultaat voorzover er geen mogelijke interactie bestaat met andere symptomen en op voorwaarde dat de oorspronkelijke analyse bewezen heeft dat de andere virussen niet aanwezig zijn.

Voor de uitvoering van de nieuwe analyse :

- 1) wordt dezelfde analysemethode uitgevoerd;
- 2) wordt het voor het postcontroleveld bewaarde monster, of bij gebrek, een op de partij genomen nieuw monster gebruikt, indien laatstgenoemd duidelijk geïdentificeerd wordt zoals vermeld in punt 8.

De testen moeten in een gemachtigd laboratorium, zoals bepaald in punt 2.1., verricht worden.

In dit geval is het strikt verboden de teelt te wijzigen.

Het resultaat van de tegenkeuring is definitief.

De bezoldigingen gebonden aan de tegenkeuring zijn ten laste van de aanvrager behalve indien het resultaat voor hem gunstig is.

8. Toezicht op het brutoaardappelpootgoed

8.1. Algemeen

Alle nodige maatregelen moeten getroffen worden opdat steeds :

- 1) de pootgoedpartij duidelijk geïdentificeerd is;
- 2) geen enkele mogelijkheid tot besmetting of niet-geoorloofde vermenging bestaat.

De oogst, het vervoer, de inontvangstneming, het drogen, het reinigen en de opslag van brutopartijen vinden plaats onder de verantwoordelijkheid van de inschrijvingsnemer.

De inschrijvingsnemer die brutopartijen afstaat aan een ander bevoegde persoon, bevestigt dat in een geschreven verklaring die hij afgeeft aan de Dienst bij de inontvangstname van het brutopootgoed.

De inschrijvingsnemer brengt de certificeringsdienst van het Gewest waar het aardappelpootgoed in ontvangst wordt genomen, op de hoogte van het begin van de werkzaamheden.

8.2. Oogst - Vervoer - Inontvangstname en Stockering

Elke aanvoer of afvoer van brutopartijen of half afgewerkte partijen pootgoed in of uit de opslag of de installaties van de producent-bereider of de persoon die zorgt voor de opslag, die handelt voor rekening van de inschrijvingsnemer, moet door de inschrijvingsnemers genoteerd worden op een steekkaart. De steekkaart moet bewaard worden op dezelfde locatie als het pootgoed. Elke bewerking, alsook het transport, wordt op die steekkaart vermeld.

De vermeerderaar of de bereider die de oogst opslaat, moet een stockeringsplan opmaken. Op aanvraag van de Dienst legt hij dat plan voor met opgave van de ligging van de partijen.

De partijen van bruto-pootaardappelen afkomstig van teelten gelegen in een ander Gewest, in een andere lidstaat of een land met een gelijkstellingsstelsel en waarvan de veldkeuring door de bevoegde overheid van het andere Gewest of door de buitenlandse bevoegde overheid is verricht, dienen vergezeld te zijn van het document voor het internationaal transport van niet definitief goedgekeurd pootaardappelen of van aangepaste waarborgdocumenten afgeleverd door de instantie bevoegd voor de certificering van het Gewest of het betrokken land. Na ontvangst van die partijen wordt een opslagfiche opgemaakt en ter beschikking gesteld van de Dienst.

De inschrijvingsnemer zorgt ervoor dat kopieën van de veldkeuringsverslagen alsmede de bijkomende documenten ter beschikking van de Dienst worden gehouden op de plaatsen van inontvangstname en stockage.

Voor het vervoer van een partij van brutopootgoed voor derden moet een vervoervergunning door de Dienst verleend worden. De partij wordt gelood en voorzien van grijze officiële etiketten. In elke omstandigheid is het vervoer van brutopootgoed onderworpen aan de afgifte voor het betrokken materiaal van een plantenpaspoort toegekend door de bevoegde overheid. Afwijkingen van die maatregelen kunnen worden bepaald mits een akkoord tussen de betrokken certificeringsdiensten en de overheid bevoegd voor de afgifte van de plantenpaspoorten.

8.3. Bereiding

Enkel de partijen van bruto-pootgoed die in ontvangst zijn genomen overeenkomstig de in de punten 8.1 en 8.2 bedoelde voorwaarden komen in aanmerking voor officiële goedkeuring. Ze worden voorbereid onder een officieel productienummer.

8.4. Terugtrekking

Behalve het triageafval en de buitenmaatse knollen mag zowel het bruto pootgoed als het verpakte pootgoed aan de keuring worden onttrokken mits een schriftelijke verklaring gericht aan de Dienst. De nieuwe bestemming van het teruggetrokken pootgoed moet vermeld worden.

9. Triage, bemonstering en rangschikking

De bereider mag alleen pootgoed ter goedkeuring aanbieden dat afkomstig is van teelten die met succes de voorgeschreven controles hebben ondergaan en die beantwoorden aan de vastgestelde normen voor het ras, de categorie en klasse waarin het pootgoed moet worden goedgekeurd.

Twee werkdagen voor het triëren aanvangt, moet de bereider de Dienst verwittigen.

De voorlopige rangschikking van een partij gebeurt op basis van de genealogische afstamming, de rangschikking van de teelt waarvan de partij afkomstig is en gebeurlijk de wens van de kweker, de instandhouder of hun mandataris.

Van de partijen pootgoed, aangeboden ter goedkeuring, kunnen monsters door de Dienst genomen worden om na te gaan of ze aan de normen beantwoorden.

Een geïdentificeerd monster van 120 knollen per partij, bestemd voor het postcontroleveld, wordt tijdens het certificeren door de Dienst genomen.

10. Certificering

10.1. Algemeen

Een partij is een hoeveelheid homogeen aardappelpootgoed (dat wil zeggen eenvormig in samenstelling en in uitzicht), klaar voor de handel, van eenzelfde ras, categorie, klasse, kaliber en oorsprong en met éénzelfde referentienummer (officieel productienummer).

De definitieve rangschikking van de partij is ten hoogste die welke werd toegekend tijdens de veldkeuring of eventueel die welke voortvloeit uit de virologische onderzoeken bedoeld in punt 10.2. en de toepassing van de normen, vermeld in 7.2.

Bij de keuring gaat de keurmeester na of de partij voldoet op basis van een representatieve monsters.

Het aantal representatieve monsters die per partij gekeurd moeten worden, hangt af van de hoeveelheid bewerkt pootgoed en van de verpakking ervan. Voor een gecertificeerde partij in verpakkingen kleiner dan of gelijk aan 50 kg worden de bemonsteringsnormen vermeld in de volgende tabel toegepast.

Bewerkte tonnage	Aantal te controleren zakken (25 kg)	Aantal te controleren zakken (50 kg)
< 5 ton	Minimum 2	2
5-25 ton	Minimum 5	Minimum 3
26-75 ton	Minimum 6	Minimum 4
76-125 ton	Minimum 8	Minimum 5
> 125 tonnes	Minimum 10	Minimum 6

Voor gecertificeerde partijen in verpakkingen hoger dan 50 kg, wordt de controle tijdens de verpakking uitgevoerd op fictieve eenheden van 50 kg en zijn de bemonsteringsnormen bedoeld in de bovenvermelde tabel van toepassing.

10.2. Normen

10.2.1. Raszuiverheid.

Het aantal knollen die duidelijk niet tot het ras behoren mag niet hoger zijn dan :

- 0,00 % voor prebasispootgoed;
- 0,01 % voor basispootgoed S;
- 0,05 % voor basispootgoed SE en E1, E2 et E3;
- 0,10 % voor gecertificeerd pootgoed A en B.

10.2.2. Gezondheidstoestand en diverse gebreken

- a) Aanwezigheid van al dan niet aanklevende aarde en andere vreemde lichamen: 1 % van het gewicht
- b) Droog- en natrot : 0,5 % van het gewicht waarvan een maximum veroorzaakt door *Erwinia* spp en *Dickeya* spp :
 - 0,000 % prebasispootgoed en basispootgoed S,
 - 0,10 % . basispootgoed SE en E1, E2 en E3
 - 0,25 % . gecertificeerd pootgoed A en B
- c) Uitwendige gebreken (bv. misvormde of gekwetste knollen of velvastheid) : 3 % van het gewicht
- d) schurft:

1) Gewone schurft (*Streptomyces spec.*) : Maximale tolerantie voor alle klassen :

a. voor de diepe schurft, maximum 10 letsels over maximum 1/8ste van de oppervlakte van de knol op bijna alle knollen.

b. voor de oppervlaktige schurft, over maximum 1/4de van de oppervlakte van de knol op bijna alle knollen.

Deze normen worden volgens een door de Dienst bepaalde procedure vastgesteld.

De knollen waarvoor de in a) en b) bedoelde toleranties overschreden worden en die door de gewone schurft aangetast worden op meer dan een derde van de oppervlakte, kunnen toch verhandeld worden voor zover hun gewicht minder dan 5 % van het gewicht van de in de handel gebrachte partij bedraagt en op voorwaarde dat er een gemeenschappelijke verklaring opgesteld wordt waaruit blijkt dat zowel de leverancier als de koper op de hoogte is van het percentage van de aanwezige gewone schurft. Die verklaring moet opgesteld zijn door de bereider.

2) zilverschurft (*Helminthosporium solani*) : De partij die ter keuring aangeboden wordt, mag niet meer dan 5 % (in gewicht) van aangetaste knollen bevatten. Als aangetast worden beschouwd, de knollen die een gedeelte van hun turgescentie hebben verloren en waarvan minstens een oog is aangetast.

3) Poederschurft (*Spongopora subterranea*) :

Prebasispootgoed: 0,00 % van het gewicht

Basispootgoed (S, SE, E1, E2, E3) : 0,20 % van het gewicht

gecertificeerd pootgoed (A en B) : 0,25 % van het gewicht (knollen waarvan tenminste 1/3 van hun oppervlakte aangetast is).

e) Totale tolerantie voor de bovenvermelde punten *b*, *c* en *d1* (in geval van schurft, moeten de knollen op meer dan 1/3 van hun oppervlakte aangetast zijn) : 6 % van het gewicht

f) Rhizoctonia (*Rhizoctonia solani*) : de maximale tolerantie voor lichte besmetting (% knollen) is 10 % voor het prebasis- en basispootgoed en 25 % voor gecertificeerd pootgoed.

De knollen die een matige of zware besmetting door *Rhizoctonia solani* vertonen moeten verwijderd worden.

Deze normen worden volgens een door de Dienst bepaalde procedure vastgesteld.

g) YNTN-virus : het maximale percentage in gewicht van knollen met symptomen van Y^{NTN}-virus is :

- 0,0 voor prebasispootgoed;
- 0,1 voor basispootgoed (S, SE en E1, E2 en E3);
- 0,5 voor gecertificeerd pootgoed (A en B).

h). Partijen met gerimpelde, uitgeputte, uitgedroogde of voortijdig gekiemde knollen worden afgekeurd.

i). Twijfelachtige partijen worden door de keurmeester van de Dienst in quarantaine geplaatst, onder meer :

1) de partijen die samengedrukt zijn boven de volgende normen:

- a. Indien $\bar{A} > 1,5$ cm en diepte < 3 mm : maximum 6 % in gewicht.
- b. Indien $\bar{A} > 1,5$ cm en diepte < 3 mm : maximum 6 % in gewicht.
- C. Indien $\bar{A} > 1,5$ cm en diepte < 3 mm : maximum 1 % in gewicht.

2) partijen waarin door *Fusarium* aangetaste knollen voorkomen;

3) partijen waarin bevroren knollen voorkomen;

4) partijen die licht aangetast zijn door natrot, en in het algemeen, elke partij die symptomen van rotting vertoont.

Deze partijen worden alleen aanvaard als ze bij een nieuw onderzoek verricht minstens 2 weken na de quarantaine de normen beantwoorden.

j) De poortardappelen zijn vrij van *Globodera rostochiensis*, *Globodera pallida*, *Synchytrium endobioticum*, *Clavibacter michiganensis* subsp *sepedonicus* en *Ralstonia solanacearum*.

De partijen die een behandeling hebben ondergaan met een middel dat het kiemvermogen verhindert of vermindert worden geweigerd. Een machtiging om te behandelen met erkende producten die tijdelijk het kiemvermogen verminderen, kan bij de Dienst aangevraagd worden.

10.2.3. Potersmaten

Om erkend te kunnen worden en in de handel te kunnen worden gebracht, dienen de aardappelen aan de volgende eisen te beantwoorden :

1) ze hebben een zodanige minimumdoorsnede dat ze niet door een zeef met vierkante openingen van 25 mm kunnen;

2) het maximumverschil in doorsnede tussen de knollen van een partij bedraagt niet meer dan 25 mm;

3) voor de knollen van sorteringen die de 35 mm overtreffen, worden de minimum- en maximumdoorsnede in veelvouden van vijf uitgedrukt;

4) een partij bevat niet meer dan 3 % in gewicht aan knollen met een kleinere doorsnede dan de minimumdoorsnede en ook niet meer dan 3 % in gewicht aan knollen met een grotere doorsnede dan de aangegeven maximumdoorsnede. En het aantal buitenmaatse knollen kan 5 % in gewicht niet overschrijden.

b) Op schriftelijke aanvraag kunnen andere maten door de Dienst worden toegestaan, onder meer in geval van uitvoer.

c) De eisen in verband met het maten zijn niet van toepassing op prebasispootgoed-CT.

10.3. Etikettering van officieel goedgekeurde partijen

10.3.1. Algemeen

Elk recipiënt en verpakking die pootaardappelen bevat, moet uitwendig voorzien zijn van een officieel etiket afgeleverd door de Dienst. Dit moet zodanig vastgehecht zijn dat het onmogelijk door een ander kan worden vervangen of opnieuw worden gebruikt.

Etiketten zijn uit onscheurbaar materiaal.

Indien het etiket voorzien is van een oogje moet het officieel verzegeld worden.

Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegestaan.

De Dienst levert slechts etiketten als het pootgoed aan alle certificeringsnormen voldoet.

10.3.2. Verplichte vermeldingen

De verpakkingen worden voorzien van een officieel etiket met de volgende vermeldingen :

- 1) de vermelding : « E.U.-systeem »;
- 2) keuringsdienst en Lidstaat of desbetreffend kenteken;
- 3) de vermelding : « *Solanum tuberosum* »;
- 4) het partijnummer;
- 5) de datum van de officiële sluiting of van de officiële bemonstering (dag (facultatief) - maand - jaar);
- 6) het ras, tenminste vermeld in Latijns schrift;
- 7) het producerend land (land van herkomst);
- 8) categorie en klasse;
- 9) de kaliber;
- 10) opgegeven nettogewicht;
- 11) de vermelding: al of niet ontsmet;
- 12) het erkenningsnummer van de bereider;
- 13) het "E.U. Plantenpaspoort", met vermelding, in voorkomend geval, van de beschermde zone waarin het pootgoed is toegelaten.

Desgevallend kan aan basispootgoed de aanduiding van de Communautaire klasse worden toegevoegd : EEG1, EEG2 of EEG3 naar gelang van het geval.

Bij rassen die in procedure van inschrijving zijn op de nationale catalogus en waarvoor toestemming werd gegeven om partijen ervan in de handel te brengen (zie punt 2.5 en bijlage 2), moeten de volgende gegevens ook op het etiket vermeld worden :

1) voor de rasbenaming : de referentie van de kweker, de voorgestelde benaming of de goedgekeurde benaming en, in voorkomend geval, het officiële nummer van de aanvraag tot opname van het ras in de nationale catalogus;

- 2) de vermelding "nog niet in de officiële lijst opgenomen ras";
- 3) de vermelding "alleen voor proeven";
- 4) de kaliber.

Bijkomende vermeldingen mogen voorkomen op het etiket van de bereider evenals op of binnen in de verpakking.

De officiële certificeringsetiketten hebben minimale afmetingen van 110 mm x 67 mm en ze hebben de volgende kleur :

- 1) wit met een paarse diagonale streep voor prebasispootgoed
- 2) wit voor basispootgoed S, SE E1, E2 en E3
- 3) blauw voor gecertificeerd pootgoed E en B
- 4) oranje voor rassen die in procedure van inschrijving zijn op de nationale catalogus en waarvoor toestemming bestaat om partijen ervan in de handel te brengen (zie punt 2.5 en bijlage 2).

10.4. Officiële sluiting van erkende partijen

De verpakkingen zijn nieuw en worden verzegeld, de recipiënten worden verzegeld. Deze verzegeling is evenwel niet noodzakelijk voor de zakken voorzien van een genaaide sluiting. In dit geval, wordt het al dan niet zelfklevende scheurvrije document dat geen enkele voorafgaande perforatie vertoont, vastgehouden in de sluitingsnaad van de verpakking. Elk document dat sporen vertoont van meer dan één sluitingsnaad, beantwoordt niet aan de reglementering.

Na de definitieve goedkeuring en sluiting kan de Dienst bijkomende monsters nemen.

10.5. Los vervoer van gecertificeerd pootgoed

Het los vervoer van gecertificeerd pootgoed, in vrachtwagens of recipiënten, van het bedrijf van de ene bereider naar dat van een andere bereider, is toegelaten onder de volgende voorwaarden:

- 1) de controles bij het laden en bij de inontvangstname moeten minstens één werkdag op voorhand aangevraagd worden bij de Dienst;
- 2) de vracht- of aanhangwagens moeten zuiver zijn bij het laden;
- 3) bij vervoer van het pootgoed, ofwel van het bedrijf van de ene bereider naar dat van een andere bereider, ofwel naar de eindgebruiker, worden de vracht- of aanhangwagens voorzien van een sluitingssysteem dat gesloten kan worden zodat er geen enkele mogelijkheid bestaat de inhoud te wijzigen zonder dat de verzegeling sporen van manipulatie vertoont. De etiketten worden vastgemaakt aan de verzegeling van de vracht- of aanhangwagen zodat die niet verbroken kan worden.

Als het pootgoed ter plaatse wordt afgehaald door de eindgebruiker of door een derde die handelt in zijn naam, is de aanwezigheid van een keurmeester van de Dienst niet vereist; de certificaten worden vastgehecht aan de leveringsbon waarop hun nummers zijn vermeld. Het exacte gewicht, alsook de naam van de bestemming moet vermeld zijn op het certificaat.

De aanwezigheid van een keurmeester bij het lossen is niet nodig als de geadresseerde de eindgebruiker van het plantgoed is. Die mag het plantgoed niet afstaan aan derden.

10.6. Geweigerde partijen

Partijen pootaardappelen die niet aan de voorschriften van dit reglement beantwoorden, worden geweigerd. De inschrijvingsnemer meldt aan de Dienst welke bestemming de partijen krijgen die geweigerd zijn.

Er mag met die partijen niets gebeuren zonder dat de Dienst daarvan vooraf op de hoogte gebracht is.

Bij betwisting van de uitslag van de keuring bij de triage en bij de certificering die tot de weigering heeft geleid, kan de bereider binnen drie werkdagen na ontvangst van de weigering een aanvullend onderzoek aanvragen. De nieuwe keuring wordt uitgevoerd op nieuwe monsters genomen uit de partij overeenkomstig punt 10.1. en in aanwezigheid van de bereider of van zijn vertegenwoordiger.

De uitslag van deze nieuwe keuring is definitief.

11. Bewerkingen van gecertificeerde pootaardappelen

11.1. Splitsing en herverpakking van gecertificeerde pootaardappelen (kleine verpakkingen uitgezonderd)

Elke splitsing en/of herverpakking van pootaardappelen kan in alle stadia die het gebruik voorafgaan, gebeuren onder toezicht van een officiële keurmeester.

Gesplitste of herverpakte officieel goedgekeurde pootaardappelen worden van nieuwe etiketten voorzien waarop dezelfde aanduidingen voorkomen als op de oorspronkelijke etiketten, aangevuld met :

- 1) de datum van de nieuwe sluiting;
- 2) de naam van de Keuringsdienst die de voorafgaande sluiting heeft verricht.

11.2. Verdelen in kleine verpakkingen

11.2.1. Modaliteiten

Wordt als kleine verpakking beschouwd in de zin van dit besluit, elke verpakking voorzien van het document bedoeld in punt 11.2.2. van maximum 5 kg gecertificeerd pootgoed.

Alleen pootgoed van de klasse "gecertificeerd pootgoed", opgeborgen in verpakkingen voorzien van gewone officiële keuringsdocumenten mag in kleine verpakkingen ondergebracht worden.

Het sluitsysteem van de kleine verpakkingen dient zo te zijn dat elke opening of beschadiging vastgesteld kan worden.

Het overbrengen in kleine verpakkingen mag slechts uitgevoerd worden door verdelers in kleine verpakkingen die door de Dienst worden erkend.

11.2.2. Document opgesteld door de verdeler in kleine verpakkingen

De kleine verpakkingen worden voorzien van een document waarop de volgende gegevens vermeld staan :

- 1) het erkenningsnummer van de verdeler in kleine verpakkingen;
- 2) de vermelding "aardappelpootgoed";
- 3) de naam van het ras;
- 4) de categorie en de klasse;
- 5) het nettogewicht bij het verpakken;
- 6) desgevallend de vermelding "chemisch behandeld".

Als de kleine verpakkingen doorschijnend zijn of met kleine mazen, kan bovenstaand document in de kleine verpakking worden geplaatst.

11.2.3. Sluitzegel

Behalve van het voornoemde document moeten de kleine verpakkingen ook nog voorzien zijn van of bevatten een sluitzegel. De sluitzegels worden door de Dienst afgeleverd op verzoek van de verdeler in kleine verpakkingen of door hem opgesteld onder toezicht van de Dienst.

Elke sluitzegel vermeldt de volgende aanduidingen :

- 1) de naam van de Dienst - België;
- 2) de vermelding « kleine verpakking »;
- 3) het producerend land;
- 4) het volgnummer;
- 5) de vermelding « gecertificeerd pootgoed » :
- 6) de vermelding "E.U. Plantenpaspoort (Rp)" (vervangingsplantenpaspoort).

Het zegel is blauw.

11.2.4. Gecombineerd document

De sluitzegels kunnen met de documenten van de verdeler in kleine verpakkingen gecombineerd worden. De verdeler in kleine verpakkingen dient de aanvraag in bij de Dienst en verbindt zich er schriftelijk toe alleen de aangegeven documenten te gebruiken.

11.2.5. Boekhouding

De boekhouding dient te worden bijgehouden naarmate van het overbrengen in kleine verpakkingen en moet aan de Dienst kunnen voorgelegd worden op zijn verzoek.

Ze dient de volgende gegevens te bevatten :

a) Voor de te splitsen verpakkingen :

- 1) het ras;
- 2) het referentienummer van de partij met vermelding van het land waarvan de keuringsdienst de laatste certificering heeft uitgevoerd;

3) het opgegeven nettogewicht;

4) de nummers van de keuringsdocumenten die de te splitsen verpakkingen dekken;

5) de categorie en klasse van het pootgoed;

b) Voor kleine verpakkingen :

1) de datum van het onderbrengen in kleine verpakkingen;

2) het aantal kleine verpakkingen per gewichtscategorie;

3) de nummers van de keuringsetiketten of van de afgeleverde gecombineerde documenten.

11.2.6. Herverpakking

Het onderbrengen in nieuwe kleine verpakkingen van pootgoed dat al verpakt is in een kleine verpakking, is niet toegestaan, tenzij de Dienst daartoe voorafgaandelijk haar akkoord heeft verleend.

Die handeling moet dan onder toezicht van de Dienst uitgevoerd worden.

11.3. Ontloding van partijen

De bereiders brengen de Dienst ervan op de hoogte dat officieel goedgekeurde partijen niet meer verhandeld zullen worden als aardappelpootgoed. De bestemming van de partijen moet opgegeven worden en de gebruikte etiketten moeten ter beschikking van de Dienst gesteld worden.

12. Postcontroleveld

Het postcontroleveld wordt opgesteld met monsters genomen op het veld na loofdoding (punt 6), monsters genomen tijdens de certificering (punt 9) en monsters afkomstig van ingevoerde moederpartijen, om na te gaan of het in de handel gebrachte pootgoed beantwoordt aan de Europese en Waalse certificeringsnormen.

De uitgeplante monsters worden onderworpen aan de volgende tellingen: het aantal niet gekiemde planten, aantal planten viruszieke planten (bladrol, zware mozaïek, lichte mozaïek), aantal planten met ringrot symptomen (bacterie *Erwinia* spp; *Dickeya* spp of schimmelbacterie, enz.), het aantal aantastingen door *Rhizoctonia solani* en het aantal planten die niet overeenstemmen met het fenotype.

13. Binnenbrengen en invoer

13.1. Pootgoed ingevoerd vanuit een E.U.-lidstaat

13.1.1. Bruto- of half afgewerkte partijen

Het binnenbrengen van bruto- of half afgewerkte partijen aardappelpootgoed met het oog op de bewerking ervan in het Waalse Gewest is toegestaan op grond van waarborgen, verleend door de buitenlandse entiteit die bevoegd is voor keuring en certificering.

Na uitvoering van eventuele aanvullende virologische testen, wordt het aardappelpootgoed behandeld zoals bepaald in punt 10.

Voor teeltmateriaal van rassen die noch op de gemeenschappelijke rassenlijst noch op de nationale catalogus voorkomen dient het bewijs geleverd dat ze, naargelang van het geval, na vermeerdering of triage bestemd zijn voor uitvoer naar een derde land.

13.1.2. Gecertificeerd pootgoed

Controle bij het binnenbrengen is niet verplicht voor producten die in het vrije verkeer zijn in de Europese Unie.

13.2. Aardappelpootgoed ingevoerd vanuit derde landen

De formaliteiten betreffende de invoer van pootgoed zijn vastgesteld door het koninklijk besluit van 22 september 1993 tot regeling van de invoer en het binnenbrengen van zaaizaden en pootgoed van sommige plantensoorten en van teeltmateriaal van bosbouwsoorten.

Het bestuur der douane mag slechts aardappelpootgoed tot de invoer toelaten mits voorlegging van een door de Dienst afgeleverd controlecertificaat, waaruit blijkt dat het pootgoed voldoet aan de voorwaarden bedoeld bij de beslissingen van de Europese Unie. Bij gebrek aan gelijkstelling moet de Dienst geraadpleegd worden.

De invoer kan toegestaan worden als het aardappelpootgoed aan een van de volgende voorwaarden voldoet :

- 1) het behoort tot een ras dat deelneemt aan de officiële proeven met het oog op inschrijving op de nationale catalogus, en het is bestemd om aan de voormelde officiële proeven deel te nemen;
- 2) het is bestemd voor veredelingsdoeleinden of wetenschappelijke doeleinden;
- 3) het is bestemd voor vermeerdering door de mandataris onder toezicht van de Dienst;

4) het is bestemd voor wederuitvoer naar derde landen.

In alle voornoemde gevallen dient het bewijs te worden geleverd en gevoegd te worden aan het invoerdocument.

De fyto-sanitaire voorschriften moeten nageleefd worden.

14. Keuring van aardappelpootgoed dat bestemd is voor uitvoer

De producten worden gekeurd volgens de regels die gelden voor het Waalse aardappelpootgoed in de inrichtingen van een erkende bereider.

Voor aardappelpootgoed dat behoort tot een ras dat niet op de gemeenschappelijke noch op de nationale rassenlijst staat en dat bestemd is voor de uitvoer naar derde landen, moet de inschrijvingsnemer de verbintenis aangaan om het gecertificeerde aardappelpootgoed niet in de Europese Gemeenschap te verhandelen.

Op aanvraag van de uitvoerder, kan de keuring uitgevoerd worden volgens andere criteria om tegemoet te komen aan de overeengekomen handelsverplichtingen of om in overeenstemming te zijn met de reglementering die in het invoerende land van kracht is. In die gevallen worden eventueel bijzondere documenten gebruikt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014 betreffende de productie en het in de handel brengen van pootaardappelen.

Namen, 20 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2

Voorwaarden voor het in de handel brengen van aardappelpootgoed dat toebehoort aan een ras waarvoor een aanvraag tot opneming in de nationale catalogus is ingediend

1. Aanvraag

Om de toestemming moet bij de Dienst worden verzocht door degene die een geldige aanvraag tot opname van de rassen in de nationale catalogus heeft ingediend of door de gemachtigde vertegenwoordiger van die persoon. De volgende documenten moeten verstrekt worden :

- a) de geplande proeven en analyses;
- b) de naam van de lidstaat of lidstaten waar die tests en proeven uitgevoerd moeten worden;
- c) een beschrijving van het ras;
- d) informatie over de instandhouding van het ras.

2. Voorwaarden

Er wordt alleen toestemming gegeven voor proeven en analyses op landbouwbedrijven om gegevens over de teelt of het gebruik van het ras te verzamelen.

Aardappelpootgoed in veld dient te voldoen aan de volgende minimumvoorwaarden :

- a) Het aantal planten dat door zwartbenigheid is aangetast, mag bij een officiële veldkeuring niet meer bedragen dan 4 %;
- b) In de directe nateelt mag het aantal niet-rasechte planten niet meer bedragen dan 0,5 %. Niet meer dan 0,2 % daarvan mag van andere rassen zijn;
- c) in de directe nateelt mag het aantal planten met symptomen van zware virusziekten niet meer bedragen dan 10 % . Lichte mozaïek, als slechts lichte verkleuringen zonder misvormingen van de bladeren te constateren zijn, blijft buiten beschouwing;
- d) bij de beoordeling van de nateelt van een ras dat chronisch door een virusziekte is aangetast, worden de door dat virus veroorzaakte lichte symptomen niet in aanmerking genomen;
- e) De toleranties, vermeld in punt c) en in punt d) gelden alleen voor virusziekten die door virussen worden veroorzaakt die in Europa zijn verbreid;
- f) Het productieveld moet vrij zijn van *Globodera pallida* en *Globodera rostochiensis*;
- g) De teelt is vrij van :

- 1) *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc.;
- 2) *Corynebacterium sepedonicum* (Spieck. Et Kotth.) Skapt et Burkh.

Geoogste partijen pootaardappelen dienen te voldoen aan de volgende minimumvoorwaarden :

- a) Toleranties voor de volgende onzuiverheden, gebreken en ziekten van pootaardappelen :
 - i. Aanklevende vreemde bestanddelen: 2 % van het gewicht
 - ii. Droog en nat rot, voor zover het niet veroorzaakt is door *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* of *Pseudomonas solanacearum*: 1 % van het gewicht
 - iii. Uitwendige gebreken (bv. misvormde of gekwetste knollen): 3 % van het gewicht
 - iv. Aardappelschurft : knollen waarvan de oppervlakte voor meer dan één derde aangetast is: 5 % van het gewicht
 - v. Totale tolerantie voor punt ii tot en met punt iv: 6 % van het gewicht
- b) Het pootgoed moet vrij zijn van *Globodera pallida* et *Globodera rostochiensis*, *Synchytrium endobioticum*, *Corynebacterium sepedonicum* en *Pseudomonas solanacearum*

3. Onderzoek

De naleving van de voorwaarden vermeld onder punt 2 wordt beoordeeld aan de hand van een officieel onderzoek.

Voor de controle op de naleving van de voorwaarden wat de rasechtheid en raszuiverheid betreft, wordt uitgegaan van de door de aanvrager verstrekte rasbeschrijving of, waar van toepassing, de voorlopige rasbeschrijving op basis van de resultaten van het officiële onderzoek naar de onderscheidbaarheid, bestendigheid en homogeniteit van het ras, overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen.

Het onderzoek wordt uitgevoerd volgens gangbare internationale methoden, voorzover die bestaan. Voor het onderzoek worden officieel volgens daartoe geëigende methoden monsters van homogene partijen genomen.

4. Hoeveelheid

De hoeveelheid waarvoor per ras toestemming wordt gegeven, bedraagt ten hoogste 0,1 % van het pootgoed dat jaarlijks wordt gebruikt in de Lidstaten waarvoor het bestemd is. Als de hoeveelheid niet volstaat om 10 ha in te zaaien in elke Lidstaat waarvoor het pootgoed bestemd is, kan de voor 10 ha nodige hoeveelheid door de Dienst worden toegestaan.

5. Verpakking en verzegeling

Pootgoed wordt alleen in de handel gebracht in gesloten, verzegelde verpakkingen of recipiënten. Deze verpakkingen en containers worden officieel of onder officieel toezicht zo verzegeld dat ze niet kunnen worden geopend zonder het zegel te beschadigen of op het onder punt 6 bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen achter te laten. De verzegeling omvat ten minste ofwel het officiële etiket, ofwel een officieel zegel.

De verpakkingen zijn nieuw en de recipiënten zijn schoon.

6. Etikettering

Het verpakte zaai- of pootgoed draagt een officieel etiket (oranje kleur) in het Frans en, in voorkomend geval, in één of meerdere andere officiële talen van de Europese Unie. Dat etiket vermeldt minstens volgende gegevens :

- a) de certificeringsdienst en de Lidstaat of desbetreffend kenteken;
- b) het partijnummer;
- c) de maand en het jaar van de verzegeling van de verpakking;
- d) de soort;
- e) de rasbenaming waaronder het zaai- of pootgoed in de handel wordt gebracht (referentie van de kweker, voorgestelde benaming of goedgekeurde benaming) en in voorkomend geval het officiële nummer van de aanvraag tot opname van het ras in de rassenlijst;
- f) de vermelding "nog niet in de officiële lijst opgenomen ras";
- g) de vermelding "alleen voor proeven en analyses";
- h) waar van toepassing de tekst "genetisch gemodificeerd ras";
- i) de kaliber;
- j) opgegeven netto- of brutogewicht;
- j) wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht van de kluwens of zuiver zaad en het totale gewicht.

7. Chemische behandeling

Elke chemische behandeling wordt vermeld op het officiële etiket zoals bedoeld onder punt 6, op een etiket van de leverancier en op de verpakking, of erin, of op de recipiënt.

8. Geldigheidsduur en hernieuwing

Onverminderd een verbod uitgevaardigd door een lidstaat overeenkomstig artikel 14 van voornoemde Beschikking 2004/842/EG van 1 december 2004, is een overeenkomstig deze bepalingen gegeven toestemming ten hoogste één jaar geldig, te rekenen vanaf de datum waarop ze wordt verleend. De toestemming kan maximaal tweemaal met telkens ten hoogste één jaar worden verlengd. Bij de aanvraag worden de volgende documenten gevoegd :

- a) een verwijzing naar de oorspronkelijke toestemming;
- b) alle aanvullende informatie over de beschrijving, de instandhouding en/of de kennis die is opgedaan bij de teelt van het ras volgens de oorspronkelijke toestemming;
- c) gegevens waaruit blijkt dat de beoordeling voor de opname in de rassenlijst nog loopt, voorzover de Dienst nog geen toegang heeft tot deze gegevens.

De toestemming vervalt zodra de aanvraag tot opname in de nationale rassenlijst wordt ingetrokken of geweigerd of het ras in de rassenlijst wordt opgenomen.

9. Verplichte rapportering

De Dienst kan verlangen dat de aanvrager van een toestemming hem verslag uitbrengt over:

- a) de resultaten van de tests of analyses op landbouwbedrijven om gegevens over de teelt of het gebruik van het ras te verzamelen;
- b) de hoeveelheid pootaardappelen die in de handel zijn gebracht in de periode waarvoor de toestemming geldig was en de lidstaat waarvoor ze bestemd waren.

De gegevens vermeld onder de punten a) en b) hebben een vertrouwelijk karakter.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014 betreffende de productie en het in de handel brengen van pootaardappelen.

Namen, 20 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO